

— KNIHOVNA —  
SBORNÍKU VĚD PRÁVNÍCH A STÁTNÍCH,

VYDÁVANÁ

S PODPOROU ČESKÉ AKADEMIE ČÍS. FRANTIŠKA JOSEFA PRO VĚDY,  
SLOVESNOST A UMĚNÍ.

B) ŘADA STÁTOVĚDECKÁ. Čís. XX.

11-C-274

POLITICKÉ THEORIE 274

REFORMOVANÝCH MONARCHOMACHŮ FRANCOUZSKÝCH

ZÁROVEŇ PŘÍSPĚVEK K DĚJINÁM  
POLITICKÝCH THEORIÍ VE FRANCII.

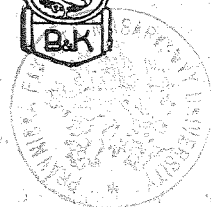
NAPSAL

PhDr. et JUDr. BEDŘICH MAREK.



SEMIKÁRNÍ

Hist.-práv.



KNIHOVNA

oddělení

V PRAZE.

YDÁVATEL A NAKLADATEL: SBORNÍK VĚD PRÁVNÍCH A STÁTNÍCH,  
(BURSÍK & KOHOUT V PRAZE).

1910.

Koupi od	
Dárem od	<i>rev.</i>
v	<i>1888</i>
Inv. čis:	<i>36.781</i>
Sign:	

**ÚSTŘEDNÍ KNIHOVNA  
PRÁVNICKÉ FAKULTY UJ  
ŠTARY FOND**  
C. inv.: *0674*

Tisk ALOIS WIESNER v PRAZE, knihtiskář České Akademie císaře Františka Josefa  
— pro vědy, slovesnost a umění a c. k. české vysoké školy technické. —  
Papír ze skladu České společnosti pro obchod a průmysl papírnický G. WIESNER,  
— DUFFEK A SPOL. v PRAZE. —

VŠEM,

KTEŘÍ JAKKOLI — SKUTKEM ČI POVZBUZENÍM —  
MNĚ PO ČAS STUDIÍ MÝCH PROSPĚLI.

## Prameny.

### A) Monarchomachické.

1. Calvin, Institution de la religion chrestienne. Geneve 1561.
2. De La Boétie, Contr'un ou Discours sur la servitude volontaire.
3. Confession de Foy.
4. Briève exposition des lettres du cardinal de Lorraine, envoyées au nom du Roy aux Cours de Parlement...
5. Response chrestienne et defensive...
- 6i Complainte au peuple françois.
7. Advertissement au peuple de France.
8. Histoire du tumulte d'Amboise.
9. Les Estats de France opprimez par la tyrannie de Guise...
10. Response au Livre inscrit pour la majorité du roy François second.
11. Supplication et Rémonstrance adressée au Roy de Navarre et autres princes du sang de France...
12. Discours de la mort du roy Henri II.
13. Epître au Tigre de la France (vyd. Read-ovo).
14. Epistre envoyée à la Royne mere du roy.
15. Remonstrance à tous estats par laquelle est en brief démontré la foy et innocence des vrais chrestiens.
16. Juste complainte des fideles de France contre leurs adversaires papistes et autres...
17. Deux requestes de la part des fideles de France.
18. Complainte apologique des Eglises de France.
19. Remonstrance en forme de Lettre missive...
20. La requeste présentée au roy le 11 Juing 1561...
21. Remonstrance en forme de requeste à la royne-mere...
22. Copie de la requeste présentée au roy très-chrestien...
23. Déclaration faite par Monsieur le prince de Condé..
24. Traicté d'association faite par Monseigneur le Prince de Condé...
25. Rémonstrance aux fidèles de perséverer en leur sainte entreprise.
- 2a. Response des habitans de la ville de Rouen.
27. Remonstrance envoyée au roy par les habitans de la ville de Mans.
28. Remonstrance au roy sur le fait des idoles abattues...
29. Advertissement à la Royne mere du roy, touchant les misères du roy-aume...

Mémoires sur les Abus dans les Paroisses  
Amsterdam 1766  
5775 a 40(2)

- 30. Sommaire declaration et confession de foy . . .
- 31. Remonstrance de Monsieur le prince de Condé et ses associez . . .
- 32. Lettre adressée de Rome à la Royne mère du roy . . .
- 33. Sentences redoutables et arrests rigoureux du jugement de Dieu à l'encontre de l'impiété des tyrans . . .
- 34. Exhortation chrestienne au roy de France, Charles Neuviesme.
- 35. Harangues des ministres de la parole de Dieu.
- 36. Remonstrance à la royne mere du roy, par ceux qui sont persecutez pour la parole de Dieu.
- 37. Conseil à la France desolée.
- 38. La destruction et saccagement exercé cruellement par le duc de Guise . . .
- 39. Discours sur la liberté ou captivité du Roy.
- 40. Harangue en Vers.
- 41. Pamphlets pour et contre les Guise.
- 42. Epistre au roy, sur le faict de la religion.
- 43. Doleance faicte au roy sur l'impunité des meurtres et oppressions.
- 44. Remonstrance envoyee au Roy par la noblesse de la Religion reformee . . .
- 45. Bref discours et veritable des principales coniurations de ceux de la maison de Guyse . . .
- 46. Discours par dialogue sur l'edict de la revocation de la paix.
- 47. Response a une lettre escrite a Compiegne . . .
- 48. De la necessité d'assembler les Estats.
- 49. Lettre missive d'un gentilhomme a un sien compaignon . . .
- 50. Memoires des occasions de la guerre, appelee Le Bien-public . . .
- 51. Les Requestes, protestations, remonstrances et advertissemens faits par Mons. le prince de Condé . . .
- 52. Contrepoison a l'advertissement.
- 53. Declaration et protestation de ceux de la religion reformée de la Rochelle.
- 54. Sommaire discours sur la rupture et infraction de la Paix et Foy publique . . .
- 55. Remonstrance au roy par Monsieur l'admiral . . .
- 56. Discours au vray des conseils et moyens qu'on a tenu pour exterminer la pure doctrine de l'Evangile . . .
- 57. Articles des plaintes et doleances du peuple, sur lesquelles est fondee l'occasion de la guerre presente.
- 58. Brief discours sur les moyens que tient le cardinal de L'orraine pour empescher l'establissement de la Paix . . .
- 59. De furoribus gallicis, horrenda et indigna amirallii Castillionei . . . caede . . . vera et simplex narratio.
- 60. Dialogue auquel sont traitées plusieurs choses advenues aux Luthériens et Huguenots de la France . . .
- 61. Reveille-matin des François et de leurs voisins.
- 62. F. Hotomani jurisconsulti Francogallia. Genevae 1573.
- 63. Question a savoir s'il est loisible aux suiets de se deffendre contre le magistrat . . .

- 64. Question a savoir s'il est licite sauver la vie aux massacreurs et bourreaux prins en guerre . . .
- 65. Du droit des magistrats sur leurs suiets.
- 66. Apophtegmes et discours notables recueillis de divers auteurs . . .
- 67. Discours des jugemens de Dieu contre les tyrans.
- 68. La Harengue de ceux de la Rochelle.
- 69. Declaration des causes qui-ont meu ceux de la Religion à reprendre les armes pour leur conservation.
- 70. Remonstrance aux seigneurs, gentilshommes et autres . . .
- 71. Le Politique.
- 72. Discours politiques de diverses puissances . . .
- 73. Discours merueilleux de la vie, actions et deportemens de Catherine de Medicis . . .
- 74. Declaration de la prise des armes.
- 75. Response à la question asavoir, s'il est loisible au peuple et à la noblesse. de resister par armes à la felonie et cruauté d'un seigneur souverain.
- 76. Articles arrestez en l'assemblee de Milliaud . . .
- 77. Protestation des Eglises reformees de France assemblees à Milliaud . . .
- 78. Remonstrance au roy tres chrestien Henry III.
- 79. Declaration et protestation de Monseigneur de Dampville . . .
- 80. Epistre aux delicats et flatteurs Machiavellistes . . .
- 81. Resolution claire et facile sur la question tant de fois faicte de la prise des armes par les inferieurs.
- 82. La France-Turquie.
- 83. Le Tocsain-contre les massacreurs . . .
- 84. Vindiciae contra tyrannos, sive de Principis in populum populique in principem legitima potestate, Stephano Junio Bruto, Celta. Vyd. Amsterodámské z r. 1660.

B) Ostatní

citovány budou — kde jich třeba na vysvětlenou — na příslušném místě (na př.: Sv. Tomáš Akv., Jan ze Salisburý, Macchiavelli, Bodin, Grotius etc.).

Prameny citované nahoře vydány buď samostatně, neb ve sbírkách. Ze sbírek těchto jest uvésti: Mémoires de Condé, 6 sv., Londýn, 1743 (označujeme MC) a Mémoires de l'Estat de France sous Charles Neuviesme, 3 sv., Meidelbourg, 1578 (označ. ME). Prameny lze nalézt v Bibliothéque nationale, v Bibliothéque Ste Geneviève a v knihovně právnické fakulty v Paříži. Při každé jednotlivé práci uvádíme (v druhé části), kde jsme z ní čerpali. — Jsou tedy Mémoires de l'Estat etc. obsáhlou sbírkou politických publikací, nikoli — jak Treumann, o. c. str. 13 — chybně uvádí, jediným dílem monarchomachickým.

*Leibniz*

## Literatura

(v alfabetním pořadí).

1. *Ahrens*, Cours de droit naturel, Bruxelles, 1848.
2. *Baudrillart*, J. Bodin et son temps, Paris, 1853.
3. *Berolzheimer*, System der Rechts- u. Wirtschaftsphilosophie, 5 sv., München, 1904—7.
4. *Beudant*, Le droit individuel et l'état, Paris, 1891.
5. *v. Bezold*, Die Lehre von der Volkssouveränität während des Mittelalters. (Sybel's Historische Zeitschrift, sv. 36., str. 315 a d.)
6. *Bluntschli*, Geschichte der neueren Staatswissenschaft, München u. Leipzig, 1881.
7. *Boistel*, Cours de philosophie du droit, 2 sv., Paris, 1899.
8. *de Bonnechose*, J. Hus, Gerson et le concile de Constance, 2 sv., Paris, 1860.
9. *Bryce*, Le saint-empire romain germanique (z angl. Domergue, Paris, 1890.
10. *Carlyle*, The theory of the source of political authority in the mediaeval civilians to the time of Accursius (Mélanges Fitting, sv. I., str. 183 a d.). Montpellier, 1907.
11. *Crahay*, La politique de Saint-Thomas d'Aquin, Louvain, 1896.
12. *Dareste*, La science du droit en Grèce. Paris, 1893.
13. *Duguit*, Droit constitutionnel, Paris, 1907.
14. *Duguit*, Le droit social, le droit individuel et la transformation de l'Etat, Paris, 1908.
15. *Dunning*, A History of political theories ancient and mediaeval, New-York, 1905.
16. *Dunning*, A History of political theories. From Luther to Montesquien. New-York, 1905.
17. *Esmein*, Cours élémentaire d'histoire du droit français. Paris, 1907.
18. *Esmein*, La théorie de l'intervention internationale chez quelques publicistes français du XVI. siècle (v Nouvelle revue historique du droit français et étranger).
19. *Esmein*, Eléments de droit constitutionnel français et comparé, Paris, 1906.
20. *Falckenberg*, Dějiny novověké filosofie (z něm. Procházka), Praha, 1899.
21. *Féret*, Le pouvoir civil devant l'enseignement catholique, Paris, 1888 (v citátech označujeme F).
22. *Flach*, Cujas, les glossateurs et les Bartolistes, Paris, 1883.
23. *Franck*, Réformateurs et publicistes de l'Europe (Moyen-âge-Renaissance), Paris, 1864.
24. *Fresquet*, Précis d'histoire du droit français, Paris 1881.
25. *Friedberg*, Die mittelalterlichen Lehren über das Verhältniss von Staat u. Kirche (Zeitschrift f. Kirchenrecht, 8. sv.).
26. *Gasquy*, Cicéron jurisconsulte, Paris, 1887.
27. *Gierke*, J. Althusius u. die Entwicklung der naturrechtlichen Staatstheorien, Breslau, 1902.
28. *Gierke*, Das deutsche Genossenschaftsrecht, 3 sv. 1881 (3. svaz.).
29. *Glasson*, Les rapports du pouvoir spirituel et du pouvoir temporel au moyen-âge, Paris, 1890.
30. *Glasson*, Eléments du droit français, Paris, 1884.
31. *Gneist*, Englische Verfassungsgeschichte.
32. *Gumplowicz*, Geschichte der Staatstheorien, Innsbruck, 1905.
33. *Hancke*, Bodin, Eine Studie über den Begriff der Souveränität. Breslau, 1894.
34. *Hanel*, Všeobecná právo- i státověda, Praha, 1909.
35. *Heyrovský*, Dějiny a systém soukr. práva římského, Praha, 1902.
36. *Höffding*, Histoire de la philosophie moderne (z něm. Bordier), 2 sv., Paris, 1908.
37. *Huber*, Les Jésuites (z něm. Marchand), Paris, 1880.
38. *d'Hulst*, Le droit chrétien et le droit moderne, Paris, 1886.
39. *Chénon*, Théorie catholique de la souveraineté nationale, Paris, 1898.
40. *Janet*, Dějiny vědy politické, 2 sv. (z franč. Foustka), Praha, 1896.
41. *Jellinek*, Všeobecná státověda (z něm. Foustka), Praha, 1906.
42. *Jellinek*, La déclaration des droits de l'homme et du citoyen. (Z něm. Fardis), Paris, 1902.
43. *Jourdain*, La philosophie de Saint-Thomas d'Aquin, Paris, 1858.
44. *Korkounov*, Cours de théorie générale du droit (z rušt. Tchernoff), Paris, 1903.
45. *Lacour-Gayet*, L'éducation politique de Louis XIV., Paris 1898.
46. *Laferrière*, Essai sur l'histoire du droit français, 2 sv. Paris (neudáno datum).
47. *Landmann*, Der Souveränitätsbegriff bei den französischen Theoretikern von J. Bodin bis auf J. J. Rousseau, Leipzig, 1896.
48. *Lasson*, System der Rechtsphilosophie, Berlin u. Leipzig, 1882.
49. *Laurent*, L'Eglise et l'état d'après le protestantisme, Paris, 1865.
50. *Luveau*, Les doctrines démocratiques chez les écrivains protestants français de la II. moitié du XVIe s., Bordeaux, 1900.
51. *May*, Histoire de la démocratie en Europe (z angl. Fargues), Paris, 1879.

52. *Manceaux*, Contribution à l'étude des théories sur le droit divin et sur le droit populaire en France, Paris 1906.
53. *Méaly*, Les publicistes de la réforme etc., Paris, 1903.
54. *Michel*, L'idée de l'état, Paris, 1896.
55. *Miraglia*, Filosofia del diritto (vol. 1.), Napoli, 1893.
56. *Mirbt*, Die Publizistik im Zeitalter Gregors VII. Leipzig, 1894.
57. *v. Mohl*, Die Geschichte u. Littérature der Staatswissenschaften, 1855 (použito svazku I.).
58. *Nys*, Les théories politiques et le droit international en France jusqu'au XVIII. s. Paris, 1891.
59. *Petiet*, Du pouvoir législatif en France depuis l'avènement de Philippe le Bel jusqu'en 1789, Paris, 1891.
60. *Pražák*, Rak. právo ústavní, III. díl, Praha, 1902.
61. *Rehm*, Geschichte der Staatswissenschaften, 1896.
62. *Rossew-St. Hilaire*, Histoire d'Espagne, Paris 1838, 1844 (sv. III. a V.).
63. *de Savigny*, Histoire du droit romain au moyen-âge, 3. d. (zkrác. překlad Guenoux-ův), Paris, 1839.
64. *Schröder*, Lehrbuch der deutschen Rechtsgeschichte, Leipzig, 1907.
65. *Stahl*, Histoire de la philosophie du droit (z něm. Chauffard), Paris, 1880.
66. *Suève*, Essai sur l'évolution des théories gouvernementales en France du XIe au XVIIIe siècles. Paris, 1907.
67. *Summer-Maine*, Ancient law, London, 1906.
68. *Tanon*, L'évolution du droit et la conscience sociale, Paris, 1905.
69. *Tardif*, Histoire des sources du droit français, origines romaines, Paris, 1890.
70. *Trakal*, Hlavní směry novější právní i státní filosofie, Praha, 1885.
71. *Treumann*, Die Monarchomachen, Leipzig, 1895.
72. *Vareilles-Sommière*, Principes fondamentaux du droit, Paris, 1889.
73. *Viollet*, Histoire des institutions politiques et administratives de l'ancienne France, 3 sv., Paris 1890—1903.
74. *Vorländer*, Geschichte der Philosophie, 1. sv., Leipzig, 1908.
75. *Weill*, Les théories sur le pouvoir royal en France pendant les guerres de religion, Paris, 1892.

K politickým dějinám Francie v druhé polovici 16. st. srv.:  
*Lavisse*, Histoire de France (sv. 5<sub>2</sub>, 6<sub>1</sub>), Paris, 1904.

## Část prvá.

### Objasnění pojmu „monarchomachové“.

Překládáme-li doslovně svrchu uvedený výraz, značí nám „monarchomach“ toho, kdo bojuje proti monarchovi. V této šíři pojato, jest ovšem označení ono příliš neurčitým. V tomto širokém smyslu byl by monarchomachem zajisté právě tak Rousseau, Althusius, jako Milton, theoretický anarchismus i republikanismus 19. století, jako mnozí ze spisovatelů francouzských 16., anglických 17. století — vůbec všichni, kteří kdy jakkoli čelili režimu monarchickému. — Tento široký, rozbohem názvu získaný pojem nekryje se s historickým užíváním termínu „monarchomach“. Kdo poprvé užil výrazu toho a v jakém smyslu? Byl to G. Barclaius<sup>1)</sup> — ve svém polemickém traktátu proti řadě spisovatelů století 16. užívá svrchu zmíněného názvu. Týž však počítá k monarchomachům příležitostně i Luthera (!). Pochopitelně, všimneme-li si názorů anglického politického autora. Dunning<sup>2)</sup> praví o něm: „His positive doctrine was that of secular monarchy by divine right“. Byl tedy zastáncem směru, který došel stěsnění v politickém režimu Ludvíka XIV., a který ovšem byl v příkré protivě k politickým tendencím autorů století 16., jím potíraných.<sup>3)</sup> 4) Byli tedy — dle jeho pojmání — monarchomachy ti spisovatelé 16. století, kteří stavěli se v cestu absolutní monarchii t. zv. „božského“ práva,<sup>5)</sup> tak jak toto později — hlavně v 17. století — došlo praegnantního výrazu. —

Z toho ale dále vyplývá, že není nutno, ani správně pojímati „monarchomachy“ co odpůrce monarchické vlády vůbec, nýbrž jen právě té, již hájí Barclaius.

Termín Barclaiem uvedený zdomácněl <sup>6)</sup> v literatuře 17. i 18. století, a užívá ho i literatura moderní. —

Mluvíme o: politických teoriích refor. monarchomachů. Jellinek <sup>7)</sup> jasně vykládá: „Politika jest naukou o dosažení určitých státních účelů a tudíž pozorování státních jevů s určitých teleologických hledisk . . . Obsahuje li státověda hlavně úsudky poznání, jsou obsahem politiky úsudky hodnotné . . . Teprve v nejnovější vědě rozlišena takto ona všeobsáhlá starověká kategorie politiky v sociální státovědu, v nauku o státním právu a politiku. Ale dále vhodně praví: „Při vnitřní souvislosti všeho státního života a jeho poznání sotva se kdy úplně zdaří ostře ohraničiti politiku proti theoretické státovědě“. — Jsou-li však obsahem politiky úsudky hodnotné, pak jest v první řadě politika „naukou nikoli o tom, co jest, nýbrž co býti má.“ — Kladou-li na př. refor. monarchomachové původ moci vladařské ve smlouvu s národem uzavřenou, činí tak za určitým účelem — aby vysvětlili a zdůraznili suverenitu národa. Věc ostatně i historicky pochopitelná. Refor. monarchomachové vystupují v století 16.: tedy v době rozvíjející se renaissance a reformace a na přechodu ze středověku. Lze tedy již a priori souditi, že v učení jich jeví se v mnohém ráz středověku. Znal středověk samostatné, abstraktní zkoumání theoretické státovědy? Nikoli. Jeho literatura byla rázu eminentně politického. Veliké, historické jevy, zápas císařství resp. království s papežstvím, vladařů se šlechtou, nároky té či oné strany byly — tendenčně — v literatuře odůvodňovány. Ostatně nestrannému zkoumání podstaty státu vadil jednostranně nábožensky zabarvený ráz doby. Proto, kde vyskytují se úvahy rázu theoreticky státovědného, převzaty jsou z klassického starověku. <sup>8)</sup> —

Ovšem, jak z uvedených nahoře úvah Jellinkových vysvítá, pomezí čára mezi úvahami čistě politickými a theoretickostátovědnými není vždy přesně znatelná. Odtud i v moderní literatuře — hlavně anglické a francouzské <sup>9)</sup> — užívá se denominace „politický“ tam, kde obsaženy jsou i úvahy theoreticko-státovědné. (Snad i pod vlivem názvosloví antického.) —

Pojednáváme v dalším o reformovaných autorech monarchomachických. Tím ovšem nepřímou naznačujeme, že politické základy jich byly v mnohém blízký — ne totožný — učení jistých

autorů katolických. Všimneme-li si nadpisu polemického traktátu Barclaiova, vidíme, že jest namířen i proti Boucherovi, přednímu theoretiku katolické ligy. Ostatně základní principy obojí řady autorů plynou ze společného zdroje — ze středověké theologicko-politické literatury. (O tom v třetí části.) —

Z věty nahoře citované, že politická theorie v užším smyslu pozoruje stát s hlediska určitých účelů, jest zřejmo, že jí slouží za podklad určité, historické dějství, jež ona právě k svým účelům vykládá. Politické aspirace refor. monarchomachů nebyly by nám jasny bez známosti tehdejších událostí; z nich vznikly a o ně se opírají. — Jděme dále. Jsou-li politické doktriny úzce závisly na určitém historickém dějství, jest samozřejmo, že, mění-li se toto, mění se i ony. To shledáváme jasně jmenovitě v politické literatuře reformovaných francouzských v 16. století. Praví-li tudíž Lureau, <sup>10)</sup> že politika protestantů byla velmi střídavou, a dále: „J'ai démontré ainsi que la réforme n'a jamais en une politique de principes“, má sice pravdu, ale věta jím pronesená není pravdivou jen o protestantské, nýbrž o každé politice vůbec. — Bez zření k historickým událostem těžko bylo by na př. logicky vyvoditi pozdější učení refor. theoretiků o suverenitě národa, o tyranovraždě etc. z prvotní jimi hlásané evangelické, passivní obediencie. Události noci Sv. Bartolomějské a doby již předchozí vysvětlují nové směry v politické jich doktríně. —

Jde-li o dějiny nějaké politické theorie, jest nutno seznámiti se s živly, z nichž vznikala, rostla, a konečně došla svého uceleného výrazu — jako ostatně každé učení — v dílech nebo v díle, jež jí celou v sobě odráží. Aplikujeme-li řečené na svůj úkol, shledáme (viz níže), že první zárodky politických teorií, níže probíraných — ve shodě s historickými událostmi — jeví se již v prvých dobách zápasů náboženských 16. století ve Francii, ba i u Kalvína samého, a ucelená posléze theorie obráží se v proslulém díle „Vindiciae contra tyrannos etc.“ (vyd. 1579). Tím dány jsou meze práci naší.

Rozumí se, že každá nová a mocná theorie politická působí přes hranice své doby a země — na události i na literaturu. Tak mělo se i s politickými teoriemi refor. monarchomachů. Zvláště vliv „Vindicií“ jest patrným. Objevují se tudíž i v pozdějších dobách díla, jež hlásají — správněji řečeno — opakuji theorie

dole vykládané, nic nového však nepřidávající. Tak na př. Danaeus<sup>11)</sup> na sklonku století 16. a zvláště výmluvně Jurieu<sup>12)</sup> v století 17. Dle svrchu řečeného leží ovšem tito autoři již mimo rozsah práce naší. —

1) *Barclaius*, De regno et regali potestate adversus Buchananum, Brutum, Boucherium et reliquos Monarchomachos libri VI, Paris 1600.

2) *Dunning*, o. c. (from Luther to Montesquieu), str. 130 a d.

3) *Gierke*, J. Althusius etc., str. 3—4.

4) Srv. též *Treumann*, o. c., str. 7—15.

5) *Lacour-Gayet*, o. c., str. 464.

6) *Acker*, Comment. do monarchomachis etc. 1716 — *Thomasius*, De historia sectae Machiavelistorum et Monarchomachorum, 1702 a j. — *Bevolzheimer*, o. c. II., str. 141 jednáje o těchto autorech, nazývá je vhodně „tyranomachy“.

7) *Jellinek*, Všeob. státověda, str. 13 a d.

8) Srv. *Lasson*, o. c. str. 43: Das Mittelalter hat eine selbstständige Rechtsphilosophie nicht gehabt. Am meisten beschäftigte man sich mit dem gegenseitigen Verhältnisse des Staates u. der Kirche, man erörterte das rechtliche Verhältniß des Herrschers zu den Untertanen, des Kaisers zu den Fürsten, alles das überwiegend auf Grund theologisch-dogmatischer Voraussetzungen und unter dem Einfluss der überlieferten Anschauungen des klassischen Altertums ohne aber auf die letzten Prinzipien zurückzukehren.

9) Srv. na př. název knihy *Janetovy*: Histoire de la science politique, *Dunningovy*: History of political theories atd.

10) *Lureau*, o. c., str. 184.

11) *Danaeus*, Politices christianae libri VII, Paris 1596.

12) *Jurieu*, Lettres pastorales, 1689 (srv. zvláště: XVIe lettre). Srv. o Jurieu-ovi: *Manceaux*, o. c. str. 74 a d. a *Lureau*: Les doctrines politiques de Jurieu, Bordeaux, 1904. — *Lacour-Gayet*, o. c., str. 314 praví: Il serait aisé de montrer comment les théories des Lettres pastorales se rattachent directement aux Vindiciae contra tyrannos.

## Část druhá.

### Vývoj protestantské literatury monarchomachické ve Francii.

Než obrátíme se k Francii, nutno všimnouti si bezprostředních zakladatelů reformace a jich politických názorů. Sem patří: Luther, Zwingli, Melancton a Calvin. O století 16. praví Janet: 1) „Původnost tohoto století nesluší hledati ve filosofii mravní, nýbrž především v bohosloví a politice a mezi těmito dvěma oblíbenými předměty prvý určuje směr druhého.“ A mluvě o Lutherovi praví: „Luther jest především bohoslovcem.“ Jemu zajisté prvním účelem bylo obrození vnitřní, a to mělo vliv na jeho názory politické. 2) „Duchovní svoboda křesťanství nezahrnovala v sobě nutně jako důsledek světskou svobodu otroka neb poddaného.“ Chyby vrchnosti neomlouvají odboje. Vrchnost Bohem zřízena. V těchto názorech jeví se tedy ještě v čistotě starokřesťanská pasivní obedience. Ba — jak praví Janet — jest Luther takovým přívržencem zavedeného řádu, že nechce ani žádné reformy náboženské, není-li vzbuzena, vytčena a zavedena knížetem. Proto jest přirozeně na politickém poli i odpůrcem každého povstání a vůbec resistance. Potřebujeť moci světské k provádění svých cílů i neodvažuje se jí dotýkati. Na druhé straně však jest mu pozemský stát — jako sv. Augustinu — mocí menší, založenou — byť Bohem — pro slabost lidskou. Teprve později zeslabil poněkud své učení o pasivní obedienci, připouštíje i obranu proti tyrannii.

Podobně v celku nazírání na výsost moci vladařské jeví se i u Zwingliho, 3) byť jinak — jmenovitě svým pojmem státu co



„křesťansko-politické lidové obce“ — zaujímal postavení zvláštní. O Melanchtonovi<sup>4)</sup> praví Dunning: „As to the subjects of divinely established monarchs Melanchton's teaching, like Luther's is that of passive obedience in the fullest sense. Not even impious rulers are to be resisted.“ Nicméně i Melanchton, jako nahoře o Lutherovi pověděno, povoluje poněkud ze svých zásad, kde jde o tyranii. Pod dojmem klassického starověku uznává i právo tyranovraždy proti tomu, kdo co osoba soukromá snaží se strhnouti na sebe moc veřejnou násilím, aneb i proti úřadu, který krutě potlačuje poddané; avšak není-li v tomto druhém případě bezpráví příliš zjevným, jest povinností občanů se podrobiti. —

Konečně přicházíme ku Calvinovi.<sup>5)</sup> Ten jest zde praeedentem nejdůležitějším; byl někdy nazýván dokonce i monarchomachem. Jeho vliv ve Francii byl mocný. Stál ve styku s protestanty francouzskými, a později církev kalvinistická stala se vzorem při organisaci protest. církví francouzských. Jeho politické názory shrnuty jsou v kap. XX. knihy IV. jeho Instituce křesťanské.<sup>6)</sup> Hlavní myšlenky<sup>7)</sup> lze takto vytknouti: Moc civilní (gouvernement civil), ač ovšem nižší království nebeského, jest potřebnou pro slabost lidskou.

Úkol její obsáhlý a (zde zřejmě jeví se vliv „Civitas Dei“ sv. Augustina, kteréhož díla ostatně i jinde — v § 12 — se dovolává) silně náboženský: pomáhá šíření pravé víry a udržení bytu církve. Původ moci světské od Boha. (Dovolává se sv. Pavla.) Stát má tři integrující části: úřad, zákon a lid. Magistrát jest zástupcem Boha. Forma vládní lhostejna a různá dle okolností, však všechny Bohem zřízeny. Monarchie, ač nejméně oblíbena, přece „est recommandee singulierement par dessus toutes les autres.“ Poddaní nemají vlivu na formu vládní. Dle Cicerona, resp. Aristotela rozeznává tři formy vládní, resp. tři jich zrůdy. Sam zda se projevovali přízeň svou režimu aristokratickému, ač formou velmi zdrželivou.

Tedy povstání vyloučeno proti jakékoli formě vládní. Moc úřadu: v prospěchu veřejném. Proto dávky vladařem vybírané vynakládati jest k prospěchu celku a jen co výpomocných zdrojů jich užívati, jinak byla by tu: „tyrannie et pillage“. Osoby soukromé nemají však „repandre et condamner les despenses des princes, combien qu'elle outrepassse l'ordre et l'usage com-

mun“. Zákon dělí se na: „loy morale“ a zákon pozitivní — sdělaný ovšem v rámci zákona mravního. „Loy morale“ definována zřejmě dle Ciceronovy<sup>8)</sup> definice práva přirozeného. Ač uznává přednosti křesťanské trpělivosti a lásky, připouští přece, aby použito bylo zakročení úřadu, kde jde o zachování práva neb o dobro veřejné — moment to, jehož často protestanté později se dovolávali k vysvětlení svého branného odporu. — Tedy: povinností poddaných jest ctíti a poslouchati vrchnosti. Ovšem nikoli k vůli osobě vladaře co takové, nýbrž k vůli úřadu samému o sobě, proto důsledně poslouchati jest i vladařů špatných, ježto moc o sobě pochází od Boha. Zde jeví se názor středověké theologie o původu moci.

Bůh sám trestá špatné vládce. K němu v modlitbách jest se obracet o přispění, ale špatný vládce bývá i trestem za hříchy poddaných. Je-li třeba, Bůh sám vzbudí některé ze svých služebníků, již ztrestají tyрана. Zde zřejmy reminiscence biblické. Ovšem jsou to případy jen výjimečné a proto (§ 31): et nous cependant... devons sur toutes choses nous garder que nous ne contemnions ou outragions l'autorité des superieurs laquelle nous doit estre pleine de maiesté.. . mesme encores qu'elle soit occupee de personnes tres indignes... Car combien que la correction de domination desordonnee soit vengeance de Dieu: toutesfois il ne sensuit pas pourtant qu'elle nous soit permise et donnee en main, ausquels il n'est donné autre mandement que d'obeir et de souffrir.“

Ovšem citovaná tu záповěď resistance týká se toliko osob soukromých (personnes privees), nikoli však úřadů, jsou-li takové zřízeny k ochraně lidu. Cituje tu eforát ve Spartě a generální stavy.

Konečně důležitou výjimku z poslušnosti k vrchnosti stanoví § 32: tam, kde jde o zachování poslušnosti k Bohu. Zde dobře praví Treumann,<sup>9)</sup> že touto výjimkou vlastně: „entzieht Calvin... seiner ganzen Lehre vom passiven Gehorsam den Boden“.

Shrneme-li svrchu uvedené názory reformátorů o moci politické, vidíme, že kladou moc vladařskou v dopuštění Boží, stanoví značný rozsah moci této a zásadně hlásají absolutní poslušnost poddaných. Ovšem s druhé strany — ač způsobem zdrženlivým — vystupují i proti tyranii, hlavně tam, kde jde o hájení zájmů

náboženských. Tu a tam vynořuje se u nich představa právního státu. Osoba soukromá (personne privée) jest jim politicky bezmocnou vůči moci vladařské; pokud chtějí chrániti poddané proti zvůli vladaře, činí tak jen prostřednictvím úřadů, resp. orgánů veřejných (gener. stavy u Calvina). Oporu těchto svých názorů hledají — kromě dějin biblických — v literatuře starokřesťanské a klassického starověku.

Vidno tedy z řečeného, že již u těchto autorů jsou jisté prvky názorů politických, jež později opanovaly a byly akceptovány teorií monarchomachů. Nicméně stěžejné dva body (jak později uvidíme) politické teorie reformovaných monarchomachů francouzských: pojem smlouvy poddanské a s ní souvisící pojem suverenity národa zde úplně scházejí.<sup>10)</sup> Byl tedy Calvin zmíněným autorům vzorem spíše na poli náboženském, než politickém. Ostatně jest i charakteristickým, že Instituce připsána Calvinem Františku I., tomuto monarchovi par excellence a pronásledovateli protestantů.

Dříve než všimneme si další literatury, té, jež vyšla ve Francii a souvisí s hnutím reformačním, jest se v přehledu zmíniti o počátku vývoje protestantismu samého v této zemi.<sup>11)</sup>

Reformace, jejíž pokroky byly velmi značné již za vlády Františka I., značně se rozšířila a upevnila ve Francii v létech 1547—1555, avšak, právě jako za Františka I., i v této době scházela jí ještě náležitá organisace. Propaganda děla se tu hlavně kněžními a knihami. Proto za Jindřicha II. (právě jako již dříve za Františka I.) ostře používáno censury. Reformace šířila se hlavně v Picardii, ale též v Orléansku, v Touraine a Auvergne. La Rochelle stává se pevnou baštou nového hnutí, i proto persekuce začínají zde již od r. 1544. Záhy i Normandie a západ šíří ochotně nové učení. K šíření reformace pomáhala i slabost církve katolické, a jmenovitě v nižším kleru šířila se opposice rázu demokratického. Mnoho kněží i mnichů dokonce přidává se k hnutí reformačnímu.

Legislativa<sup>12)</sup> i správa proti-protestantská se šíří. Jindřich II. hned od počátku své vlády zaujal stanovisko nepřátelské protestantismu. Cítilť dobře, že v novém hnutí jest nejen reakce náboženská, nýbrž i zárodky reakce politické, jež může značně ochro-

miti expansivnost politické moci královské. Pronásledování se množí.<sup>13)</sup> Nicméně — a to význačno — v této době persekucí (za Františka I. a Jindřicha II.) nejeví se žádná publikace, v níž bylo lze tušiti pozdější vývoj protestantské politické teorie. Zásady Calvinovy o právech vladaře a povinnosti poddaných jest přísně šetřeno. Z toho ale zároveň jest viděti, jak mylné bylo by tvrditi v š e o b e c n ě, že protestantism hájí princip demokratický naproti katolicismu, co obhájci monarchie juris divini. Ba — v mnohých případech — byl to právě protestantism, který chýlil se k teorii posléze zmíněné.<sup>14)</sup> Jest zde uvědomiti si s Fouillée-m: „Toute proposition absolue est fausse.“<sup>15)</sup>

Přes persekuce: „ils acceptèrent la tyrannie et se laissèrent docilement supplicier et brûler.“<sup>16)</sup> Důkazem jich čistě monarchického a pokojného smýšlení v této době jest stanovisko, jaké zaujali k ojedinelému tehdy — svým rázem — dílu La Boétiové: *Contr'un ou Discours sur la servitude volontaire*.<sup>17)</sup> Dílo toto — jinak literárně nevalné ceny — odvážilo se protestovati proti despotismu královskému a opíratí moc krále o moc národa, ač i ono mělo spíše podati protest lidu přetíženého daněmi a dávkami než protest pronásledovaných hugenotů. V roce 1548 práce La Boétiova byla protestanty desavouována. Jinak ovšem v dobách pozdějších. Jest tudíž jasno, že v této době názory protestantské o politické moci královské nelišily se valně od oněch, jež tehdy hlásali ve svých dílech: de Ferrault (1520), Grassaille (1538), de la Perrière (1555) a jiní, a jež vrcholily ve velebení monarchie co nejlepší formy státní, a jež činily z osoby vladařovy zástupce Božího na zemi. Názor protestantů této doby jeví se jasně v jich: *Confession de Foy*,<sup>18)</sup> podané v Paříži r. 1559. (Tedy právě na konci kruté jim vlády Jindřicha II.) V ní duch Calvinovský jeví se ještě v původní čistotě. (Srov. i příbuznost slovního výrazu této konfesse s uvedenými citáty z Calvina.)

Jestě však jednoho zajímavého zjevu z této doby jest si všimnouti: člena parlamentu Anne du Bourg,<sup>19)</sup> smělého mluvčího za pevnost u víře, jehož process přerušen byl smrtí Jindřicha II., obnoven při nastoupení Františka II. a skončil popravou smělého průkopníka. Nicméně i on nikterak nezamýšlel popírati v zásadě absolutnost práv královských v oboru politickém. Smrt jeho značně přispěla k rozvíření myslí protestantů, a r. 1560 konspirace

v Amboise jeví se prvním účinkem zachmuřeného smýšlení protestantského. Hlavní role v ní přísluší Renaudie-ovi a princí Condé-mu. Nejhlavnějším však popudem k ozbrojené akci protestantské byla činnost bratří Guisů,<sup>20)</sup> jmenovitě kardinála Lotrinského, kteří — již z dřívějška neblaze protestantům známi — po nastoupení slabého a nedospělého Františka II. — proti právu zmocnili se regence. Tato bezprávná usurpace vyvolala odpor v řadách šlechtických, jmenovitě v rodině Bourbonů, již náleželo první místo po králi. Oba členové její, král Navarrský a Condé — inklinující ostatně k hnutí reformačnímu — postavili se v čelo pronásledovaných. Krvavým potlačením konspirace v Amboise Guisy smutná pověst těchto a odpor k nim mezi protestanty přirozeně jen vzrůstal. Politická literatura tehdejší doby pádně toho obsahuje doklady. Základní nazírání na moc královskou u protestantů zůstává nezměněno — ne proti králi, nýbrž proti Guisům, uchvatitelům a nepřátelům krále, jest bojovati, moc královskou jest chrániti, byť i proti králi samému.

Stojí tedy i politická literatura let šedesátých v zásadě na stanovisku prvních reformátorů. Guisové — nikoli král — podávají jim vzor tyрана. Ostatně i vzbouření v Amboise, jež zdálo se porušovati jich zásady passivní obediencie, neprovedeno bez rozpaků: váhali dlouho vzdáti se svých dřívějších zásad. Theologové, jichž dovoláváno se o radu, byli mínění různého. Církev kalvinistická v Štrasburku doporučovala použití násilí, ale Calvin sám tomu odporoval. Nanejvýše připouštěl legitimnost revolty jen, prohlásí-li se všichni urození princové a parlamenty — v nepřítomnosti generálních stavů — jednohlasně proti vládě Guisů. Schůze protestantů v Nantes (únor, 1560) vyzněla v prudký protest proti vládě Guisů, ale zároveň i v osvědčení věrnosti králi. Taková byla nálada před udalostmi v Amboise. Ale i po krvavé porážce protestantů hájí se tito proti narázení, jakoby chtěli mocí šířiti evangelium, ale nutno prý ovšem chápati se zbraní proti Guisům z důvodů politických. Zde jeví se již ono — jak praví Lavissee — „subtilní rozlišování“, jímž protestanté tak rádi ospravedlňovali své branné zakročení: Čeho nemohli podniknouti co křesťané, to bylo jim možno co protivníkům politickým. Tedy dosti mělký kompromis mezi jich počínáním a zásadami evangelickými. —

Hlavní myšlenky tehdejší politické literatury protestantské lze takto vytknouti: Věrnost a poslušnost králi, zachování království — tedy přijímání právního statu quo — a prudké odmítání opácných insinuaací, prudké útoky proti Guisům co zrádcům koruny; v těchto jest jim stělesněn pojem tyрана, jenž šlape základní zákony království. Nelze tedy ještě polit. literaturu této doby označiti co „monarchomachickou“ ve smyslu námi nahoře uvedeném. Nicméně uvádíme ji v hojných příkladech,<sup>21)</sup> jednak abychom vyznačili rozdíl v polit. nazírání doby této od dob pozdějších, jednak však jest uvážiti, že — byť nenapadána a nečiněna zodpovědnou v těchto publikacích přímo osoba krále — tož přece jsou předmětem prudkých útoků osoby z bezprostředního jeho okolí. Jest zde tedy již silný živel opoziční, byť ne přímo proti králi, tož přece již proti vládě — a tím nepřímo i proti němu. Dále vyskytuje se v některých publikacích již Kalvínem připuštěná desobediencie tam, kde jde o hájení přesvědčení náboženského.

Nahoře uvedeno, že krátká vláda Františka II. — pod impulsem Guisů — nebyla nikterak příznivou snahám protestantským. Při nastoupení Karla IX. ztratili tito prozatím svoji všemohoucnost. Regence octla se za nedospělosti královny v rukou matky jeho Kateřiny Medicejské, jež smířila se s předáky strany protestantské. Akty správy veřejné zdály se býti nakloněny protestantismu. Tak v lednu 1561 potvrzen edikt Romorantinský (z máje, r. 1560). Kateřina zkusila — pod vlivem L'Hospitalovým — politiku toleranční, ale následek toho záhy se objevil v nepokojích katolíků. Vévoda z Guisů utvořil triumvirát k ochraně zájmů katolických (v dubnu, 1561). Protestanté, neuspokojeni poskytnutou jim svobodou svědomí, žádali práva veřejného výkonu svého vyznání. To jim však odepráno ediktem červencovým (1561). Nicméně protestantism stále mohutněl. Za účelem vzájemného dohodnutí se o otázkách náboženských svolán t. zv. „colloque“ v Poissy (1561). Se strany protestantské zvolen řečníkem a obhájcem T. Beza, repliku k jeho řeči podal kardinál Lotrinský. Beza byl by chtěl podati dupliku, ale nebylo mu dovoleno. Bylo jasno, že smír jest nemožným. Schůze rozpuštěna. Nicméně regentka, ač Španělsko zřejmě podporovalo věc kato-

lickou, neodhodlala se vystoupiti nepřátelsky proti protestantům. Mimo to i vzrůstající opět moc Guisů stávala se jí nepohodlnou. Výsledkem této protestantům příznivé politiky regentčiny byl proslulý edikt lednový (17. led. 1562), jehož tak často v pozdější literatuře bylo se dovoláváno. Jeho ustanovení přirozeně hluboce dotkla se náčelníka strany katolické. Sotva měsíc po jeho publikaci krveprolití ve Vassy zmařilo naději na smírné spoluzití obou stran. Správně praví Méaly: „Ce fut en effet le commencement des guerres civiles.“ Obě protivné armády se zorganizovaly pod vedením Guisů, resp. Coligny-ho a Condé-ho. Guisové zmocnili se osoby královny, aby měli pro sebe zdání spravedlivé věci. Kateřina, upadši v zajetí katolíků a nemohouc nadíti se pomoci u protestantů, přidala se k straně katolické. Boje otevřeně vypukly. Po různých násilích oběma stranami páchaných svedena bitva u Dreux (v pros. 1562), příznivá spíše katolíkům. Vévoda z Guisů zabít u Orléansu (v únoru 1563). Vyjednávání o mír zahájeno. Výsledkem jeho byl pacifikační edikt v Amboise (březen 1563), který ovšem neznamenal plného úspěchu pro protestanty, poskytuje větších práv jen šlechtě. Odtud Kateřina snažila se pěstovati politiku umírněnou (po 4 léta až do r. 1566). Ale Lavissee tu praví: „Mais l'ardeur des convictions répugnait à tout système de tolérance.“ Většina parlamentů protestovala proti ediktu pacifikačnímu, kdežto protestanté pokládali koncesse jeho za pouhé minimum. Proto pochopitelno, že r. 1566 boje propukly s novou prudkostí. Po srážkách, v nichž úspěchy byly střídavy, došlo konečně k míru v Longjumeau (březen 1568), který znovu v platnost uvedl edikt amboise-ský a to úplně. Avšak ani nyní nenadešel trvalý mír. Nová hnutí a nové srážky. V březnu 1569: bitva u Jarnac, v níž Condé padl a katolíci vítězili s vévodou z Anjou v čele. V čele protestantů nyní Coligny. Na to vítězství protestantů u Roche-Abeille (červen 1569) a nová jich porážka u Monscontour (říjen 1569), ale dalším neobratným počínáním vévody z Anjou úspěchy tohoto vítězství zkaleny, i počato opět s vyjednáváním. Ježto však Kateřina chtěla přiznati protestantům toliko svobodu svědomí bez současného práva na veřejný kult, bylo ve válce pokračováno. Coligny řádil na jihu. Na západě La Rochelle stála v čele odboje. Konečně v červenci r. 1570 uzavřeno příměří s protestanty a čtrnáct dní na to mír. Jeho výsledkem:

Pacifikační edikt v Saint-Germain (srpen 1570), jenž povoloval protestantům svobodu svědomí vesměs a veřejný výkon jich kultu měrou dosti širokou, ač neabsolutně. „Vít se obrátil, alliance španělská a věc katolická byly kompromittovány.“ Vévoda z Anjou sám slíbil zachovávat ustanovení míru Saint-Germainského. Od této doby až k událostem noci Sv.-Bartolomějské panuje jakýs takýs klid mezi oběma stranami. Přispívá k tomu i zachmuřená situace zahraniční.<sup>22)</sup>

Všimneme-li si politické literatury protestantské této druhé doby, jež sahá od prvních let šedesátých až k událostem noci Sv. Bartolomějské, možno její myšlenky takto resumovati: Moc královská se sice odvozuje ještě z dopuštění Božského — jako principu prvotního (nepřímého) — ale za přímý (bezprostřední) zdroj moci vladařské počíná se prohlašovati již v některých publikacích — národ. Tedy pojem lidové suverenity razí si cestu, a král prohlašován pouhým representantem státu. Náboženské úkoly státu se stále akcentují. Poměr vladařský staví se na basi právní — na smlouvu mezi lidem a vladařem uzavřenou, a z této odvozují se již oboustranná práva a závazky. Tvoří se tu pojem dobrého vladaře a contrario tyрана. I tyranovražda se připouští. Římsko-právní pojem „princeps legibus solutus“ ztrácí stále na půdě. Uznává se obmezení moci vladařské nejen právem přirozeným, nýbrž i zákonem pozitivním, jmenovitě „základními“ zákony říše. Lišení tyрана ab exercitio a absque titulo prokmitá již některými publikacemi. Touha ústavně obmeziti vladaře jeví se hlavně v nazírání na právní význam generálních stavů. Živel aristokratický v ústavě říše se akcentuje. Ujišťuje se sice vladař i v publikacích této druhé doby poslušností a loyálností, ale i výčitek, ba i hrozeb dostává se mu hojně. Ač většinou pojem tyрана a hrozby směřují k Guisům, činí se přece již — tu a tam — i král sám zodpovědným za vytrpěná příkoří. „Monarchomachismus“ se rychle vyvíjí. Vidno tedy, že v celku — pod vlivem událostí — politická theorie protestantská prošla značnou evolucí od doby Kalviny, připravujíc tak všechny prvky teoriím, jež vzešly po roce 1572.<sup>23)</sup>

Všimneme-li si vnější formy literatury, námi dole citované a probírané, vidíme, že nejsou to — velkou většinou — ještě samostatné traktáty politické, nýbrž spisy příležitostné, hano-

pisy etc., jednající ex professo o jiné otázce, a v nichž jen příležitostně a mnohdy jen nepřímou lze zachytit idey politické. Jinak ovšem později. Zajímavým zjevem dále jest již v této době touha, své postuláty politické odůvodňovati poukazem na dějiny. Dějiny politické a ústavní, nejen francouzské, ale i národů jiných — starých i současných — se studují a hojně citují.

24. srpen r. 1572 značí — jak praví Weill<sup>24)</sup> — podstatné datum ve vývoji protestantských teorií politických. Úkladný čin Kateřiny Medicejské, provedený s dopuštěním Karla IX., nutně musil způsobiti mocné hnutí protestantské,<sup>25)</sup> jehož prudkost pak ovšem obrážela i současná literatura politická. Přirozeno, že činem tak smělym mnozí protestanti byli zastrašeni, ba mnozí odpadli i od víry dosud hájené. Nicméně massy lidu — kněžímí podněcované a k vytrvalosti nabádané — houževnatě držely se své víry. Kněží protestantští nahražovali tu slovem svým ztrátu padlých náčelníků vojenských. La Rochelle a Sancerre jsou hlavními baštami resistance. Mezitím Jindřich z Valois přijat za krále polského — ovšem pod podmínkou šetření důležitých svobod polských — což přirozeně přineslo jisté úlevy i protestantismu francouzskému. Neboť král polský nemohl zajisté vystupovati nepřátelsky proti městům protestantským ve Francii (La Rochelle). Svoboda svědomí povolena všem protestantům, avšak svoboda kultu jen měrou obmezenou. Další posilu přinesla protestantům i jich alliance s t. zv. politiky, stranou to, jejíž přáním byla náprava rozháraného bytu Francie, obrození její hospodářské — moment náboženský tu ustupoval do pozadí. Na jihu provincialní partikularismus a duch neodvislosti šlechty byly důkladnou podporou reformaci. Reglement v Millau jest toho dokladem. Nové boje vypukly na jihu. Protestantská organisace vojenská tam značně sesílena. Protestanti — u vědomí své síly — vyjednávají s králem o svobodu kultu v celém království. Král neodvází se je odmítnouti a nařídí Damville-ovi další vyjednávání s nimi (říjen 1573). Ale po různých obracech Damville sám přidá se k protestantům. Záhy na to zemřel Karel IX. (30. května 1574), a král polský obdržel i korunu francouzskou. Kateřina ujímá se prozatím řízení státní správy. Snaží se získati si západní protestanty, aby tím spíše čeliti mohla jihu a Damville-ovi.

Protestantské shromáždění v Millau (srpen 1574) prohlásí

tohoto guvernérem a vrchním vůdcem pod autoritou Jindřicha III. a přes opposici menšiny odhlasuje se unie s katolíky „associés ou politiques“. Shromáždění v Millau ukončilo své porady prohlášením, jež stavělo nápravu zlořádů nad poslušnost. Naléhalo na svolání gener. stavů, dávajíc tak na jevo své mírumilovné tendence, žádalo potrestání vrahů a volný výkon náboženství. Přes ujišťování věrností krále a oddaností žádalo cizí knížata za pomoc v jich spravedlivé při (srpen, 1574). Kateřina chtěla potřítí Damville-a i strany za ním stojící, a král sám měl proti němu vyraziti. Damville mezitím vystupoval otevřeně proti králi a svolal stavy Languedocké bez jeho svolení. Zároveň vyslanci církvi a katolíkům sdružených sešli se v Nîmes, aby uzavřeli spojenecký pakt proti autoritě královské, a aby zorganizovali vládu nad jižními a středními provinciemi. Lavissee tu vhodně praví:<sup>25)</sup> „C'était une république, qui se formait dans l'Etat . . . avec ses assemblées, ses armées, ses chambres de justice, ses finances, ses douanes, ses impôts, sa police, ses écoles et ses établissements hospitaliers.“ (Règlement z ledna 1575.) Proti podobnému hnutí byl ovšem král bezmocným, jen na západě věc jeho lépe stála. Proto pokusil se o vyjednávání. Po nezdaru výpravy na jih nezbyvalo mu než uznati alianci politiků a hugenotů. V audienci, jež jim králem povolena (duben 1575), předložili petici složenou z 91 článků, v níž žádána: úplná svoboda kultu v celém království, svolání generál. stavů, rehabilitace obětí noci Sv.-Bartolomějské a potrestání vrahů. Král odpíral povolití zmíněnou svobodu kultu, Damville však neústupně stál na svém. Ujednáním v Champigny (listopad 1575) protestantům z části bylo vyhověno. Nicméně armáda konfederovaných hugenotů a politiků byla pohotova. Bylo jasno, že král musí povolití. Mír podepsán, a jeho vy-moženosti shrnuty v pacifikační edikt v Beaulieu (květen 1576), který v celku splnil desiderata protestantů. Damville zůstal na svém místě — mocnější než kdy jindy. Nutným důsledkem zmíněného ediktu byla ovšem nespokojenost katolíkům, již k ochraně svých zájmů založili ligu v Peronne. Vydán manifest, jehož požadavky kryly se s tužbami Hotmanovy Franko-Gallie. Jindřich III., touže zkrotiti protestanty, postavil se v čelo tohoto hnutí. Konečně došlo i k svolání gener. stavů do Blois (listopad r. 1576), na nichž však vystupoval jediný pouze vyslanec prote-

stantský. Král ve své radě vyslovil se proti ediktu pacifikačnímu, v sezení stavů samém pak většina (šlechta a klerus) rovněž žádala jeho abolicí. Tedy: opravdové opětné vyhlášení války protestantům, již mezitím byli opět v poli. Třetí stav v tomto shromáždění rozhodl se nepodporovati prvých dvou stavů, věda dobře, že provádění jednoty náboženské v celé zemi přineslo by mu jen značná zvýšení břemen finančních. Po dalších půtkách mezi protestanty a katolíky (unie prvých s politiky byla se mezitím uvolnila) — uprostřed únavy a vysílení — došlo konečně k míru v Bergeracu (září 1577), na jehož základě vydán edikt v Poitiers, který značně zredukoval dřívější vymoženosti protestantské.

Nicméně klid žádoucí nevzešel. Na venkově nové agitace, zvláště zvýšenými daněmi a neblahým stavem hospodářským vyvolané. Na jihu nové třenice mezi oběma stranami. Kateřina rozhodla se odebrati se na jih, aby tam zřídila pořádek. V únoru r. 1579 uzavřen mír v Nérac, jehož ustanovení nepřinesla však v celku žádných zvláštních vymožeností protestantům, i proto pochopitelně, že z jara r. 1580 nové agitace ozvaly se na jihu.

Došli jsme k létům osmdesátým 16. století, k době, v níž vydán nejslavnější politický spis protestantů: *Vindiciae contra tyrannos*. Zde končíme z důvodů v úvodu vyložených. —

Přehlédneme-li zběžně námi vylíčenou epochu, jež počíná událostmi noci Sv.-Bartolomějské, vidíme, že jest to doba rozpoutaných válek občanských, doba, v níž král a velická část pevně organisovaného národa stojí nepřátelsky proti sobě, vyjednávají a umlouvají mezi sebou jako dva rovnomocní činitelé, doba, v níž silná, centralisační moc královská značně jest oslabena choutkami federalistickými, doba, v níž národ svými institucemi, hlavně generálními stavy hledí čeliti absolutismu královskému. Politická i hospodářská potence státu jest tedy nanejvýše seslabena, vliv ciziny značný, a pomoc cizí mnohdy válčícími stranami samými vyhledávána. —

O tuto dobu, zde běžně charakterisovanou, opírají se politická učení protestantů po noci Sv.-Bartolomějské. Pokud se tkne literatury samé, liší se ona v tomto období — nehledě ani k vnitřnímu obsahu — již svojí formou od prací dříve citovaných tím, že vedle spisů příležitostných, hanopisů a pod. obsahuje ona i řadu

souvislých děl theoretických, jež hledí soustavně řešiti politické problémy. Všimáme si ovšem v následujícím jen oněch, jež poskytují nějakého zájmu pro předmět námi studovaný, nikoli četných publikací této doby, jež líčí toliko události.

Politická literatura protestantská v zmíněném třetím období: Jedním z nejpřednějších děl — časově i silou výrazu — jest: *De furoribus gallicis, horrenda et indigna amirallii Castillionei, nobilium atque illustrium virorum caede etc. vera et simplex narratio*. Ernesto Varamundo Frisio auctore. Edimburgi 1573. Bibl. nat. Lb. 33, č. 311 (a č. 313). V poznámce vydání národní knihovny uvádí se autor: F. Hotman (pod pseudonymem: E. Varamundus).<sup>26)</sup> Spis líčí hrůzy noci Sv.-Bartolomějské, útočí prudce na politiku Guisů, kacěruje jednání královo a poměr krále a poddaných srovnává se smluvním poměrem lenním, a vyvozuje důsledky tohoto právního poměru pro obě strany.<sup>27)</sup> Spis následující vyšel pod titulem: *Dialogue auquel sont traitées plusieurs choses advenues aux Luthériens et Huguenots de la France, ensemble certains points et avis nécessaires d'être sus et suivis*. Srovn. Bibl. nat., Lb 33, č. 342. Autor: Nicolas Barnaud. První vydání tohoto spisu v Bazileji (1573) pořizené, záhy znovu upraveno a rozhojněno druhým dialogem pod názvem: *Dialogi ab Eusebio Philadelpho cosmopolita, in Gallorum et caeterarum nationum gratiam compositi; quorum primus ab ipso auctore recognitus et auctus; alter vero in lucem nunc primum editus fuit*, Edimburg 1574. Zároveň vyšel francouzský překlad pod známým titulem: *Reveillematin des François et de leurs voisins. Par Eusebe Philadelphie Cosmopolite, en forme de Dialogues*. Lat. vyd. v Bibl. nat. sub Lb 33, č. 345. franc. v téže knihovně sub: Lb 33, č. 344 a č. 346. Autor díla jest neznámý. Imputuje se buď T. Bézovi, buď N. Barnaudovi, Hotmanovi neb i H. Doneauovi. Z obsahu jeho uvéstí jest toto:<sup>28)</sup> V předmluvě obrací se proti tyranii rodu Valois. Líčí dále pronásledování protestantů, intriky a zločiny Guisů. Vytýká Karlu IX., že holduje nauce Macchiavelliho. Obrací se k Bohu s prosbou za strestání tyranu, jehož obraz — jako mnozí autoři středověcí i monarchomachičtí — kreslí živými barvami. Schvaluje i cizí vpád do Francie k osvobození ujařmeného národa. Ku konci prvního dialogu nastiňuje dokonce novou organizaci civilní i válečnou v každém městě k obraně protestantismu.

V druhém dialogu — soustavnějším a více theoretickém — prozrazuje znalost anglické ústavy, jejíž parlament jest mu institucí veledůležitou. Jest pro obmezení úřadu i knížete zákony. Překročí-li tyto vladař, jest národ sprostěn povinnosti poslouchati. Však nejen neposlouchati, i právo odporu (i zbraněmi) dáno jest poddanému v důležitých případech. Dovolává se Cicerona, připouští i tyranovraždu. K odůvodnění práva odporu připomíná kontraktualní poměr mezi vládcem a národem a odvozuje z toho suverenitu národa. Dosadí-li lid vládce, neresignuje v prospěch tohoto na veškeru svoji moc, ať již forma vládní jakákoli. Král jest zde salutis publicae causa. Proto Karel IX. zbavil se nároku na poslušnost národa. Nejlepší formou zřizování králů jest mu: „par succession et par election tout ensemble“. Vydržení proti právům národa jest vyloučeno. Vraceje se k otázce resistance národa, upírá ovšem právo toto jednotlivcům. Propaguje ideu federalismu: Je-li část země, město, provincie tyranem tísněna, má obrátiti se k všem ostatním o radu a pomoc; není-li však jimi vyslyšena, má právo sama se brániti. K obmezení zvláště královské slouží v první řadě instituce generál. stavů. K dotvrzení svých teorií dovolává se četných příkladů v biblických dějinách, v Římě, Anglii, Německu i Francii.

V roce 1573 vyšlo jiné — a to směrodatné dílo: — *Fr. Hotmaniana Francogallia*. Základní myšlénkou tohoto, v podstatě historického díla jest ukázati, že jisté státnímu životu prospěšné instituce (předně generální stavy) vyskytují se u všech kulturních národů evropských, hlavně však, že zejména ve Francii instituce tato do pradávných sahá dob. Možno tedy politické cíle Hotmanovy takto shrnouti: vzkříšení a upevnění kompetence gener. stavů v ústavě říše francouzské. K podpoře tohoto svého ideálu užívá Hotman spousty historického materiálu, čímž stal se předchůdcem podobné literatury i v dobách značně pozdějších. Ovšem zmínili jsme se již nahoře, že již před Hotmanem užíváno v politické literatuře hojně dat historických. Ostatně tato záliba v historii jest ovocem renaissance. Od doby smrti Františka I. otvírá se nová perioda v dějinách vzdělanosti francouzské: klasicismus — láska k antickému písemnictví, s níž ruku v ruce kráčelo i probuzení národního citu francouzského. „Jamais on n'avait attaché tant de prix à être Français qu'à cette époque où on louait tant

les Grecs et les Romains.“<sup>29</sup>) Tento ruch trval až do posledních let 16. století. Proto pochopitelně, že i díla, inspirovaná současnými událostmi, oplývají citáty z autorů starověkých i z annalů starofrancouzských. Jest tedy v celku práce Hotmanova jen příkladem hnutí literárního tehdy panujícího.

Rozumí se ovšem, že nazírání jeho historické a správnost jeho odpovídá tehdejšímu vývoji vědy historické. Thierry praví o této knize: Il est aisé de se figurer par quel abus de méthode l'auteur, imposant à l'histoire ses idées préconçues arrive à montrer que, de tout temps en France, la souveraineté fut exercée par un grand conseil national . . .“<sup>30</sup>) Hlavní politické myšlénky díla: <sup>31</sup>) Mluvě o starých Gallech, praví, že důležité, že tehdy království nebylo dědičným, nýbrž volebním, a že moc královská byla obmezena zákony: „ut non minus ipsi in populi, quam populus in ipsorum ditione ac potestate esset.“ Králové byli tedy jen trvalými úředníky. Mluvě o Francích, praví, že zřídili si krále — ne tyrany — co ochránce své svobody. I ve francké době bylo království elektivní. Snaží se pak dokázati, že národ v době francské mohl nejen zvoliti, nýbrž i svrhnutí nevhodného vladaře: tedy princip suverenity národa. Národ representují: „comitia et publicum gentis concilium“, později gener. stavy s rozsáhlou kompetencí. Lex salica jest mu základním zákonem říšským. Forma vládní smíšená ze žvlů monarchického, aristokratického a demokratického zdá se mu — dle starověkých autorů — nejlepší. Král nesmí býti stotožňován s královstvím. Vzpouora národa za určitých okolností oprávněna. Soudním parlamentům nepřaje.

V témž roce 1573 vyšly ještě jiné politické traktáty. Tak: *Question a savoir s'il est loisible aux sujets de se deffendre contre le magistrat, pour maintenir la religion vrayement chrestienne*, M. E. II. (Str. 172—177.) Jest charakteristickým příkladem toho, jak názory protestantské politiky změnily se v jádru svém od doby Kalviny. Spis <sup>32</sup>) hledí zachovati ještě zdání poslušnosti a loylnosti vládě královské, ale činí tak způsobem velmi subtilním: M žno sice odporovati jednomu neb více ediktům královským — ne však všem (!). Obmezuje pak pojem buřiče jen na nejtěžší provinění; zbraní chápali se protestanté — jen k ochraně královských nařízení (!). Ostatně právo přirozené dovoluje prý sebeobranu. Sv. Pavel prý dále učí, že není třeba báti se vladaře, jedná-li se

o vykonání dobrého díla, ale pojem dobrého díla určuje spis způsobem tak rozsáhlým, že vzpoura proti vladaři dovolena téměř z každého důvodu. Liší se mezi králem a královstvím. Bojovati // proti králi neznamena ještě bojovati proti státu (!).

V: *Question a savoir s'il est licite sauver la vie aux massacreurs et bourreaux prins en guerre par ceux de la religion assiegez en ceste ville* (M. E. II., str. 180 a dále) hlásá se,<sup>33)</sup> že každý úředník — nejen vyšší — jest osobou Bohem povolanou k zachování zákona a řádu. U výkonu své moci jsou si rovny všechny úřady. Pochybil-li jeden, nemá druhý ho následovati. Nemá tudíž úřad podřízený míti účasti na špatnosti vladaře, naopak, jest oprávněn mu odporovati. Tedy zjevná výzva k úřadům francouzským opponovati králi. Magistráty, o nichž mluví, srovnává s eforátem ve Spartě, s tribuny v Římě, s kurfiřty v Německu; pro Francii postuluje generální stavy. —

Jiné důležité dílo jest: *Du droit des magistrats sur leurs suiets*,<sup>34)</sup> M. E. II. (str. 350 a dále). Autor neznámý. Cartier pokládá za autora Th. Bezu.<sup>35)</sup> Jest z nejprvnějších a nejobsáhlejších politických spisů. Z politických myšlének jeho jest třeba uvésti tyto:<sup>36)</sup> Nárok na neobmezenou poslušnost má toliko Bůh a jeho zákon; vládců jest však jen tehdy poslouchati, nevelí-li: „choses irreligieuses et iniques“. Obmezuje tedy pravomoc vladařskou právo vyšší, jež autorovi však splývá s živly ethickými a náboženskými: Pieté et Charité. Tím dáno i právo odporu poddaných. Kromě těchto mezi nemají však poddaní mísi se příliš v správu úřední. Z výše řečeného dáva se pak, že každý odpor poddaného proti úřadu není bezprávný. Ve spojení s tímto vyvíjí autor princip suverenity národa: ne lid z úřadu, ale úřad z národa vyšel. Tedy národ stvořil vladaře a úřady. Jest ovšem Bůh prapříčinou vši moci, však bezprostředním pramenem moci vladařské jest vůle národa. Proto: byť křefanská obedience byla vznešenou, nelze přece upírati národu právo vzepřítí se zjevné tyranii; nejkrajnější formou tohoto odporu může býti i tyranovražda. Tato — jako u Kalvína — může býti provedena mužem zvláště Bohem inspirovaným. Analysuje dále pojem tyрана, liší — jako mnozí jiní — tyрана absque titulo a in exercitio. Jedná-li se o t. absque titulo, mají jednotliví poddaní obrátiti se předem k úřadu o přispění. Nekoná-li tu však úřad své povinnosti, jest volno každé soukromé osobě zbaviti vlast jha tyranova. Avšak i tyranus

absque titulo může se státi vladařem legitimním, přistoupí-li ex post dobrovolný souhlas národa. Složitější jest věc, jde-li o tyрана ab exercitio. Tu rozeznávati jest v příčině práva odporu trojí druh poddaných: a) prosté soukromníky (personnes privees), b) úřady jiným podřízené, c) nejvyšší úřady říšské, byť i tyto neměly „la puissance souveraine et ordinaire à manier“. *Ad a)*: tito vyloučení — kromě zvláštního Božského poslání — z práva odporu. Jim zbývá než trpěti neb se vystěhovati. Vždyť smlouva vladařská uzavřena celým národem, ne jednotlivci. *Ad b)*: Tito nižší úřadové nezávisí vlastně na suverénovi (vladaři), nýbrž na suverenitě (jež zůstává v rukou národa). Vždyť v ruce královy nevložena veškera vláda, nýbrž jen: „le souverain degré de ce gouvernement“, a proto i nižší úřadové mají samostatnou, byť jen užší účast ve vládě, již přísahají konati po právu. Prohřeší-li se tedy král sám; mají nejen právo, ale i povinnost odporovati. Ovšem mají tak činiti jen v krajních případech. Dále: mají právo odporovati (i zbraněmi), nemají však práva tyрана sesaditi. *Ad c)*: Nejvyššími orgány rozumí tu autor říšské stavy. Těmto ovšem náleží právo strestati tyрана jakýmkoli způsobem (par toutes voyes). Tito jsou vlastními representanty celého národa a tvůrci úřadů. Někteří autoři namítají, že národ, zvoliv úřad neb vladaře, přenesl naň veškera svá práva a ztrácí tudíž právo odporu. Tomu autor živě odporuje, připouštěje zřeknutí se jen za určitých klauzulí, jež nesplněny mají v zápětí nullitu prvotní smlouvy.

Základ státního řádu tvoří dvě smlouvy: jedna, jež uzavřena mezi Bohem s jedné a králem i národem s druhé strany, a pak smlouva poddanská mezi králem a národem. Vzorem ústavního státu jest autorovi Anglie, jež pevně hájí mocné kompetence parlamentu. Jest to tedy národ, který prostřednictvím říšských stavů rozhoduje o zvolení neb sesazení krále, a proto pravidelné svolávání stavů jest ústavní potřebou. Z principu nezczitelné suverenity národa vyplývá i nepřípustnost vydržení práv jeho. Právo přirozené svojí zásadou: Pacta sunt servanda slouží k zdůraznění pevnosti smlouvy poddanské. Na tuto smlouvu aplikuje i zásady práva lenního. — Ovšem v celém traktátu viděti jest snahu postupovati cestou mírnou a obmeziti případy důrazného zakročení na případy nejnutnější. Příklady z dějin biblických, klasického starověku i ústav současných dotvrzují thesi autorovu. —



Jiné dílo z této doby: *Apophthegmes et discours notables recueillis de divers auteurs: contre la tyrannie et les tyrans*, M. E. II. (str. 378 a d.) chce podávati<sup>37)</sup> odstrašující příklad vlády tyranovy a hlásá zároveň tyranovraždu. Starověcí autoři: Plato (Republika, kniha IX.), Xenofon, Aristoteles (Polit., kniha 4. a 5.), Cicero (De officiis, kn. 3.), Seneca (I. kn. De clementia) a j. slouží mu za vzory. Zároveň prozrazuje nám spis tento autory starověku, oblíbené monarchomachy. — Stejně tendence sleduje i: *Discours des Jugements de Dieu contre les Tyrans*, M. E. II. (str. 401 a d.)<sup>38)</sup> Odsuzuje osobní vládu. Lší přesně mezi zákonem pozitivním a zákonem přirozeným, který tvoří mez pro kompetenci prvního. Prohřeší-li se vladař proti zákonu přirozenému, možno užiti proti němu i donucení. Hlásá suverenitu národa, a proto nejen poddaný, nýbrž i vladař může státi se mu „seditieux“. — Uprostřed těchto prudkých útoků na tyranii ozývají se — byť jen poskrovnu — i názory o králi, jež shledali jsme v literatuře politické let šedesátých, ač i v nich — přes hláсанou věrnost a poslušnost — zaznívají zřetelné nářky na nedávné hrůzy a krveprolití. Sr. na př.<sup>39)</sup> z r. 1573: *La Harengue de ceux de la Rochelle etc.*, Bibl. nat., Lb 34, č. 30. —

V roce 1574 vyšly zajímavé produkty politické literatury protestantské. Uvádíme tyto: *Declaration des causes qui ont meu ceux de la religion à reprendre les armes pour leur conservation*. M. E. III., str. 27 a d.<sup>40)</sup> Jest prudkým steskem na politiku královskou a odsouzením jeho lichotníků. Silně náboženský ráz celého hnutí jeví se i v radě králi, aby šířil jedině, pravé náboženství — byť ovšem jen prostředky humanními. Deklarace končí ujišťováním krále věrností, jeho Božské poslání jest uznáváno — ujišťování, o jehož upřímnosti sluší právem pochybovati. — Jiná publikace z téhož roku vyšla pod názvem: *Remonstrance aux seigneurs, gentilshommes et autres, faisant profession de la religion reformee en France, et tous autres bons François desirans la conservation de ce royaume*. M. E. III. (str. 35 a d.)<sup>41)</sup> Hned na počátku díla stanoví se princip suverenity národa, z níž logicky se dedukuje právo odporu. Prudké útoky na krále francouzského. Apeluje předem na šlechtu francouzskou „co výkvět národa“. Mezi veřejnými orgány, již mají čeliti zvůli vladařově, uvádí parlamenty a generální stavy. Horlí proti libovolnému ukládání veřejných

dávek vladařem. Vyzývá šlechtu k hájení starých zákonů království. Nejsprávnější formou státní jest mu ona, kde král (v monarchii) neb šlechta (v aristokr. státu) jsou společně s národem účastni vlády, vzájemně se omezující. —

Jiný spis z téže doby jest: *Le Politique (notable discours de l'autorité des Princes et de la liberté des peuples)*, M. E. III., str. 44 a d.<sup>42)</sup> zajímavý politický traktát, a jenž v nové literatuře téměř jest neznámý. Jest sdělán ve formě dialogu mezi Archontem a Politeií a obsahuje jasně všechny základní principy protestantské theorie politické — již před Vindiciemi. Hned z počátku vyslovuje se autor proti názoru těch, již hlásají neobmezenou poslušnost vladaři, byť tyranu. Odporovati tyranu jest nejen právem, nýbrž i povinností. Jeť poměr mezi vladařem a poddanými založen na vzájemné smlouvě. Byť instituce vladaře byla institucí řízení Božského, nechce přece autor — jak z dalšího vidno — nikterak popírati práva národa, co bezprostředního zdroje moci vladařské. Uvažuje o formách vládních, prohlašuje monarchii, uváděje středověké již důvody, za formou nejdokonalejší, ač-li plní správně svoje povinnosti. Uvažuje o monarchii dědičné i elektivní, a rozhoduje se — maje i v tom staré předchůdce — pro formu kombinovanou a odůvodňuje v dalším toto svoje stanovisko. Z uznání suverenity národa vyplývá důsledně zamítnutí patriarchální theorie vladařské: jest rozdíl mezi „une possession de domaine“ a „une charge et office d'administration“. A contr. Hotmana připouští i vládu ženskou, legitimně získanou. Pojednav z prvu o monarchii, promlouvá dále i o její zřůdce: tyranii. Jest tedy autorovi moc vladařská omezenou, neboť král má býti „une loy parlante“.

Ovšem — jako ostatní monarchomachové — vylučuje z práva odporu „homme particulier“ — osobu soukromou: této nezbyvá leč trpěti neb se vystěhovati. Náleží tedy právo odporu pouze orgánům veřejným — úřadům. Obmezení krále stanoveno jest zákonem božským a právem přirozeným, jehož zásada: Pacta servanda sunt, aplikována na základní kontrakt mezi vladařem a národem; ale i pozitivním zákonem vázán jest král. Kromě řádných orgánů veřejných, jež mohou odporovati králi pro porušení zákona, připouští i kalvínské „executeurs extraordinaires“. Řádnými rozumí předně generální stavy. V otázce tyranovraždy jest

spíše opatrným (jako mnozí starší autoři političtí se sv. Tomášem Akvinským v čele). —

O La Boétiově: *Discours de la servitude volontaire* (M. E. III., str. 83—99), který — ač mnohem dříve složen, teprve nyní byl šířen tiskem — stala se zmínka již nahoře. — Přicházíme k jinému, obsáhlému politickému spisu: *Discours politiques de diverses puissances établies de Dieu au monde, du gouvernement légitime d'icelles, et du devoir de ceux qui y sont assuiettis*, M. E. III., str. 147 a d. O díle tomto platí měrou ještě větší, co řečeno bylo o „Politiku“. I onoho v dnešní literatuře nebylo si dosud povšimnuto,<sup>43)</sup> ač bohatstvím látky nad jiné vyniká. Z politických jeho myšlének jest uvésti tyto:<sup>44)</sup> Jako v přírodě, tak i v životě státním jest třeba nadřizenosti a podřizenosti. Smysl pro řád vrozen jest člověku, i nesouhlasí proto autor s těmi, již tvrdí, že podřizenost jest následkem prvotního hříchu. Po tomto úvodu pojednává o povaze moci civilní (*puissance civile*). Liší přesně mezi mocí otcovskou (*puissance oeconomique*) a mocí vládní ve státě. Nesdílí v názírání na moc světskou pessimismus prvých křesťanských spisovatelů (na př. sv. Augustina). Naopak: knížata dána jsou z milosti Boží, aby udrželi řád a spravedlnost na zemi, ne aby sloužili za vykonavatele msty Boží. Knížata jsou obrazem Boha a jeho zástupci. Ovšem jest Bůh jen nepřímým původcem moci světské, bezprostředně konstituuje vládce toliko národ. Ovšem nesmí býti národ stotožňován s: *la tourbe confuse et imbecile*. Akt konstituující vladaře má býti aktem právním, pouhá, faktická moc nezakládá práva k vládě. Tedy: národ jest to, který investuje vladaře mocí politickou, aby jí užíval v prospěch celku. Mezi oběma stranami jest poměr smluvní (*alliance*). Účelem života ve státě jest udržení spravedlnosti a kultu Božího. Jsa suverénem, jest národ v právu, vzepře-li se nespravedlivosti vladařově (jmenovitě ve věcech náboženských). Neexistuje tedy: „*la suiettion extreme*“. Není důstojenství královské „*possession privee*“, jež by bylo předmětem soukromoprávní *successe*, nýbrž jest „*un excellent office publique et une dignité*“. Za nejpráhodnější ovšem i náš autor pokládá při posloupnosti vladařské — jako již nahoře jsme viděli — princip dědičnosti kombinované s elekci, ovšem podotýkáje opatrně „*sauf le droit naturel qui réserve à la multitude de conoistre si la chose luy est ainsi profitable*“. Na to promlouvá

o moci královské. Jest více způsobů, jimiž možno vládnouti v království, avšak všechny lze uvésti posléze na dva typy: typ království Spartského, kde moc královská značně byla omezena eforatem, a typ monarchie patriarchální. Dobře autor vystihuje, že království spartské nebylo v podstatě monarchií (nazývá vládu tuto „*democratique*“). — Král podřizen všeobecným zákonům říše. Jest tedy sice obmeziti moc vladařskou podřizením její zákonům, avšak jest se varovati i druhého extrému: složiti přílišnou moc v ruce „*du peuple*“, čímž ovšem rozumí toliko národ co souhrn nezorganizovaných jednotlivců; jinak ovšem, je-li národ „*reüglé et conduit par l'ordre requis*“ (čímž rozumí stavovskou organizaci). Ideálem formy vládní jest mu tedy: „*la domination composee de royauté et des meilleurs et plus suffisans*“. Pojednav o monarchii, obrací se k její zrůdě: tyranii. Líčí tyrana *absque titulo a in exercitio*. Pojednav o moci vládní, její vzniku a formách, autor táže se i po vzniku společnosti vůbec. Tu stojí na stanovisku Aristotelově, jakož vůbec celý tento politický traktát nese jasné stopy řeckého myslitele, ovšem Aristotela v středověkém, theologickém zbarvení. — V dalším reaguje ve smyslu gallikanském na nároky papežství na moc světskou. Vraceje se na to k tyranii, připouští i tyranovraždu a znovu akcentuje princip lidové suverenity: Vladař jest jen delegátem (*deputé*) moci veřejné, jež jest reprezentována zřízením stavovským. V dalším podává i theoretické úvahy o povaze a druzích práva a zákona. Zákon mravní (*la morale*), plynoucí z bytosti Božské, jest zdrojem (základem) práva (*iustice legale*). Rozeznává mezi *ius naturae* v širším smyslu a *ius gentium*. Proti všeobecnosti práva přirozeného klade právo pozitivné, různé dle doby, místa i okolností. — Smlouva poddanská neuzavřena národem bez výhrad, toť bylo by ohrožením nejdražšího statku lidstva — svobody. Smlouva sama srovnává se se smlouvou feudální. Z právního postavení národa vyplývá ovšem pro něho přípustnost jakéhokoli odporu tyranovi.

Jeť vladař sice mocnějším jednotlivých členů národa, ne však celku jeho. Trvá-li suverenita v národě, jest ovšem král pouhým vykonavatelem zákona a jím vázán. Ovšem interpretaci, resp. doplnění zákona ponechává autor vladaři (též právo dispensační). Jinak však král: „*n'est seigneur que des choses dont les loix n'ont déterminé*.“

Rozumí se, že v pamfletové literatuře nebyla ušetřena ani Kateřina Medicejská, jež hrála v celém hnutí antiprotestantském roli velmi pochybnou. O tom srv. hlavně: *Discours merveilleux de la vie, actions et deportemens de Catherine de Medicis Royne mere*, z r. 1574, M. E., III., str. 305 a d.<sup>45)</sup> — Z téhož roku datuje se i: *Declaration de la prinse des armes*,<sup>46)</sup> M. E. III. (str. 216 a dále). Jest příkladem oné literatury, jež vznikala v době alliance protestantů s „politiky“, a v níž restaurace hlavně hospodářských a politických poměrů v království byla důležitější otázek náboženských. — Jiná publikace z téhož roku: *Response à la question asavoir, s'il est loisible au peuple et à la noblesse de resister par armes à la felonie et cruauté d'un seigneur souverain*. M. E. III. (str. 229 a d.) jest kuriosním dokladem toho, jak protestanté snažili se theoreticky odůvodniti svůj branný odpor proti králi.<sup>47)</sup>

Autor rozeznává dále tři vládní formy — zřejmě pod vlivem Aristotela. Jako již Hotman, liší i on mezi králem a královstvím, a odporuje tak patriarchální theorii vladařské. Král jest posvátným, ne co osoba soukromá, nýbrž co representant státu. Zvrhne-li se však král v tyrana, který ohrožuje bytí státu, jest povinností věrného poddaného koruny vši mocí a prostředky usilovati o zachování státu. A dále: „Jestliže osoba (krále) jest k vůli státu, a je-li stát držen a chráněn zákony, pak ten, který ozbrojí se k zachování zákonů, zbrojí se vlastně k zachování státu a tím i k zachování krále.“ (!) Výklad to zajisté sofistický. Král není tedy vlastníkem království, nýbrž pouhým správcem, a proto důsledně nemá práva zcizovati území koruny; ke konci díla akcentuje se základní, smluvní poměr mezi králem a národem, a odtud možnost dalších úmluv. Poklesne-li tedy král a ruší smlouvu, jest právem i povinností „tant aux princes et principaux officiers de la couronne qu'aux estats de la cité ou communauté en la monarchie“ oprátni se podobné „felonie“, a to všemi prostředky, v prospěch veřejný.

*Articles arrestez en l'assemblee de Milliaud en Rovergne, au mois de juillet 1574, envoyez à Monseigneur le prince de Condé* (M. E. III., str. 292), sepsány v témže duchu jako práce předěšlá.<sup>48)</sup> Srv. dále: *Protestation des Eglises reformees de France assemblees à Milliaud en Rovergne, sur les troubles de present*,<sup>49)</sup> M. E. III. (str. 304 a d.): Zbraní uchopili se ne co buřiči a povstalci, nýbrž jen k ochraně svého života, svých statků a svobody svě-

domí ve smyslu vydaných ediktů. Žádají za svolání generál. stavů, kde by pod autoritou krále bylo rozhodnuto o jich požadavcích a bídnému stavu království odpomoženo. — V *Remonstrance au roy tres chrestien Henry III etc.*<sup>50)</sup> z r. 1574, Bibl. nat., Lb. 34, č. 92 odsuzuje se vladař, který válčí proti svému národu, neb s ním krutě nakládá. Národ — co trvalý celek — klade se tu v protivu k pomíjejícínosti jednotlivce. Výstrahy králi. —

V následujících létech produkce — v níž by zračily se ryze protestantské aspirace — celkem ocbabuje, což vysvětlitelno — jak již nahoře zmínka se stala — vývojem událostí, aliancí protestantů s „politiky“. Podáme příklady z této doby a skončíme rokem 1579, v němž vyšly *Vindiciae contra tyrannos*, tento přehled vývoje. Z r. 1575 citujeme:<sup>51)</sup> *Declaration et protestation de Monseigneur de Dampville marechal de France etc.*, Bibl. nat., Lb. 34, č. 90. Jiný spis: *Epistre aux delicats et flatteurs machiacellistes etc.*<sup>52)</sup> z téhož roku, Bibl. nat. Lb. 34, č. 100 hledí — jak již jinde příklady toho podány — uvéstí v soulad starokřesťanskou, protestanty jinak hlásanou obedienci s jich ozbrojeným vystupováním. Opět týž subtilní způsob výkladu, o němž rovněž již zmínka se stala: Válka z důvodů spravedlivých jest přípustna. Protestanté byli přinuceni k boji v spravedlivé sebeobraně. Na námítku těch, již tvrdí, že věc víry nemá býti šířena a hájena mečem, odpovídají, že v nynějších dobách nejde jen o věc náboženskou, nýbrž o hájení vlasti (!). Král jest povinen na základě přísězných smluv respektovati „privileges, franchises et libertez du pays.“ Nečiní-li tak, stává se tyranem, ježž možno i odstraniti.

Pouhým opakováním teorií nahoře probíraných jeví se: *Resolution claire et facile sur la question tant de fois faite de la prise des armes par les inferieurs etc.* z r. 1575, Bibl. nat. Lb. 34, č. 103. Vzorem zmíněné alianční literatury jest na př. *La France-Turquie* z r. 1576, Bibl. nat., Lb. 34, č. 138, v níž poměry francouzské srovnávají se s despotismem tureckým, a hledá se odpomoc.<sup>53)</sup> Rovněž jiné — v rámeč našeho pojednání již nepatřící — publikace tohoto rázu,<sup>54)</sup> jež vynášejí nutnost míru, zažehnávají hrůzy válečné a hlásají spojení se všech poddaných k restauraci politické a hospodářské. — Proto tím zajímavější jest spis ryze protestantský, který, ač vydán teprve r. 1577, náleží duchem svým hned v první doby po noci Sv. Bartolomějské. (Snad byl i dříve složen.) Jest to:

*Le Tocsain contre les massacreurs et auteurs des confusions en France*,<sup>55</sup>) Reims 1577, Bibl. nat. Lb. 33, č. 326. Spis tento jest hlavně tím zajímavým, že v něm jest obsažen appel o pomoc k státům sousedním — za hájení věci protestantské. Jest sice — dle spisu — povinností poddaných míti v uctivosti úřady, avšak stejně nutno jest odhaliti neřesti vladařů zvrhlých. Naráží na současné události a bičuje hlavně ty, již neblahým vlivem svým (Guisové, královna-matka) strhli krále k činům barbarským, a jichž hlavním politickým vodítkem byly zásady Machiavelliho. Nicméně v celku vyniká spis mírností — velebí starokřesťanskou trpělivost ve snášení zla. Tyran bývá často trestem Božím, jindy Bůh zkouší právě toho, koho miluje. Ostatně údělem církve bylo vždy utrpení; avšak ke konci přece naráží — byť nepřímou — na potrestání tyрана. V celku má práce ráz kalvinovský. —

Přicházíme konečně k nejznámějšímu dílu protestantské literatury politické ve Francii: *Vindiciae contra tyrannos, sive de Principis in populum populive in Principem legitima potestate, Stephano Junio Bruto, Celta* (latinsky vyšlo<sup>56</sup>) r. 1579, francouzsky: r. 1581). O významu práce promluvíme později. Tuto podáváme její politické myšlenky. Pokud se tkne označení autora „Junius Brutus“, jest zřejmo, že jde tu o pseudonym, pod nímž různí autoři byli hledáni.<sup>57</sup>) Dílo samo jest rozčleněno v čtyři části (quaestiones). První má nadpis: Zda poddaní jsou povinni poslouchati vladaře, káže-li něco proti zákonu Božskému? Druhá obírá se thematem: Zda dovoleno odporovati vladaři, který chce rušiti zákon Božský neb pustoší (vastans) církev? Komu, jak a pokud dovoleno jest odporovati? Třetí otázka: Zda-li a pokud a komu možno odporovati vladaři, který říši (rem publicam) potlačuje neb hubí? Čtvrtá: Zda-li po právu mohou neb jsou povinni sousední knížata přispěti poddaným jiných knížat, kteří pro své náboženství jsou pronásledováni neb zjevnou tyranii tísňeni?<sup>58</sup>) — V předmluvě díla autor prohlašuje se odpůrcem politiky Machiavelliho. Celé dílo má — více než kterékoli jiné — ráz silně náboženský. —

První otázka: Brojí proti těm, již domnívají se, že moc vladařů jest tak velikou, že nic jí nemůže býti odepřeno. Pravý vladař nemá si usurpovati onu moc, jež jedině Bohu náleží. Jest tedy nutno, aby vladař věděl, až pokud sahá jeho právo nařizo-

vací, a národ byl si vědom, až kam sahá jeho povinnost poslušnosti. Nejvyšším vladařem jest Bůh, vladař pozemský vládne jaksi jen: „precario“. Bohu jedině náleží vlastní jurisdikce, králi jen jurisdikce delegovaná. Na to uvádí rozdíly moci Božské a vladaře pozemského. Národ jest: Dei populus et hereditas, vladař jen správcem a vůdcem národa, Bůh nevzdává se tedy vlastnictví národa v prospěch krále. Tento jest pouhý „Dei vicarius“. Z toho pak se dává, že jest poslouchati jen krále, který ničeho ne-nařizuje proti Bohu a jeho praerogativám. Vůbec poměr krále k Bohu srovnává se s poměrem lenním: „Králové jsou tedy vasaly krále králů.“ Tuto lenní paralelu pak dále v jednotlivostech provádí. Při zřízení království existuje dvojí smlouva: První mezi Bohem, králem a národem, aby národ byl národem božím; druhá smlouva: mezi králem a národem, aby krále dobře vládnoucího národ poslouchal. Pojednáváje z prvu o prvé smlouvě, aplikuje na ni pravidla římské stipulace, v níž král a národ jsou dlužníky solidárními. Příklady k tomu čerpá v starém zákoně, ale výslovně podotýká, že i všichni ostatní králové stejně se mají zachovati: jeť evangelium pokračováním starého zákona, a králové křesťanští: „Judaicorum loco sunt.“ Má-li král moc nad tělem, Bůh jest králem duší. Obě tyto kompetence jsou tak různé, že nesmí býti směřovány. Ruší-li tudíž král tento poměr, tu — právě jako vasal v případě felonie — ztrácí i on své léno — království. Z výše uvedené lenní paralely pak vyplývá v příčině poddaných: „Si enim Deus est domini superioris loco, Rex vasalli: quis non Domino potius, quam vasallo obediendum pronunciet? Si Deus hoc praecipit, Rex contra: quis Regi adversus Deum obsequium denegantem rebellem judicet?“ —

Druhá otázka: Prvá otázka týkala se práva, resp. povinnosti neposlouchati. Otázka druhá týká se odporu. Jak nahoře již řečeno, Bůh zavázal si krále a národ co korrealní dlužníky a to „ex una eademve causa“. „Stipulatur sacerdos“ (v zastoupení Boha), zda slibují (národ a vladař), že lid bude lidem Božím a, že bude udržovati kult jeho. „Spondet rex, spondet Israel,“ a to „coniunctim“, ne „divisim“ — tedy jich závazek jest solidárním. Proto: nedostojí-li jedna strana svému závazku, Bůh může celý vymáhati na straně druhé. A proto důsledně: Odpadne-li král od Boha, jest právem i povinností národa se tomu vzepříti, jinak propadl

by stejnému trestu jako pokleslý vladař. Odpor všeho druhu tu dovolen: „verbo . . . vi . . . arte . . . et marte“. Ovšem — jako již jeho předchůdci — autor ihned připomíná, co rozumí pojmem národ v politickém smyslu: ne bezhlavý, nezorganisovaný dav, nýbrž úřady, co zástupce národa. V dalším uvádí příklady podobných „magistratus“, již jsou mu „tutores“ národa. Táže se dále: Co jest dělati menšině, jestliže většina úřadů se prohřeší proti své povinnosti a krále, zhřešivšího následuje? Zde ovšem autor opět nemá na mysli — pod pojmem menšiny — jednotlivce, nýbrž: aliqua provincia, urbs etc. Tu jest si připomenouti, že v původní smlouvě slibovala jednotlivá města a kraje zvláště. Odtud tedy: „Itaque non rex modo, sed Regnum, nec Regnum modo universum, sed Regni partes omnes Deo sigillatim (!) fidem et obsequium promittunt“. Věc vysvětluje příkladem z ústavy říše německé. Odtud pak logicky i pro jednotlivé ony části vyplývá právo odporu. Hájí se však autor ihned proti námitce, že šíří učením svým vzpouru: „Primum imperata facere non recusant (tot. protestanti), modo ea imperentur, quae jure possunt, aut saltem Deo injuriam non faciant. Tributa, vectigalia, munera oneraque consueta non detrectant, modo id tributum, quod Deo debent, non intervertatur“. V právě uvedeném případě odporu poddaní neprohřešují se proti věrnosti králi slíbené: neodpadlí od krále, nýbrž od tyрана, nebrojí proti vlasti, nýbrž proti soukromé tyranii. Odpor, jak nahoře řečeno, přísluší pouze zástupcům národa celého, vždyť smlouva uzavřena byla mezi Bohem a celým národem. Nepatří tedy jednotlivcům: jus gladii. Neposkytnou-li tu pomoci oprávnění zástupcové národa, nezbude jednotlivcům než se vystěhovati, dále trpěti neb zemřít. Na námitku, že věc víry nemá býti šířena mečem, odpovídá, že nejde tu o šíření její mečem, nýbrž pouze o ochranu bytu církve proti její nepřátelům. —

Třetí otázka: Staví v protivu pravého krále a tyрана. Zdroj moci vladařské hledati sluší v národu. Autor tu praví: „(Hic vides) electionem Regis tribui Deo, constitutionem populo“. Nelze tedy posuzovati posloupnost vladařskou dle soukromoprávních zásad dědičné successe; vždyť nástupce teprve tehdy stává se králem, „cum ab iis, qui populi majestatem repraesentant“, v království byl uveden. Tak dělo se i ve Francii. Volí ovšem z pravidla národ

krále z jedné a téže větve, ale to jest pouze jeho právem, nikoli povinností. V následujícím podává pak důsledky tohoto poměru krále k národu a království. Důsledně liší úřady krále a království. Vydržení proti národu vyloučeno. I v případě kolluse zástupců národa („optimates“) s králem nevzejde z toho škoda národu: vždyť „optimates“ jsou jen „patroniloco“, který jednáním svým nemůže klientu uškoditi.

Jest tedy vláda krále pouhým úřadem, ne soukromým jeho právem. Účel instituce královské jest jen prospěch národa. Král jest ochráncem zákona a sám jemu podroben. Vlastním tvůrcem zákona jest národ (úřady representovaný), králi přísluší nejvýše právo doplniti, resp. interpretovati mezery zákona „aequitate naturali“. Pojem vládce „legibus soluti“ spadá u něho v jedno s pojmem tyрана. Na otázku, zda-li majetek v držení občanů není vlastnictvím královým, odpovídá rozhodnou negací, potíraje tak thesi patriarchální. Přísluší sice králi imperium, ne však dominium. Z výše řečeného vyplývá, že stejně negativně zodpovídá otázku: „An rex sit regni proprietarius“? V dalším podává pak toho důsledky (jmenovitě pokud se týče práva zcizení domény státní). Není tedy král vlastníkem království, avšak není ani jeho usufruktuářem. Jest pouhý: „administrator“. Vraceje se k původní smlouvě mezi králem a národem, staví národ ve výhodnější roli stipulatora (dle zásad římského práva), král jest pouhým promittentem. Nesplní-li tedy král převzatých závazků: „universus populus vindex est“. Odstoupí-li pak v takovém případě národ od původní smlouvy, není „perjurus“. Ovšem má i národ ze smlouvy oně povinnosti ku králi. Na to obírá se podrobněji pojmem tyрана. Často již zmíněné lišení mezi tyranem absque titulo a in exercitio znovu se zde vrací; rovněž různý způsob odporu v obou případech.

Čtvrtá otázka: zde řeší otázku intervence cizích knížat, jsou-li poddaní toho kterého státu stíháni pro své přesvědčení náboženské, neb tísněni zjevnou tyranii. V prvním případě připouští intervenci tuto s ohledem na jednotu církve a náboženství. Tyto statky svěřeny jsou všem křesťanským vládcům „in universum et in solidum“. Dále dovolává se tu i principu bratrství křesťanského: kdo bližního před vraždou nechrání, jest spoluvinným vraždy. Ale i v případě zjevné tyranie jest intervence sousedních mocí odůvodněna bratrskou láskou; jest povinností

k společnosti lidské vůbec, jež jen na bási vzájemné pomoci může trvati. —

Toť podstatný obsah proslulého díla, jež k zdůvodnění svých politických výkladů čerpá nejen ze spisů biblických, ale i z autorů klasického starověku, středověku, z ústav starých i novějších. Jest se nám pronésti o ceně tohoto díla, jež, jak již dříve naznačeno, shrnuje vše, co protestantismus francouzský o tomto tematě vyslovil. Jest dílo toto samostatným? Již poměrně pozdní datum jeho vydání — v době, kdy byla tu již hojná literatura protestantská o politických otázkách — vzbuzuje oprávněné pochybnosti. Jsou tedy zcela pochybená slova Treumannova,<sup>59)</sup> který souhlasí se slovy Baudrillart-a (o ostatních politických traktátech, kromě Frankogallie a Vindicií): „... „ne sont (totiž tyto ostatní spisy) guère que le commentaire, affaibli ou aggravé des ouvrages de François Hotman et d'Hubert Languet“. Pokud se týče Frankogallie, viděli jsme, že spis tento jest v prvé řadě publikací historickou; hlásí sice suverenitu národa, representovaného stavy, ale jinak o politických problémech blíže nejedná. V celém spise není stopy o nějaké smlouvě poddanské. Pokud se týče Vindicií, vyšly tyto později než ostatní, námi dříve probrané politické publikace. Jest tedy pravý opak pravdou: Ne tyto spisy složeny pod vlivem Vindicií, ale spíše Vindiciae pod vlivem oněch. Weill<sup>60)</sup> uvádí mezi prameny Vindicií hlavně spis: Du droit des magistrats etc., ale podotýká, že autor Vindicií „ze svého mnoho přidal“. Slova tato uvéstí jest na pravou míru. Základní politické věty, jež nacházíme ve Vindiciích, vyrčeny již všechny v dílech předcházejících. Ba některá díla — tak jmenovitě svrchu zmíněné „Discours politiques“ etc.— bohatstvím látky vynikají nad Vindicie. Zásluha Vindicií spočívá hlavně ve vyvození podrobnějších důsledků z principů již známých a ve formální, právnické přesnosti výkladu. Konečně jest uvéstí, že celá čtvrtá quaestio nemůže se opíratí ani o spis „Du droit des magistrats etc.“, ani o „Discours politiques“ etc., ježto v nich o této materii vůbec se nejedná. Tu sloužily autoru Vindicií pobídkou pravděpodobně: „Tocsain contre les massacreurs etc.“, hlavně však „Reveille-matin“. — Vindiciae složeny původně latinsky, i pochopitelno, že rozšířily se rychleji a více — jmenovitě v cizině — než ostatní díla, psaná většinou francouzsky. —

Resumujeme-li podstatné myšlenky v politických dílech doby třetí (po r. 1572), možno uvéstí toto: Učení nese silně theokratický ráz. V popředí úkolů státních jsou úkoly náboženské. Bůh jest zdrojem vši moci, tedy i vladařské, ale bezprostředním tvůrcem vladaře jest národ. Další mocenské poměry ve státě basírují na smlouvě uzavřené mezi králem a národem. Odtud stanoví se důsledky pro obě strany v případě porušení smlouvy. Vyvíjí se pojem tyрана a pojem odporu jemu. Národem v politickém smyslu jest toliko národ stavovsky roztríděný. Jednotlivci jsou politicky bezvýznamní. Nejvyšší projev suverenity, právo zákonodárné, zůstává v národě. Král jest pouhým držitelem exekutivy a tedy vázán zákonem. Cizi intervence jest přípustna. — Jsou tudíž politické myšlenky této doby v základě shodny s názory doby předchozí, avšak jest zde logické a systematické spořádání látky a obohacení její důsledky vyvozenými z původních principů.

1) Janet, o. c., I., s. 269 a dále.

2) Lutherovo přesvědčení politické vyplývá jasně z jeho slov: „Darum sag ich, dieweil weltlich gewalt von Gott geordnet ist, die Bösen zu strafen und die Frommen zu schützen, so sol man ihnen ihr Ampt lassen frei gehen und ungehindert durch den ganzen Körper der Christenheit, niemand's angesehen, sie treff Papst, Bischof, Pfaffen, Mönch, Nonnen oder was es ist... denn also sagt sanct Paul allen Christen: Ein iegliche Seele... soll unterthan sein der Oberkeit, denn sie tregt nit umsonst das Schwert, sie dienet Gott damit.“ V. *Bluntschli*, o. c. str. 58. — Ale dále v *Tischgespräche*, sec. 828: „Öffentliche violentia hebt auf alle Pflichten zwischen dem Unterthan u. Oberherrn jure naturae“. V. *Bluntschli*, o. c. str. 71.

3) K Zwinglimu sr. *Dunning*, A. History of political theories (From Luther to Montesquieu), str. 25.

4) *Dunning*, o. c. str. 22. Tamže: Melanchton, Opera, XVI., str. 105.

5) *Lavis*, o. c. sv. 52, str. 185 a dále.

6) Calvin: *Institution de la Religion chrestienne* — Geneve, 1561 (str. 1189 a dále).

7) *Inst. chrest.*: § 1: Deux regimes en l'homme. První z nich: reside en l'ame (l'homme interieur) et concerne la vie eternelle; druhý: appartient à ordonner seulement une iustice civile et reformer les moeurs exterieures. § 1: le royaume spirituel de Christ et l'ordonnance civile sont choses fort loin distantes l'une de l'autre. — La liberte spirituelle peut tres bien-consister avec servitude civile.

Tedy zde týž názor jako u Luthera. (Srovn. nahoře.)

§ 2: ... Toutes lesquelles choses (totiž úkoly moci vezdejší) ie confesse estre superflues, si le regne de Dieu... esteind ceste presente vie. Nut-

nými jsou však, pokud . . . cheminions sur terre cependant que nous aspirons à notre vrai pays. — § 2: Le but de ce regime temporel est de nourrir et entretenir le service exterieur, de Dieu, la pure doctrine et religion, garder l'estat de l'Eglise en son entier, nous former, à toute equité requise à la compagnie des hommes pour le temps qu'avons à vivre entre eux . . . Chtiti zavrhnouti „la police“, tof dle § 3: „une barbarie inhumaine“.

§ 1: toutes polices . . . establies de Dieu. § 3: La premiere (část státu) est le magistrat, qui est le gardien et conservateur des loix. La seconde est la loy, selon laquelle domine le magistrat, la troisieme est le peuple qui doit estre gouverné par les loix et obeir au magistrat. § 4: estans (úřady) . . . ses (de Dieu) vicaires. Dle Sv. Pavla: car il enseigne que toute telle puissance est ordonnee de Dieu et qu'il n'y en a nulles qui ne soyent establies de luy.

§ 7: Davantage, combien qu'il y ait diverses formes et especes de superieurs: toutesfois ils ne different rien en ce point que nous ne les devions recevoir tous pour ministres ordonnez de Dieu. § 8: Et certes c'est vaine occupation aux hommes privez, lesquels n'ont nulle autorité d'ordonner les choses publiques, de disputer quel est le meilleur estat de police, et outre, c'est une temerité d'en determiner simplement, veu que le principal gist en circonstances.

§ 8: . . . Vray est que si on fait comparaison des trois especes de gouvernemens . . . que la preeminence de ceux qui gouvernent tenans le peuple en liberté, sera plus à priser: non point de soy, mais pour ce qu'il n'advient pas souvent, et est quasi miracle, que les roys se moderent si bien . . . l'espece de superiorité la plus passable . . . est que plusieurs gouvernent.

§ 8: Mais si ceux qui par la volonté de Dieu vivent sous des princes, et sont leurs suiets naturels, transferent cela à eux, pour estre tentez de faire quelque revolte ou changement, ce sera . . . une folle speculation et inutile, . . . meschante et pernicieuse. § 12: Leur puissance laquelle ne leur est pas donnee pour leur profit particulier, mais pour en servir aux autres. § 13 (o daních a dávkách). §§ 14 a 15 (o zákonech). § 15 (la loy morale): elle est la vraie et eternelle reigle de iustice, ordonnee à tous hommes en quelque pays qu'ils soyent ou en quelque temps qu'ils vivent.

<sup>8)</sup> Sr. Cicero (De Republica, III, 22, 33): „Est quidem vera lex, recta ratio naturae . . . constans, sempiterna . . . nec erit alia Romae, alia Athenis, alia nunc, alia posthac.“ Sr. též *Gasquy*, o. c., str. 25—6.

§ 20: . . . D'autre part neantmoins, ceste douceur et moderation de leurs courages n'empeschera point qu'en gardant entiere amitié envers leurs ennemis, ils ne s'aident du confort du magistrat à la conservation de leur bien . . . ou . . . pour l'affliction du bien public . . .

§ 22: Le premier office des suiets envers leurs superieurs est d'avoir en grande et haute estime leur estat: le recognoissans comme une commission baillée de Dieu . . . Je ne dispute pas des personnes comme si une masque de dignité devoit couvrir toute folie, sottise ou cruauté . . . et par ce moyen acquerir aux vices la louange de vertus. Seulement ie di que l'estat de superiorité est de sa nature digne d'honneur . . .

§ 25: Elle (la parole de Dieu) nous rendra obeissans non seulement à la domination des princes qui iustement font leur office . . . mais á tous ceux qui sont aucunement en preeminence. Špatní králové vládnou: . . . pour punir l'iniquité du peuple. § 26: (Dieu) constitue les rois et les abbaisse . . . § 27: . . . iamais ces folles et seditieuses cogitations ne nous viendront en l'esprit, qu'un roy doive estre traité selon qu'il merite.

§ 29: il ne reste autre chose que d'implorer l'aide de Dieu, eu la main duquel sont les coeurs des rois et les mutations des royaumes.

§ 30: . . . car aucunesfois il suscite manifestement quelques-uns de ses serviteurs, et les arme de son mandement pour faire punitions d'une domination iniuste.

§ 31: Je parle tous jours des personnes privees: car s'il y avoit en ce temps ci magistrats constituez pour la defense du peuple . . . et comme sont, possible, auiourd'hui en chacun royaume les trois estats . . . ie ne defendroye de s'opposer et resister à l'intemperance . . . des rois, selon le devoir de leur office . . .

§ 32 . . . c'est que telle obeissance ne nous destourne point de l'obeissance (de Dieu) . . . s'ils tiennent à commander quelque chose contre lui, il nous doit estre de nulle estime.

<sup>9)</sup> *Treumann*, o. c. str. 35.

<sup>10)</sup> *Janet*, o. c. I. str. 295—6: „Bylo by tedy velmi bludné, kdyby se Calvin čítal mezi přívržence lidové vlády, a kdyby se mu přičítalo učení, jež klade oprávněný původ všeliké moci v lid.“ Logičtější řečeno: není u něho stopy theorie kontraktualní a s ní souvisící suverenity národa v středověkém smyslu. Srovn. i: *Lureau*, o. c., str.: 26 a dále; *Méalay*, o. c. str. 50: „Il faudrait une certaine bonne volonté pour voir en Calvin le promoteur des théories du droit populaire.“ — Přehání tudíž *Treumann* (o. c. str. 30), uvádí-li Calvina co „vysoce důležitý“ vzor teoriím, o nichž pojednává (monarchomachové refor.), ježto, jak zmíněno, nejvýznačnější a základní body jich theorie ani z daleka nejsou Calvinem naznačeny. Jinak ovšem — jak uvidíme — v literatuře pozdější, v době rozpoutaných bojů náboženských, ještě i před nocí Sv. Bartolomějskou.

<sup>11)</sup> Sr.: *Lavisse*, o. c. sv. 5<sub>2</sub>, 6<sub>1</sub>; *Méalay*, o. c.; *Weill*, o. c. (hlavně prvých 7 kapitol).

<sup>12)</sup> V. *Lavisse*, o. c. sv. 5<sub>2</sub> str. 202 a d.

<sup>13)</sup> Doklady persekucí: *Crespin*, Martyrologe, Toulouse, 1887, 3 vol.

<sup>14)</sup> V. *Férel*, o. c. str. 339 a d., též: *Chénon*, o. c., str. 10 a d.

<sup>15)</sup> *Fouillée*, La propriété sociale et la démocratie (Paris, 1906), str. 1.

<sup>16)</sup> Sr. *Méalay*, o. c. str. 59.

<sup>17)</sup> V. M. E., III., str. 83—99. Sr. str. 84: Je ne voudrois sinon entendre s'il est possible, et comme il se peut faire, que tant d'hommes, tant de bourgs, tant de villes, tant de nations, endurent quelques fois un tyran seul, qui n'a puissance, que celle qu'on luy donne etc. Sr. též str. 99: De ma part, je pense bien, et ne suis pas trompé, puis qu'il n'est rien si contraire

à Dieu . . . que la tyrannie: qu'il reserve bien là-bas à part pour les tyrans et leurs complices quelque peine particulière.

<sup>18)</sup> V. M. C. I., str. 419—22 a str. 422—433. Sr. článek: Les François qui désirent vivre selon la pureté de l'Evangile de nostre Seigneur Jesus-Christ, Au Roy: En laquelle (t. v naši věci, víře), Sire, nous pouvons protester qu'il n'y a aucune chose qui répugne à la Parole de Dieu, ne qui contrevienne à l'hommage que nous vous devons. A dále (str. 420—1): . . . Nous tendons seulement à ce but, de pouvoir vivre en saine conscience, servans à Dieu selon ses Commandemens et honorans Vostre Majesté en toute obéissance et servitude.

Článek: Confession de foy faite d'un commun accord par les François qui désirent vivre selon la pureté de l'Evangile de Nostre Seigneur Jesus-Christ. Str. 432—3: Nous croyons que Dieu vent que le monde soit gouverné par Loix et polices . . . et ainsi qu'il a estably les royaumes, républiques et toutes autres sortes de principautez . . . et en vent estre recognu l'auteur. A ceste cause a mis le glaive en la main des magistrats pour réprimer les péchez commis . . . Il faut doncques à cause de luy, que non seulement on endure que les supérieurs dominant: mais aussi qu'on les honore et prise en toute révérence: les tenant pour ses lieutenans et officiers . . . Par ainsi nous détestons ceux qui voudroyent rejeter les supérieures . . .

<sup>19)</sup> Sr. *Crespin*, o. c. II. (str. 695—702); M. C., I. str. 2—8, str. 217 až 304.

<sup>20)</sup> O Guisech a jich pretencích v.: *Méaly*, o. c. str. 78—80, *Lavisse*, o. c. sv. 61: str. 1—12, 24—28.

<sup>21)</sup> *Briève exposition des lettres du cardinal de Lorraine, envoyées au nom du Roy aux Cours de Parlement* (1560), M. C. I.: sr. str. 352, 353 „le motif de nous faire prendre les armes n'a esté que pour faire service à nostre Prince“, sr. též s. 355 a passim. —

*Response chrétienne et défensive*, M. C. I.: str. 360, 361 „Mais il sera fort facile à cognoistre tant au Roy, comme à tous les autres, que la dite entreprise . . . tendoit à autre fin du tout contraire: assavoir pour la conservation de la majesté du Roy, de son Estat, de tout son sang, de son honneur et du profit de tout son Royaume; podobně na str. 362, 363. Mluvě dále o zákazu chopiti se zbraní bez svolení vladařova praví autor (s. 365): Cela est vray quand le subject les prend contre son Prince, contre la Loy, contre son propre pais. Mais la Religion de Dieu et toutes Loix receües entre les hommes non seulement excusent ains commandent au subject charger les armes (str. 366) pour la defense de son naturel Prince quand il est opprimé . . . O vèté (s. 367): Qu'au seul Souverain Prince est réservée de Dieu l'autorité et le pouvoir du glaive, praví se tamže: Nous le confessons ainsi, pourveu que le dict Prince le sache par soy-mesme, ou par bon et légitime Conseil, administrer et dispenser à l'honneur de Dieu à son profit et au profit de ses subjects. Sr. str. 379: proti narčení ze vzpoury. Str. 380: . . . de l'Estat royal, lequel nous croyons et advouons estre vrayment de Dieu et nécessaire pour la conservation de bons et coercion des mauvais,

auquel nous voulons de bien bon coeur obeir et le servir de corps et de biens, mais l'Estat du tyran usurpateur de la puissance d'autrui, au détriment et dommage de peuples innumérables, doit estre subverti (!) et Justice eu doit estre exécutée, à fin qu'il ne trouble plus les bons . . . Zde tedy viděti již příklad později hojně užívaného pojmu tyranu absque titulo v aplikaci na Guisy a jich přívržence. Str. 381: . . . la Doctrine de Jesus-Christ qu'ils tiennent de pleinement obeir au Roy. Podobně i dále (až do str. 397).

*Complainte au peuple François*, M. C. I. (str. 404—5). Str. 404: Peuple François, l'heure est maintenant venue qu'il faut monstrier quelle Foy et loyauté nous avons à nostre bon Roy . . . V dalším projevy věrnosti králi a protesty proti Guisům. V podobném duchu:

*Advertissement au peuple de France*, M. C. I. (str. 402 a dále). Totěž v: *Histoire du tumulte d'Amboise*, M. C. I. (str. 320 a d.). Sr. dále: *Les Estats de France opprimez par la tyrannie de Guise, au Roy leur souverain Seigneur*, M. C. I. (str. 405—10). Str. 406: En premier lieu donc, Sire, nous protestons devant la Majesté de Dieu et la Vostre, que nous n'avons voulu, et ne voulons attenter aucune chose contre Vostre dicte Majesté: ains voulons vivre et mourir en l'hommage, servitude et très humble obeissance que nous vous devons et que les hommes et les forces qui vous sont apparues, n'ont esté que pour vostre service lequel nous a armez pour vous opposer à la tyrannie de ceux de Guise . . . —

*Response au Livre inscrit pour la majorité du Roy François Second*, M. C. I. obsahuje prudké útoky na Guisy. Tak na př. str. 448. Str. 449: tout estoit tombé entre les pattes de tels griffons et harpyes. Rovněž osvědčování věrnosti králi (na př. str. 451). Ale zároveň jeví se v tomto spise i snaha hájiti nejen krále, nýbrž i království (Estat public) a jeho zákony, význam gener. stavů v organizmu říše atd. Jinde však opět akceptuje absolutismus králů francouzských. Sr. str. 464: Et quant aux subjects, penses tu, que nous ignorions que ce n'est à eux auxquels le Roy doit rendre compte, et qu'il ne leur appartient de se mesler de ce qui n'est de leur charge . . . Nous n'avons tasché et ne taschons qu' à advertir le Roy des dangiers . . . a dále: Car comme ja mille fois nous l'avons dit, et comme nous protestons et protesterons à jamais . . . ce n'est contre le Roy, ni contre le Royaume que nous avons prins les armes, mais tout au contraire c'est pour le Roy nostre Souverain Seigneur et pour les Siens que . . . nous sommes munis d'armes contre la seule furie . . . de ceux qui n'ont receu aucun pouvoir légitime de nous commander ni de Dieu ni des hommes. Car tout ainsi que nous ne serons jamais las d'obeir en toute humilité, et de bon coeur au Roy, et à tous nos supérieurs: aussi sommes nous par trop las d'avoir servi de bestes et de proye à ces tigres et lions ravissans. —

*Supplication et Rémonstrance adressée au Roy de Navarre et autres princes du sang de France, pour la délivrance du Roy et du Royaume*. M. C. I. (Str. 490—528): Protest proti Guisům a osvědčení poslušnosti králi. Sr. 492, 3: et encores aujourd'huy se trouvent (tant de milliers d'hommes) très dis-



posez à maintenir la Majesté de leur Roy . . plus tost que d'oublier le devoir et obéissance volontaire qui les y oblige. Guisové označováni co „tyrans“.

Podobné prudké protesty a útoky obsahuje: *Discours de la mort du Roy Henri II.* M. C. I. (str. 213 a dále), hlavně ale: *Épître au Tigre de la France* (vydání Readovo) také bez udání autora a data; nicméně Schmidt (v: le Bulletin du bibliophile z r. 1850) snaží se prokázati, že autorem jest Hotman, a že spis vydán co protest proti krveprolití v Amboise. Srovn. o něm též *Méaly*, o. c., str. 87. Kardinál Lotrinský jest v něm nazýván: „zuřivým tigre, jedovatou zmijí, hrobem neřesti, obrazem neštěstí“. V stejném — jako až dosud citovaná díla — kruhu myšlenkovém pohybují se i na př.:

*Response chrestienne et deffensive sus aucuns poincts calomnieux contenus en certaines lettres, envoyées aux Bailliss, Seneschaux et Lieutenans du Roy*, M. C. I. (str. 360 a d.). — *Épître envoyée a la Royne Mere du Roy etc.* (z 1561), Bibl. Nat. Lb. 32, č. 6. — *Remonstrance a tous estats par laquelle est en brief démontré la foy et innocence des vrais chrestiens* (z r. 1560), Bibl. nat. v Département des manuscrits: Collection Fontanieu, sv. 295. — *Juste complainte des fideles de France contre leurs adversaires papistes et autres sur l'affliction et faux crimes, dont on les charge à grand tort* (z 1560). Bibl. nat., v Départ. des Manuscrits: Collect. Fontanieu, sv. 295. — Z téhož roku: *Deux requestes de la part des fideles de France*, Bibl. nat., Lb. 32, č. 21. V první z nich mluví o sobě: nous voz tres humbles et tres obeissans subiects, a dále: . . . que le plus grand desir que nous avons (apres le service de Dieu) c'est de nous tenir tousiours soubz vostre obeissance et des Magistratz ordonnez de vostre part, en vous rendant toute la subiection et tous les devoirs que fideles et loyaux subiets doibuent à leur Prince. Prosba ku králi: de ne point adiouster foy à ceux qui a grand tort vous chargent de trouble, mutinerie, sedition et rebellion contre vostre etat; attendu que l'Évangile duquel nous faisons profession, nous enseigne tout le contraire . . . A dále: Puis donc que Dieu vous a ordonné Roy et Prince souverain par dessus nous et que vostre office est . . . de faire qu'en vostre Royaume le vray et droict service de Dieu soit redressé et tous abus exterminés . . . a dále: Et mesmes si mestier estoit ne refuserions de payer de plus grands tributs, pour faire cognoistre a vostre Majesté que c'est a grand tort qu'on nous accuse de nous vouloir exempter des charges qu'il vous plaist nous imposer. V druhé „Requête“ pokračuje se v podobném smyslu. —

*Complainte Apologique des Eglises de France* (z 1561), M. C. II., str. 288—319. Zde již vyskytují se výčitky králi. Str. 290: Nous vous (krále) voudrions aussi supplier et admonester (!) au nom de Dieu, qu'il vous plaise considérer un peu diligemment nostre fait, et ne nous estre davantage cruel (!) qu'aux plus criminels de ce royaume, contre lesquels l'ennemi n'est creu en tesmoignage: mais contre nous, vous leur permettez non seulement d'estre tesmoings: ains qui pis est les avez ordonnez nos Juges: chose certes non ouye entre les nations plus barbares ou cruellement sanguinaires. Sr. i str. 302: Le Roy n'est point sauvé par grosses armées et le puissant n'eschap-

pera point par sa grande force (!). Dále opět dokládají se svojí věrností a poslušností . . . nous qui sommes françois et nez souz vostre domination, ne dégénérons en rien de l'antique amour et obéissance qu'ont à tout jamais porté nos prédécesseurs à leur Prince: et n'eusmes jamais en pensée de faire chose contre vostre Royale Majesté, et n'avons, Dieu merci, si mal profité en la parole de Dieu, que ne sçachions qu'aux Princes (qui sont son image en terre) est deüe toute obeissance: voir mesmes quand il seroit tyran. . . . S. Paul commande, que toute ame soit sujette aux Puissances supérieures . . . Ale dále, mluvě o těch, kteří tvrdí, že protestanti nedbají nařízení královských a shromažďují se k schůzím (nábož.), praví autor (str. 303): Qui seroit vouloir vous induire, Sire, à tyrannie et cruelle haine contre l'honneur de Dieu, en vous voulant persuader qu'il faut prohiber les assemblées qui se font à la louange de Dieu, purement et simplement, sans autre entreprise. A opětná výhrůžka králi, neponechá-li svobody náboženské (str. 314—5): Ce que si ne faictes, Dieu qui a dit que celui qui touche ses enfans, touche la prune de ses yeux, revengera à main forte le sang des innocens . . . Srovn. i str. 318.

*Remonstrance en forme de Lettre missive à très illustre et debonnaire Prince Antoine de Bourbon, Roy de Navarre*, M. C. II. (asi 1561), V. str. 322: . . . de demourer en la subjection et obéissance du Roy vostre souverain Seigneur . . . sans sédition ne trouble aucun. V podobném duchu: *La Requête présentée au Roy le II Juing 1561 par les Députez des Eglises esparses parmi le Royaume de France*, M. C. II., str.: str. 370—2 (zvláště ku konci str. 372). — Podobně i *Remonstrance en forme de Requête à la Royne-Mere du Roy, et au Roy de Navarre*, M. C. II. (str. 424—433). Na př. str. 424: . . . Vous savez que les Rois sont ordonnez de Dieu pour gouverner, régir et faire vivre leurs sujets, selon son Commandement . . . Dieu a pareillement commandé aux subjects d'obéir à leur Roy. Ale i napomenutí králi srovn. str. 428.

Protest proti podezření ze vzpoury v: *Rémonstrance à tous Estats par laquelle est en brief démontré la Foy et innocence des vrais chrestiens*, M. C. II. (str. 469—488); srv. str. 480, ale též i důrazné tvrzení, že král nemá moci nad vnitřním přesvědčením člověka. (Str. 483:) Mais les misérables ne cognoissent ou ne veulent cognoistre que le Roy n'a aucune autorité sur nos ames: luy-mesme est tenu et sujet d'obéir à Dieu . . . Dieu s'est réservé de commander sur les consciences . . . Il faut bien que nous soyons subjects aux Princes en ce qui n'est contre l'honneur de Dieu (!) . . . Mais il faut tousjours que Dieu marche devant. Sr. též str. 484, kde naráží autor na krále tyranu (!). Poslušnost králi v: *Copie de la Requête présentée au Roy très chrestien, par les Députez de ceulx de la nouvelle Religion, pour avoir des Temples* (1560 neb 1561), M. C. II. (Str. 575 a d.) Str. 575: Sire, le grand bénéfice de nostre Dieu qui vous a constitué chef et Roy de ceste . . . monarchie de France. Král nazýván na str. 576: vray lieutenant de Dieu. — Stesky na chování se Guisů pokračují. Sr.: *Déclaration faicte par Mons. le Prince de Condé, pour monstrier les raisons qui l'ont contraint d'entreprendre*

*la défense de l'autorité du Roy, du Gouvernement, de la Roynne, et du repos de ce royaume.* M. C. III. (Str. 222—235 z r. 1562.) Sr. str. 228, kde Guisům vyčítáno, že porušili autoritu královskou. Str. 230: l'indigne captivité en laquelle ils détiennent Sa Majesté. Autor hlásá poslušnost králi a touží vymaniti jej z neblahého zajetí Guisů. Sr. str. 232, 233. Str. 234 . . . luy rendre l'obéissance telle que doyyent les subjects à leur Roy et Souverain Seigneur. — Podobně druhá deklarace Condé-ho (sr. v: Bibl. nat., Lb. 33, č. 70). — Docela v stejném smyslu vyznívá i: *Traité d'association faicte par Monseigneur le Prince de Condé, avec les Princes, Chevaliers de l'ordre etc. . .*, M. C. III. (Str. 258—262.) Z r. 1562. Sr. i veršovanou *Rémonstrance aux fidèles de persévérer en leur sainte entreprise*, M. C. III. (Str. 266—9.) Z roku 1563.) Srovn. str. 267 . . .

Les arres nous avions de la gloire éternelle,  
Délivrant vaillamment nostre chere patrie  
d'oppression cruelle et forte tyrannie,  
Nostre Roy de prison, nous mesme de servage.

Oddanost králi a chápaní se zbraní v jeho prospěch hlásá: *Response des Habitans de la Ville de Rouen*, M. C. III. (Str. 302-5.) Z r. 1562. Sr. s. 302: Les dicts Habitans supplient humblement au Roy . . . tenir pour véritable ce qu'ils ont jà déclaré: c'est à scavoir, qu'ils ont pris les armes pour le service du Roy seulement . . . Str. 303: protestans iceux habitans de porter au Roy telle fidélité et obéissance que doivent à Sa Majesté ses très humbles, très loyaux . . . subjects. Král nazývá: Roy leur Prince naturel et Souverain. Ale ke konci (s. 304) opět vyskýtá se vyhrůžka: Ježto král nemá dosti moci „de faire garder et entretenir ses edicts“ . . ., jest nebezpečí, že: il pourra advenir sedition. — V prospěch krále a proti Guisům jsou namířeny i: *Rémonstrance envoyée au Roy, par les habitans de la Ville de Mans*, M. C. III. (Str. 350—4.) Z r. 1563. — Rovněž *Remonstrance au Roy, sur le faict des Idoles abbatues et déjettées hors des Temples etc. . .* M. C. III. (z téhož roku). Sr. s. 355: Dieu tout puissant lequel vous a constitué Roy en vos jeunes ans sur le peuple de France. Sr. 361: qui estes nostre Roy et Souverain Seigneur. — Podobně v: *Advertissement à la Roynne Mere du Roy, touchant les misères du Royaume, au temps présent et de la conspiration des ennemis de Sa Maiesté*, M. C. III., str. 364—371. (Z r. 1562.) Sr. str. 365: l'obéissance et subjection que je doy à mon Roy . . . — *Sommaire Déclaration et Confession de Foy, faicte par Monseigneur le Prince de Condé, contre les calomnies et impostures des ennemis de Dieu, du Roy et de luy*, M. C. III. (Z r. 1562.) Sr. str. 525: Nostre Roy, Prince naturel et souverain Seigneur. — *Remonstrance de Monseigneur le Prince de Condé et ses asosciez, à la Roynne, sur le jugement de rébellion donné contre eux par leurs ennemis*, M. C. III. (Str. 583 a d.) Z r. 1562. Str. 583: . . . la violence et tyrannie des Sieurs de Guyse. Zbraně chopili se protestanté jen k ochraně a prospěchu krále a vlasti. —

V *Lettre adressée de Rome à la Roynne Mere du Roy etc.*, M. C., IV. na str. 444 mluví se o Guisech co o: une race tyrannique et bastarde. Na str. 447: Chvála Poltrot, vraha vévody z Guisů: Certainement le fait de

Poltrot n'est du tout dissemblable de celui de Moyses (!) . . . La vraye Justice donc estoit es mains de Poltrot. Na str. 472: (Po uznání moci královské) praví se dále: Mais cependant qu'ils n'oublent qu'ils sont en ce lieu éminent constituez pour estre Peres du Pays, Pasteurs du Peuple, gardiens de paix, protecteurs de Justice. Ovšem na téže stránce praví se dále: Il est vrai que le sujet ne doit outrager l'autorité de son supérieur, laquelle luy doit estre pleine de Majesté combien qu'il en abuse (!) . . . car le sujet n'a mandement que d'obéir ou de souffrir et non pas de s'eslever contre son Prince. — Sr. dále: *Exhortation chrestienne au Roy de France, Charles Neuwiesme*, Bibl. nat., Lb. 33, č. 8 (z r. 1560?): Nous voz tres humbles serviteurs et tres obeissants subietz . . . Or Sire, vous estes Roy, voire du plus excellent royaume de la chrestienté et du plus paisible et obeissant peuple . . . l'apostre-dict que les puissances sont ordonneez de Dieu. Et certainement qui est . . . exercité en la lecture de la sainte escripture, n'ignore point comment à la requeste du peuple d'Israel Dieu esleut et feit oindre par Samuel Saul . . . Potirá se vzpoura proti králi. A dále: Mesmement les Roys payens ont-cogneu et confessé tenir leurs royaumes de Dieu. — Sr. dále *Harangue des ministres de la Parole de Dieu* (faite en l'assemblée de Poissi) z r. 1561, Bibl. nat. Lb. 33, č. 32. Duch loyalty: . . . en la presence du Roy que tu (Dieu) as establi sur eux. Přejí si: . . . que nous puissions et de coeur et de bouche mettre en avant chose qui puisse servir à l'honneur et gloire de ton saint nom, à la prosperité et grandeur de nostre Roy . . . Dále: Sire, c'est un heur bien grand à un fidele et affectionné suiet, de voir la face de son Prince, d'autant que icelle representant comme la Maiesté de Dieu visible, faire ne se peut qu'il n'en soit grandement esmeu, pour considerer le devoir de l'obeissance et suietion qu'il luy doit. Jako Luther a jiní vystupují rovněž proti podvratným snahám anabaptistů. A dále . . . il s'en trouve encores qui pensent que la doctrine dont nous faisons profession, détourne les hommes de la suietion qu'ils doyyent à leurs Roys et superieurs . . . Il est bien vray que nous enseignons que la premiere et principale obeissance est deüe à nostre Dieu, . . . mais, au reste, si noz escrits ne sont suffisans pour nous purger d'un tel crime à nous imposé, nous alleguerons, Sire, l'exemple de tant de seigneuries et principautez et mesme des Royaumes reformez selon cette mesme doctrine, lesquels . . . nous pourront servir de bons tesmoigneages pour nostre decharge. — V podobně duchu: *Remonstrance a la Roynne Mere du Roi, par ceux qui son persecutez pour la parole de Dieu* (z r. 1561), Bibl. nat., Lb. 33, č. 18. Sr. str. 4: Et affin que la calumnie et temerité de quelques esprits indicsrets, qui disent que nous nous bandons contre le Roy et contre le Magistrat, ne nous reculent de Vostre bonne grace . . . nous vous supplions tres humblement (s. 5) . . . vouloir croire, que ceux qui la (totiž tuto remonstranci) vous presentent sont ennemis capitaux de toute maniere de sedition . . . protestent devant Dieu, qu'ils ne voudroyent en rien qui soit estre rebelles, ny desobeissans aux Edicts et Ordonnances du Roy: Ains le recognoissent comme ministre et lieutenant de Dieu . . . — Proti znásilňování svědomí

obrací se: *Conseil à la France desolée* (z r. 1562), Bibl. nat., Lb. 33, č. 54. Proti sverepostem Guisů: *La destruction et saccagement exercé cruellement par le duc de Guise et sa cohorte en la ville de Vassy* (z r. 1562), Bibl. nat. Lb. 33, č. 60. Proti jich machinacím: *Discours sur la liberté ou captivité du Roy* (z r. 1562), Bibl. nat., Lb. 33, č. 83. T. Beza píše proti kardinálovi „une *Harangue en Vers*“, M. C. VI., p. 116, a rovněž Régnier de la Planche v koušavých pamfletech bičuje jich život i politiku, na př.: *Réponse à l'épître de Charles de Vaudémont, Livre des marchands, Légende de Charles de Lorraine* (Sr. M. C., VI.). Sr. též: *Pamphlets pour et contre Guise* (pozdějšího data, vyd. 1565), Bibl. nat., Lb. 33 č. 170.

<sup>22)</sup> O svrchu líčených událostech srovn.: *Lavisse*, o. c. sv. 6, str. 29 a dále, str. 79, 93 a d., 113 a d.; *Méaly*, o. c. str. 106, 107, 108. — O událostech noci Sv. Bartolomějské a době bezprostředně předchozí: *Lavisse*, o. c. str. 114 a d., *Weill*, o. c. str. 78 a dále.

<sup>23)</sup> Sr. *Sentences redoutables et arrests rigoureux du Jugement de Dieu, à l'encontre de l'impieété des Tyrans* etc. (z r. 1563), M. C. V., str. 56—65. Srovn. na př.: Str. 57: Raconteray-je depuis Nimrot . . . la fin calamiteuse de tant de Princes, qui ont exercé tyrannie? Zde tedy již zřejmá narážka na tyranovraždu.

Str. 60: Quel fruit peut il onques percevoir de tyrannie si non d'estre chassé hors des murs de la ville et déjetté de son royaume? Na str. 63: Uvedena distinkce mezi pravým králem a tyranem. Uznává autor tu sice moc vladařskou (je confesse bien que les rois et les princes sont souverains dessus les hommes; que leur droit est d'avoir pouvoir sur les fils et les filles, sur les terres et biens de leurs sujets; mais quand ils perdent l'amour qu'ils leur doivent et qu'ils abusent de leur autorité, Aristote disait qu'ils ne sont plus rois, mais tirans. A dále praví: Les rois sont auteurs de justice et escrivent les Loix, qu'ils posent sur le peuple; mais quand ils renient justice et désobeissent aux loix, ils font chose indigne de leur royale majesté: car comme le peuple d'une sorte est obligé au roy, aussi le roy d'une autre sorte est obligé au peuple. Zde tedy jest již narážka na základní právní poměr mezi králem a národem: smlouvu. — V jiné publikaci: „*Epistre au Roy, sur le Faict de la Religion*“ (z r. 1564), Bibl. nat., Lb. 33, č. 149 obsažen plaidoyer v prospěch svobody svědomí a veřejného kultu (sr. str. 13), ale vyčítá se i králi (str. 20): le traitement inegal de (voz) subiects . . . il est certain qu'il n'y a rien tant pernicieux en toute administration politique, que l'inegal traitement de ceux qui sont constitués sous elle . . . Základem státu jest náboženství. Nemůže-li kult veřejně býti konán, ochabuje poslušnost poddaných k obci a králi. (Sr. str. 21.) — Nářek na zločiny a bezpráví páchaná na protestantech i po vydání ediktu pacifikačního obsahuje: *Doleance faite au Roy sur l'impunité des meurtres et oppressions* (r. z 1564), Bibl. nation., Lb. 33, č. 148 a: *Remonstrance envoyée au Roy par la noblesse de la Religion reformée du país et Comté du Maine* (z r. 1564), Bibl. nat., Lb. 33, č. 151. Sr. str. 50: . . . Il n'y a toutesfois si bon naturel d'homme ny esprit tant paisible qui par ordinaires pertes

et excès, ne se destourne de son humanité accoustumée . . . — Proti Guisům namířen: *Bref discours et véritable des principales coniuurations de ceux de la maison de Guise, contre le Roy et son Royaume, les Princes de son sang et les Estats* (z r. 1565), Bibl. nat., Lb. 33, č. 165. Srovn.: Que le dessein de ceux de la maison de Guise ait tousiours esté de semer troubles sur troubles dedans ce royaume, pour bastir l'edifice de leur tyrannie de ses ruines . . . Mluvě o nich dále, praví . . . la fureur de ces bestes sauvages et estrangeres. — Léta 1567 a 1568 vykazují opět hojnější publikace protestantské. Srovn. na př. zajímavý — pro vývoj jich politické theorie — spis: *Discours par Dialogue sur l'Edict de la revocation de la paix* (z r. 1568, nově vytištěn. 1569), Bibl. nat., Lb. 33, č. 242 bis. Srovn. na př.: Et véritablement quand les Empereurs, Rois et Princes veulent montrer que tout leur est licite sans discretion . . . lors ils sentent ceque le peuple au contraire se permet, et se fait licite contre un mauvais et tyrannique prince: Tedy zde výmluvný protest proti tyranii. Králové mají zachovávat: la foy promise (!) à leurs subjects . . . et faulser la foy à ses subjects, avec lesquels ils se lient par obligation naturelle et réciproque (!), c'est defaillir de roy, pour decliner en tyrannie . . . Základy státu jsou: la crainte de Dieu et la foy, dont procede la iustice, laquelle établit le throsne des rois . . . Distinkce mezi králem a královstvím: nous travaillons pour entretenir ce royaume en sa grandeur. Reakce proti divinísaci krále: Il est certain que un roy pour estre roy, soit par election ou succession . . . ne despouille l'humanité pour estre metamorphosé . . . en un Dieu immortel. Prohřeši-li se králové: n'est il pas licite de faire remonstrances et plaintes en toute modestie, soit en particulier, soit en assemblée d'estats comme il s'est toujours practiqué en la France, a dále broje proti absolutismu praví: les rois n'ont mesmes levé tailles et autres tributz et impostz en la France, sans le consentement du peuple, qui est argument que la monarchie française est composee d'aristocratie et du populaire estat. Tedy zde již jasně vytknuto ústavně-právní postaveuí gener. stavů, a pojmání státu francouzského co t. zv. formy smíšené. Jinde autor odporuje tvrzení, že by majetek poddaných náležel králi, a rovněž prôtestuje proti neobmezenému jeho právu na život poddaných — ve jménu práva přirozeného. Poddaný může odporovati králi a s ním i se smlouvati. Gener. stavy jsou mu: le corps mystic (království) et le roy le chef organique d'un tel corps . . . Všude v díle citováno mnoho příkladů z historie biblické, římské, německé i francouzské. Jest zde tedy již směr, který později došel pregnantního výrazu v Hotmanově Frankogallii, totiž snaha prokázati, že ústava francouzská, tak jak jest ideálem těchto politiků, existovala odedávna ve Francii. Jinde praví se, že král, který jednu část svých poddaných miluje, druhou však utiskuje, ztrácí „obéissance“ těchto.

Zdrželi jsme se déle u tohoto spisu, ježto v něm obsaženy jsou již všechny základní myšlénky, jež rozvinuty a propracovány po noci Sv. Bartolomějské. —

Že aristokratické živly byly mezi protestanty silně zastoupeny — což pak nemohlo zůstatí bez vlivu na jich pojetí ústavy říše — vidno z: *Re-*

*sponse a une lettre écrite a Compiègne . . . touchant le mescontentement de la noblesse de France* (z r. 1567), Bibl. nat., Lb. 33, č. 192. — Význam gener. stavů v organismu říše rozbrán v spisku: *De la nécessité d'assembler les Estats* (z r. 1567), Bibl. nat., Lb. 33, č. 186. Srov.: Doncques . . . y a il Roy ni Seigneur sur terre, qui ait pouvoir, outre son domaine, de mettre un denier sur ses sujets, sans ottroy et consentement de ceux qui le doivent payer, sinon par tyrannie ou violence? Chvála ústavy anglické. Dále: Brief, s'il y a crierie publique, sous quelque couleur que ce soit, où peut elle estre mieux ouie qu'en assemblee generale? Car combien que le Roy soit seul authour de la Loy et qu'à luy seul appartienne de commander: toutesfois ce qu'il ordonne en telles assemblees, a plus de force. Zvyk svolávati stavy ve Francii prý pradávny, právě jako i v cizích říších. Vidno tedy, že v tomto spisu vindikuje se gener. stavům přesně kompetence pouze ve věcech berních, a contr. obsáhlé, zákonodárné kompetence, již jim udílí pozdější protest. literatura. — Podobného rázu jako nahoře uvedená „Response a une lettre etc.“ jest i: *Lettre missive d'un gentilhomme a un sien compaignon etc.* (z 1567). Bibl. nat., Lb. 33, č. 191. — Jiný plaidoyer v prospěch svolání gener. stavů obsahuje *Mémoires des occasions de la guerre, appelee Le Bien-public, rapportee à l'estat de la guerre presente* (z. 1567), Bibl. nat., Lb. 33, č. 196. — Desiderata a stesky protestantské obsahuje i sbírka, obsahující 11 kusů, vydaná pod titulem: *Les Requestes, protestations, remonstrances et advertissemens, faits par Mousaigneur le Prince de Condé et autres de sa suite* (z r. 1567), Bibl. nat., Lb. 33, č. 206, Srovn. sub č. 1: L'on s'estoit tousiours bien apperçu de la mauvaise volonté qu'on portait à la cour aux Huguenots, mais ce n'estoit que rozes au pris de ce qui s'est descouvert depuis l'arrivee du cardinal de l'Orraine et des siens à la cour . . . Il eust mieux vullu chasser ceste peste . . . V č. 7. ujišťuje se sice král věrností poddaných, ale dále se praví: pour bien estre obey il faut scavoir bien commander, et pour estre bien suivy, il faut scavoir bien mener et guider . . . Dále: Byli sice národové bez krále, ne však naopak: de quoy s'ensuit que le roy est establi pour le bien de sou peuple seulement et non le peuple pour celuy du roy . . . ce nest ny cestui ni cestui la qui le fait estre roy, mais le consentement universel de tout son peuple (!). Contre lequel ou grande partie d'iceluy, si le Prince est si mal advisé et conseillé de se vouloir armer . . . que reste il si non de s'armer contre ceux qui luy donnent si pernicieux conseil? Tedy zde již jasně vytčen princip lidové suverenity. I v ostatních částech obsaženy žaloby na Guisy a akcentování užitečnosti gener. stavů. —

V jiném spisu: *Contrepoison a l'advertissement* (z r. 1568), Bibl. nat., Lb. 33, č. 230 protestuje se znovu proti těm, již zmocnili se osoby královny. Bouří-li se protestanti, činí tak, aby osvobodili krále, a taková „sédition“ jest ovšem svatá (saincte). A jinde: Quelle impudence est celle, là de nous vouloir, reprocher aucun desir de remuement en l'Estat politique . . . nous n'avons changé ny de volonté, ny de noz premiers propos, contenans que nous voulions rendre obeissance à noz superieurs . . . Ovšem úkol krále: Car le roy demeurant veritablement roy est establi pour le bien universel de

tout son peuple, qui luy est suiet, comme le roy aussi est suiet au bien et à la defense de son dit peuple. Království jest: personne publique . . . laquelle personne le Roy soustient, contient et represente. Jinak však označují se protestanti co: tres humbles et tres obeissans sujets de nostre roy, qui n'avons iamais en autre intention, que d'exterminer ses ennemis, pour le faire regner heureusement, selon les loix et observances anciennes de ce royaume (!) . . . auparavant que les seductions de tels depravateurs ne le precipitent es dangers encouruz par tous princes, qui se sont departiz de l'amour de leur peuple. — Sr. dále: *Déclaration et Protestation de ceux de la Religion reformee de la Rochelle etc.* (nově tisk. 1568), Bibl. nat., Lb. 33, č. 226 a 227: Vše naše podnikání: pour le service de Dieu et du Roy et conservation de son estat. Účelem jich (kromě ochrany náboženství a moci královské): maintenir les estats de ce royaume en leur degré autorité et franchise. Sr.: Toute puissance est d'en haut, quand ils bataillent et se bandent contre Dieu et son Eglise, ils ne sont plus vrais Rois, mais personnes privees, ausquels il ne faut obeir (!) pour ce regard . . . Šlechta francouzská jest: la principale colonne et pilier de ce grand edifice, et comme les rayons de la splendeur royale . . . O gener. stavech se praví: L'autorité des estats laquelle a esté si grande de tout temps que nos rois deffunts n'ont trouvé à avoir recours qu' à iceux en cas de grandes necessitez et desolation . . . Podobný duch jeví se i v druhé deklaraci: král jest: une vive image de iustice et pieté . . . une loy parlante. Na konec praví: Au reste, nous declarons, iurons et protestons que nous n'avons iamais en et n'avons encores autre volonté et intention que de vivre et mourir en l'obeissance et suiectiion de la triomphante et invincible Couronne de France . . . — Obviňování Guisů, ujišťování věrností krále a tvrzení, že zbraní chopili se jen k jeho ochraně, tvoří předmět i těchto tří publikací: *Sommaire discours sur la rupture et infraction de la Paix et sur les moyens que tient le cardinal de Lorraine, pour subvertir l'estat de la France et en investir l'Espagnol* (nově tišt. r. 1568), Bibl. nat. Lb. 33, č. 243. Sr. str. 22, kde se vytýká kardinálovi, že zradil na koncilu Tridentském práva a přednosti krále francouzského, dává přednost králi španělskému a dále: . . . Et encores dernièrement a il pas voulu contraindre monsieur le chancelier de bailler attache à la Bulle . . . et d'en accorder la publication, qui deroge entierelement aux privileges, libertez et franchises de l'Eglise gallicane (!) et à la grandeur de nostre Roy, comme s'il n'estoit pas souverain en son Royaume et qu'il recogneust quelque autre autorité, qu'il ne puisse sans congé et permission vendre, aliener et disposer, selon l'exigence de ses affaires, de tout ce qui est en son royaume? . . . — *Remonstrance au Roy par Monsieur l'Admiral sur les calamitez advenues depuis l'Edict de la Paix* (z r. 1568), Bibl. nat., Lb. 33, č. 241 a: *Discours au vray des conseils et moyens qu'on a tenuz pour exterminer la pure doctrine de l'Evangile hors ce royaume et des rustes et necessaires occasions pour lesquelles ceux de la Religion ont esté contraincts prendre les armes* (z r. 1568), Bibl. nat., Lb. 33, č. 195: Srovn.: . . . l'astuce et malice de cest esprit ambitieux et turbulent du cardinal de

Lorraine et autres ses adherans, qui n'ont jamais cessé d'excogiter tous moyens et artifices pour rendre la cause des dits de la Religion odieuse à tout le monde . . . Ač protestanté byli zde po všechny časy pronásledováni „toutesfois on a veu qu'ils ont supporté et enduré avec une patience incroyable tous ces maux et misères, et mieux aymé la plus part abandonner leurs biens et facultez . . . que d'estre veuz s'esloigner tant peu que ce soit du respect, honneur, obeissance et subiection naturelle qu'ils doyvent à sa maiesté ou de donner quelque occasion de trouble et sedition. Et toutesfois on ne craint point de les nommer rebelles et seditieux . . . A dále: Que diray-ie aussi des oppositions qui ont esté tenues publiquement aux escolles de Sorbonne qu'il estoit licite de se retirer de l'obeissance d'un prince qui se seroit retiré . . . de l'Eglise catholique . . . Ce qui est neantmoins directement contraire à la pure parolle de Dieu. — Protestanté chápalí se zbrání jen v sebeobraně. O šlechtě praví se, že jest le plus beau fleurou de ceste couronne. — Srovn. ještě: *Articles des plaintes et doleances du peuple, sur lesquelles est fondée l'occasion de la guerre presente* (z r. 1567), Bibl. nat., Lb. 33, č. 194. — *Brief discours sur les moyens que tient le cardinal de l'Orvaine, pour empescher l'establissement de la Paix, et ramener les troubles en France.* (Z r. 1568, nově tišt.) — Po létech 1568—9 politická literatura ochaňuje — přirozeně, ježto, jak nahoře řečeno, i v životě politickém nastalo jakési příměří mezi oběma stranami.

<sup>24)</sup> Weill, o. c. str. 81. —

<sup>25)</sup> K politickým dějinám tohoto třetího období srovn. hlavně: *Lavisse*, o. c. 61, str. 114 a dále, str. 140 a dále, str. 163 a dále.

<sup>26)</sup> *Lavisse*, o. c. 61, str. 163 a dále.

<sup>26)</sup> Sr. o díle tomto též: *Méaly*, o. c. str. 140, 141.

<sup>27)</sup> Sr. str. 3: *Tantum enim dedecus, tantaque genti Gallicae iniusta infamia est, ut plerosque patriae iam suae pudeat, duabus foedissimis maculis inquinatae, perfidia et crudelitate, quarum ultra maior fuerit, dici vix potest.*

Str. 47: *At idem rex potentissimus et gentium omnium consensu Christianissimus vulgo dictus . . .* Str. 49: Karel IX. řadí proti svým poddaným: *in suos cives, non tam potestati (!) quam fidei suae commissos. —* Str. 50: *Disputabant praeterea, quam fidem Vassallus domino debeat, eandem hunc illi debere quibus de causis et quas ob felonias Vassallus feudum amittit, iisdem de caussis dominum ius suum Vassallitium amittere. K tomu ještě str. 51: . . . Reges quidem ius vitae et necis in suos cives habere, sed non nisi causa cognita . . .*

<sup>2)</sup> V předmluvě: *rude et barbare traitement que les François souffrent sous la tyrannie de ceux de Valoys' . . .* Str. 37: *le Roy a esté persuadé par la doctrine de Machiavelli, qu'il ne faut pas qu'il souffre en son Royaume autre religion que celle sur laquelle son estat a esté fondé.*

Str. 88—9 *Envoye ton ange Seigneur, l'ange que tu envoyas contre ce Sennacherib, ou suscite une Judith contre cest Holoferne . . .* Str. 90: *Chasse-le plus tost . . . arriere des hommes, son habitation soit avec les*

*bestes des champs. Sr. též s. 128 a passim. Str. 143: (až se zlíbí Bohu) . . . susciter un prince voisin qui soit manifesté (par sa vertu et marques insignes) estre liberateur de ce poure peuple affligé. — Str. 156 (nová organisace). —*

Str. 14: *un Parlement (anglais) duquel l'autorité et si grande . . .* Str. 76: *la puissance de quelque magistrat et prince que ce soit est enclose dans certaines limites et barrieres, hors desquelles le prince ne doit sortir, ny le suiet, s'il les outrepare, luy obeir. Str. 77: Poddaní neposlouchají, káže-li král: „choses prophanes ou iniques“.*

Str. 80: . . . *Qu'on ne pense pas aussi que ie veuille porter le party des seditieux, pourtant, si ie viens affermer que les suiets sont tenus de resister par armes, si le besoin est . . .* Str. 75: *Je dy d'avantage avec l'ancien peuple Romain: que d'entre tous les actes genereux, le plus illustre . . . est d'occire le tyran. —*

Str. 80: *Il y a une mutuelle et reciproque necessitude et obligation d'entre le magistrat et les suiets: comme il est aisé à cognoistre, s'on considere l'origine, la cause et la fin de l'institution des magistrats.*

Cela est bien certain que les magistrats ont été créés aux peuples (a ne naopak) . . . Str. 81: . . . *C'est donc le peuple qui a creé le magistrat . . . qui a, dis je, creé les premiers magistrats d'un commun consentement, pour la necessité qu'il se sentoit avoir pour sa conservation . . . Aucuns peuples ont creé des princes sur eux . . . tellement toutesfois qu'il demouroit tousiours par devers le peuple une bonne portion de la puissance et autorité. Str. 82: . . . au contraire, tousiours le peuple en se soumettant au magistrat, la aussi lié et comme attaché à certaines loix et conditions. Str. 83: Nous trouverons qu'il n'y en a point d'autre que le salut du peuple. Str. 89: la prescription contre les droits du peuple est invalide. Str. 85: . . . Mais devant toute oeuvre, il faut entendre que les suiets ne sont pas d'une mesme condition. Car les uns sont simplement suiets privez. Str. 91: Quant à nos poures freres de la Rochelle, s'estans autrefois distraits de la suietion des Anglais, ils se soumirent au roy de France sous certaines conditions. Str. 92: Toutes les autres villes de la France pareillement sont soumises, sous des conditions et avec speciaux privileges qu'on leur a iuré et promis. — Srovn. též: *Gierke*, o. c. str. 228 a d.*

<sup>29)</sup> Sr. o všem: *Lavisse*, o. c. 52, str. 251—322.

<sup>30)</sup> *A. Thierry*: *Considérations sur l'histoire de France* (v jeho: *Récits des temps mérov.*, 2 díly), 1. díl, kap. 1., str. 20—30 (str. 23).

<sup>31)</sup> Str. 7—8: *In illis porro regnis . . . illud observatione dignum neque leviter praetereundum videtur: primum quod hereditaria non erant, sed a populo propter iusticiae opinionem deferebantur; deinde quod reges non infinitum, solum et effrenatum imperium habebant: sed certis legibus . . . circumscriptum . . . ut fere illa regna nihil aliud nisi magistratus perpetui viderentur . . . Regalis dominatus, si sine freno relinquatur, . . . Str. 9: facillime in tyrannidem delabitur. Sr. též str. 17—24. Str. 37: . . . Itaque reges semper Franci habuerunt . . . et cum sibi reges constituerunt non ty-*

rannos aut carnifices, sed libertatis suae custodes... Str. 52:.... Reges Francogalliae populi potius iudicio ac studio, quam hereditario iure constitutos fuisse. Sr. str. 54—55. Str. 58: (nam) cum penes populi comitia et publicum gentis concilium non modo deferendi, verum etiam adimendi regni summa potestas esset... Sr. i str. 65—71. Str. 78:.... Huius enim Regni status is fuit, quem philosophi veteres, in his Plato et Aristoteles, quos Polybius imitatus est, optimum ac praestantissimum iudicarunt: Nimirum qui e tribus generibus regali, optimo et populari mixtus ac temperatus esset: quam reipublicae formam Cicero... unam ex omnibus comprobavit... Str. 80—81: Nam quod regna quaedam unius regis arbitrio ac mutu gubernantur... rectissime Aristoteles (lib. Polit. 3) animadvertit non hominum liberorum... sed pecudum potius... eam gubernationem esse. — O rozsáhlé kompetenci stavovských shromáždění viz: Str. 93, též: Str. 128—129. — Str. 142: Etsi omnes molestiae semper seditiones sunt, iustas tamen esse nonnullas et prope necessarias; eas vero iustissimas maximeque necessarias videri, cum populus tyranni saevitia oppressus, auxilium a legitimo civium conventu implorat. Str. 145: (Cituje Commynes-a): Quare... ecquis est in orbe terrarum rex, aut princeps, cui ius sit tributum unius ternucii subiectis suis sine ipsorum consensu et voluntate imponere? Nisi violentia et tyrannide uti velit. — Sr. str. 161—174. —

<sup>32)</sup> Str. 173: Quant à l'autre partie de l'accusation... de rebellion, par la definition d'icelle lon conoistra que l'argument est faux. Parce que rebellion n'est pas la contravention d'un ne de deux edits... Mais celuy est rebelle et coupable de leze-Majesté... qui vent couronner un autre roy que celuy que Dieu luy a ordonné, ou qui veut oster toute domination et principauté etc... les edits de la majorité du roy les ont peu armer, afin que... ils luy (králi) peussent conserver des suiets alencontre de la violence de ceux qui faisoient contre les edits de pacification... la loy de nature et des gens nous arme. Or est il que l'Escriture ne nous baille aucun commandement contre la loy de nature. Sr. též: str. 174.

Sr. str. 175: Que s'il advenoit que les superieurs violassent tout droict de nature et des gens, et tous privileges... donnees par les ancestres, lors les loix civiles permettent d'user d'opposition bonnes... Nous confessons donc avec saint Augustin: Nobis bellum non esse bonae voluntatis ut pax, sed necessitatis... Saint Paul nous advertit qu'il ne faut point craindre le magistrat pour bonnes oeuvres etc... Nous ne voulons point (str. 176) oublier que nous faisons difference entre le roy et la couronne... souvent on est contraint de prendre les armes contre le roy... mais de là ne s'ensuit pas que lon veuille resister à l'Etat. —

<sup>33)</sup> Str. 180: Et pour ce faire est requis noter que tout magistrat est personne esleüe de Dieu... Tout magistrat souverain et subalterne est puissance. Il est donc ordonné de Dieu. Str. 181:... Et pour le reste sont (vyšší i nižší úřady) esgaux chascun en l'execution de sa charge... Que si l'un d'eux vient à faillir, l'autre ne s'escarte de son office... Ces choses-bien considerees de nous, il appert que le magistrat subalterne et inferieur

non seulement ne doit consentir... à la corruption et iniustice de son sous verain: mais là ou les moyens luy defaudroyent d'y pouvoir resister, plus tost doit quitter son estat... Viz též str. 183. —

<sup>34)</sup> Dílo přeloženo i do latiny (vydání latinské z r. 1578). *Treumann*, o. c. str. 12, uvádí vydání francouzské teprve z r. 1576 — mylně.

<sup>35)</sup> Sr. *Méalý*, o. c. str. 203 a d.

<sup>36)</sup> Str. 350: Il n'y a autre volonté que celle d'un seul Dieu qui soit perpetuelle et immuable, reigle de toute iustice. C'est donc luy seul auquel nous sommes tenus d'obeir sans aucune exception. Vlácům jen: pourven qu'ils ne commandent choses irréligieuses ou iniques.

Str. 350: Je di donc que l'autorité des magistrats quelques grands et puissants qu'ils soyent est limitee de deux bornes... assavoir Pieté et Charité. Přečročí-li je: Il vaut mieux obeir à Dieu qu'aux hommes. Str. 351: tous loyaux suiets doyyent bien sentir et presumer de leurs seigneurs et ne s'enquerir des choses douteuses trop curieusement... Si doncques ton magistrat te commande de faire ce que Dieu te defend... alors tu fais ton devoir refusant d'executer tel acte. Str. 352: Toute resistance du suiet contre son superieur n'est pas illicite ni seditieuse. Je di donc, que les peuples ne sont point issus des magistrats, ains que les peuples ausquels il a pleu de se laisser gouverner ou par un prince ou par quelques seigneurs choisis, sont plus anciens... et par consequent, que les peuples ne sont pas creez pour les magistrats: mais au contraire... Byť Bůh (jako v případě Saula) zvolil sám vladaře, přece chtěl: que le peuple outre cela le creast et acceptast pour roy. — Str. 353:... Mais je nie que pour tout cela il ne soit licite aux peuples oppressez d'une tyrannie toute manifeste, d'user de justes remedes conioints avec la repentance et les prieres. Str. 354: Et pourtant je ne puis trouver bonne l'opinion de ceux qui sans aucune distinction ny exception condamnent tous les tyrannicides... Sr. i dále na této stránce. La tyrannie des estrangers non advonez ni acceptez par le peuple. Objeví-li se takovýto tyrannus absque titulo: les particuliers s'adressent à leur magistrats legitimes: à fin que s'il est possible, l'ennemi public soit repoussé par publique auctorité et commun consentement. Que si le magistrat... ne fait son devoir, alors chacun particulier de tout son pouvoir s'efforce de maintenir l'estat legitime de sa patrie. —

L'iniuste usurpateur d'une domination peut devenir magistrat legitime et inviolable: y entrevenant le volontaire et droit consentement par lequel les legitimes magistrats sont creez.

Str. 355: Je respon qu'il y a trois sortes de suiets: car les uns sont personnes du tout privees et sans aucune charge d'estat: les autres sont magistrats aussi, mais au dessous du souverain, et par consequent subalternes ou inferieurs. Tiercement, il y en a d'autres, lesquels encore qu'ils n'ayent la puissance souveraine et ordinaire à manier, toutesfois sont ordonnez pour servir comme de bride et de frein au souverain magistrat. — Je dy que sans extraordinaire vocation... il n'est licite a aucun particulier d'opposer force à la force du tyran de son autorité privee... ne pouvant

l'obligation, qui a esté contractee par consentement commun et public, estre rompue et mise à néant, à l'appetit d'un particulier... (podřizení úřadové): Or faut-il entendre que tous ceux-cy, encore qu'ils soyent au dessous de leur souverain... toutesfois ne dependent proprement du souverain, mais de la souveraineté. Str. 357: Par cela il appert qu'il y a une mutuelle obligation entre un roy et les officiers d'un royaume: duquel royaume tout le gouvernement n'est pas mis entre les mains du roy, ains seulement le souverain degré de ce gouvernement... Mají tedy i nižší úřadové samostatně právo:... de s'opposer à l'oppression manifeste du royaume duquel ils ont juré la defence... C'est autre chose de s'opposer à un tyran que de le déposer. —

Str. 359 (Gener. stavu): Peuvent et doyvent les reprimer par toutes voyes... De là s'ensuit que la puissance des magistrats quelques grands et souverains qu'ils soyent, depend de celle du public qui les a esleus... Je nie... que les nations... n'ont créé ny accepté leurs roys qu'à certaines conditions, lesquelles estant... violees par eux, il s'ensuit que ceux qui ont eu puissance de leur bailler telle autorité, n'ont eu moins de puissance de les en priver.

Str. 362: Car il y avait un serment solennel par le quel le roy et le peuple s'obligeoyent à Dieu... et puis un autre serment mutuel entre le roy et le peuple... (le peuple = les Estats de ce peuple). Str. 363:... royaume d'Angleterre, le plus heureux qui soit aujourd'huy... Str. 366: Sur quoy ie laisse à disputer à tous jurisconsultes... si aucune prescription de long temps... peut avoir lieu... Sr. str. 367 (o smlouvě dle práva přirozeného). Str. 370 a d. (zásady práva lenního). —

Str. 374:... Et faut encores noter ce poinct qu'un prince excédant en cest endroit ou en quelque autre..., ne doit estre incontinent tenu pour tyran... ains la tyrannie emporte une malice confirmee avec un reversement d'Estat et des loix fondamentales...

37) Sr. str. 381: (Dle Cicerona, l. d. o.): et ce n'est point contre nature d'oster (si l'on peut) les commoditez à un tyran, puis que c'est chose bien seante de le tuer. De fait il faut racler du monde toute telle sorte de gens meschans et qui sont autant de pestes en la société humaine. —

38) Str. 401: Ceux qui imaginent que les gouverneurs des royaumes... sont eslevez si haut qu'ils n'ont à recevoir loy que de leur volonté. frustrent Dieu de son souverain empire... (Pravidla práva přirozeného.) Les autres sont universelles et perpetuelles et doyvent estre soigneusement gardées par tous roys et princes... Si donc quelque roy... en (totiž proti právu přiroz.) estoit... coupable... qu'il y soit contraint par toutes voyes raisonnables.

Str. 402: Je respon qu'il n'y eut jamais souveraineté telle d'un homme sur les autres, qu'il ait peu violer les loix de nature et des gens pour n'en estre suiet à la corection... de ceux qui l'ont établi sur eux. —

39) Sr. Ainsi pour regir et gouverner les hommes nostre Dieu... à eslu le prince qui a ie ne sçay quelle excellence sur les autres... le roy une

image de Dieu. De là a esté leur grande immense et lumineuse majesté, qui le rend tres venerable et tres illustre, et le separe du reste des hommes. Ovšem vlastností pravého krále jest: clemence, nikoli: une lasche cruauté (!) ... a dále: D'autant que c'est par clemence non par force sanguinaire que les royaumes se conservent. —

40) Str. 28: Car tout accez leur estoit denié envers leur roy: chose qui travaille et desespere le suiet et l'aliene de l'affection qu'il doit à son prince... Str. 30: ... Que neantmoins un bon et prudent roy doit le plus qu'il peut reduire sa domination sous une religion, et chercher soigneusement quelle est la vraye... pour donner cours à l'une et faire perdre l'usage de l'autre, mais par moyens doux et paisibles... Str. 31: ... nostre intention a tousiours esté de reconoistre nostre roy, comme puissance ordonnee de Dieu sur nous... —

41) Str. 35: Toutes nations pour asseurer et garentir leur pays de toute injustice se sont volontairement soubmis au gouvernement... Et au contraire se sont vitement opposez à ceux qui par violence et cruauté ont voulu ravir quelque autorité... Str. 36: ... ceux qui comme simples brebis s'exposent aujourdhuy à la boucherie et desloyauté d'aucuns qui se couvrent du nom du roy... Marc Aurele... disoit... que toutes esmeutes et guerres civiles apportent de grandes fascheries... toutesfois qu'aucunes sont iustes et très necessaires, quand les suiets foulez, et opprimez par la cruauté du tyran, implorent l'aide du peuple legitiment assemblé. Str. 39 (appel na šlechtu francouzskou). Str. 41: ... Doit on souffrir que le roy abuse de la... bonté de son peuple et qu'il puisse sans urgente necessité et accord des Estats prendre autre chose que son domaine et les devoirs accoustumez? Combien de fois pour les impositions nouvelles le peuple françois s'est il eslevé?

Str. 42: (praví k šlechtě franc.); Que si telles cruantez ont lieu... que se dira-il si non que vous estes fils bastards et illegitimes de ces anciens Gaulois, qui... ont resisté aux violences des roys... comme tuteurs et procureurs du peuple... Procurez que les loix anciennes obtinuent et recouvrent leur vigueur... et que par la convocation legitime des Estats on pourvoye... à une ruine prochaine... Qui a maintenu en leur grandeur les anciennes monarchies et republicues, sinon quand par une esgale balance le roy ou les nobles et le peuple dependent l'un de l'autre? Vliv Hotmana v práci této jest patrný. V. i str. 43. —

42) Str. 44: Or c'est un suiet vrayment scandaleux... de prescher ici ne sçay quelle patience sans avoir esgard aux moyens qu'il faut legitiment tenir, pour repousser une iniuste et oppression tyrannique. Str. 48: (mezi králem a poddanými): l'obligation est mutuelle. Str. 50: Il faut donc attribuer à Dieu l'origine de cest ordre et police, et non aux hommes, instruits par la necessité... et que le droit (jak někteří tvrdí) et les princes soyent ordonnez simplement par les peuples. Car c'est plus tost Dieu, qui ayant premierement dicté la forme, a depuis inspiré ceste sagesse aux hommes de conoistre que esgalité... n'eust peu estre gardee, si ceux

n'eussent esté creéz, qui par puissance . . . rendissent à chascun ce qui luy appartient . . .

Str. 50: Quel gouvernement est plus louable? Il n'y en a point de si louable que la monarchie . . . Et à dire vray il semble que Dieu l'ait pour plus recomandable, estant la figure du gouvernement eternel et image de la divine monarchie. Str. 51: Il me semble que et l'une et l'autre ne sont si louables que ceux qui sont par election et succession ensemble . . . Sr. též (v témž smyslu) str. 52. Sr. v tomto smyslu již výrok Ivona Chartres-kého: „Jure in regem est consecratus cui jure haereditario regnum competebat et quem communis consensus episcoporum et procerum jampridem ellegerat.“ Sr. u: Viollet-a, o. c., II., str. 48. — Str. 52: il y a difference entre une possession de domaine et une charge et office d'administration . . . magistrats qui ont esté creéz aux peuples, et non les peuples aux magistrats . . . Sr. str. 53. Str. 54: Nous avons loué les bons estats monarchiques par dessus tous autres, mais il nous y faut faire ceste restriction, que c'est le plus glissant aussi et duquel, quand il se change, il advient plus de maux. Car on est à la merci d'une beste farouche . . . Sr. str. 54, 55 a d.

Str. 57: . . . il n'y a empire infini, sinon un, qui est celuy de l'Eternel . . . Vládce pozemský má býti: une loy parlante. Str. 57: Homme particulier ne doit sinon souffrir, on fuir en desobeissant aux mauvais commandemens des magistrats. Str. 57: . . . les puissances inferieures. Telles puissances (str. 58) sont pour tenir les rois en bride: comme firent les ephores de Lacedemone. Str. 58: Le prince est suiet à la loy divine qui est escrite, et à celle de l'equité naturelle imprimee au coeur de tous hommes, et ses loix et édits qu'il donne n'en sont on n'en doiuent estre sinon les expositions. Sr. i str. 59. Str. 61: Il y a une loy . . . qui dit que l'obligation instituee du consentement des hommes ne vaut seulement par le droit que ils ont introduit, mais aussi par la raison naturelle. . . . Str. dále: str. 61, 63. Str. 66 (gener. stavy): . . . puissances publiques . . . legitiment . . . ordonnees, hors celle du prince. Str. 67: Il y a aussi des executeurs extraordinaires de la iustice de Dieu contre les tyrans usurpateurs . . .

Str. 67: Car il y a les puissances inferieures et deputez du peuple, auteurs des princes, qui les ayant faits les peuvent desfaire, et tels ne peuvent laisser par raison la principauté decliner à tyrannie, car ils trahiroient la patrie qui a constitué tels estats pour empescher la tyrannie. Si elle survient, c'est aux suiets particuliers de recourir humblement . . . au remede vers ceux là qui sont comme souverains magistrats par dessus le prince en cest endroit, quoy qu'ils soyent privez et au dessous pour un regard ordinaire. Str. 69: Les estats des peuples ont . . . chastié les tyrans. Str. 75 a dále (o tyranovražď): ie ne le voudrois pas conseiller. Str. 77: . . . pourtant ne faut il pas que les chrestiens hastent rien precipitamment et sans grande necessité au changement de l'Empire. —

<sup>43)</sup> *Baudrillart*, o. c. str. 66 zmiňuje se o něm zcela krátce. *Treumann* ho nezná. *Méalý* rovněž o něm mlčí. Co pak *Weill*, o. c. str. 97 uvádí co dílo samotatné (Le Traité dela Souveraineté), jest toliko částí díla nahoře uvedeného.

<sup>44)</sup> Str. 148: Toutes ces preeminences et superioritez . . . signifient la necessité de principauté pour avoir un ordre en toutes choses . . . Il faut donc conclure . . . que l'ordre pour la conduite des creatures-gist en ce qui se trouve en elles mesmes . . .

Str. 148: Pourtant me semble que ceux là s'abusent fort qui disent que aucune superiorité n'a esté en terre entre les hommes avant le peché. — Str. 152: Je suis bien d'accord que la puissance economique est la base et le fondement de toutes les puissances humaines . . . Elles different cependant . . . Str. 153: Mais ie nie, que ceste puissance civile nous soit donnee en l'ire de Dieu ne pour vengeance et malediction, ne mesme pour punition . . . Les princes donc sont donnez par grace de Dieu pour maintenir le monde par la iustice et non en l'ire de Dieu, ni pour luy servir de bourreaux. Les princes sont l'image de Dieu . . . le representans au gouvernement du monde. Str. 155: Ils (jiní autoři) disent plus, que Dieu seul donne les princes . . . et estans ainsi establis il n'appartient qu'à Dieu seul qui les a instituez de les punir, reprimer ou deposer. J'advoue que Dieu instale les princes par ordonnance de sa bouche ou bien par sa secrette providence (!) . . . Mais on peut voir que non obstant la nomination que Dieu fit de Saul . . . le peuple le constitua sur soy. Str. 156 (la tourbe confuse et imbecille). — Str. 156: On me dira qu'un homme y peut parvenir par force . . . Je respons que si la force est droit, il sera donc loisible à un autre qui se pourra faire le plus fort d'en deiecter celuy qui y seroit ainsi parvenu . . .

Str. 156: On trouvera que par droit naturel, par l'usage des choses de tousiours acoustumé, par toute equité et raison, apres Dieu l'autorité est vers la multitude (!) du peuple . . . lesquels (totiž národové) lá communiquent aux princes pour l'exercer à l'utilité d'iceux peuples . . . Pourtant en Juda y avoit alliance entre le roy et le peuple, avec serment solennel d'observer les loix et bonnes costumes du royaume, en deffaut de quoy les roys pourroyent estre reprimez par le peuple on ses deputez . . . Sr. též str. 157. — Str. 158: La suiettion extreme n'est donc point selon l'ordre naturel et humain, mais chose apportee au monde par le vice des hommes. — Str. 160: . . . Principauté royale n'est pas une possession privee, ni une chose familiere en laquelle on doive heriter selon les loix et constitutions communes des heritages des citoyens . . . mais est un excellent office publique et une dignité . . . — Str. 160 (kombinace principu heredity s principem elekce při posloupnosti vladařské). — Str. 161: Or il y a plusieurs manieres differentes au gouvernement des royaumes du monde, qui toutes fois peuvent estre reduites à deux, asavoir à la forme Laconique, où le roy n'a que certain pouvoir limité avec les anciens et ephores qui le peuvent controller: ou bien comme une oeconomie que le prince gouverne, tout au profit des suiets, comme le pere en la maison. Sr. i dále na téže stránce: La puissance royale Laconique n'est pas proprement royaume, car elle est limitée trop estroitement . . . Str. 162: . . . mais encores qu'il luy (králi, jakým si jej přeje autor) soit plus permis aux choses civiles qu' à cestuy là (totiž králi Spartskému), si est ce que hors cela il n'a pas plaine puissance sur tout ains



seulement au dessous des loix generales du pays. — Str. 162: Mais avant que de parler du danger de la puissance du prince, il faut regarder à dire, quelque chose des inconveniens qui viennent de donner trop de puissance à un peuple et cet . . . Celý passus dýše politickým antiindividualismem. — Str. 163: Or la puissance du prince doit estre grande . . . autrement il ne pourroit gouverner la principauté. Car posé qu'il exercast sa domination iouxte les loix, si faut il qu'il ait la puissance pour les faire observer. Elle doit donc excéder celle d'un chacun particulier de ses suiets, voire celle de plusieurs ioints ensemble pour cest effect, mais elle ne se doit pas esgaler à celle de la plus saine et meilleure partie de la multitude, autrement il pourroit violer les loix et tyranniser le peuple . . . Str. 167, 168 (o tyrannii). Sr. str. 168: Je ne say que dire de ceux la sinon qu'ils sont parricides de la patrie, miserables en leur vie et en leur mort et est loisible à toutes personnes de leur courir sus . . . Str. 172: L'homme est un animal social et qui n'a pas esté trouvé bon pour le Seigneur Dieu qu'il fust seul. Et pourtant faut qu'il ait communication avec ses semblables. Str. 175 (reakce proti moci papežské). Str. 181 (princip lidové suverenity): Sur ce il faut entendre que par l'advis des anciens, la multitude a tousiours la domination souveraine, car l'election et correction des princes luy appartient . . . Il est vray que pour une bonne police ceste multitude n'a pas seule l'autorité . . . Ce qui est bien vray considerant une multitude toute bestiale, sans iugement et confuse. Mais estant composee d'un nombre de prudens et vertueux, à telle assemblee entiere appartient la souveraine iurisdiction sur tous particuliers de l'estat: car c'est là que gist la puissance publique dont le prince est ministre et député et cela s'exécute par les esleus de ceste multitude qui ont leur charge limitée par le consentement general etc. K zřízení stavovskému sr. i str. 182: . . . Et derechef par ce mot de multitude nous entendons une assemblee conduite par gens sages assuiettis aux bonnes loix, afin qu'on n'estime que nous entendions cela de la populace, qui se laisse gouverner le plus souvent à l'appetit du premier garnement.

Str. 182: Il y a donc grande raison que le prince n'ordonne pas de grandes choses sans le peuple. Sr. ještè: Str. 185—187. — Str. 192: Le premier degré de iustice, c'est la morale, qui procede de l'esprit divin par une equité naturelle de laquelle decoule la iustice legale et plusieurs parties (cituje dle Aristot. Ethica ad Nic.), comme la distributive, commutative et autres: . . . toutes lesquelles especes sont comprises en la iustice politique, asavoir la morale comme cause ou origine, et les autres comme effects et dependances, qui toutes se reduisent en ceste ci laquelle est simplement iuste, sans force ne vaine apparence. — Str. 193 (stanovisko antiindividualistické): Or la puissance souveraine fait souvent tort à plusieurs particuliers pour maintenir sa grandeur: mais la chose est rendue juste qui de soy est inique, lorsqu'elle tend à l'utilité publique: car en cela gist la souveraine equité. — Str. 197: Il y a donc le droit naturel qui est commun en quelque maniere aux hommes et aux bestes: c'est assavoir qui incline la creature à la conservation de soy et de sou espece. Les

philosophes l'ont voulu nommer aussi droit des gens. Je n'entreprend pas de les accorder avec les iuriconsultes: mais il me semble qu'en une chose mise en dispute ceux qui en font pratique sont plustost à escouter que ceux (str. 198) qui n'en parlent que par speculation. C'est pourquoy en ceste division il me semble estre raisonnable d'ensuivre plustost les iuriconsultes que les philosophes. Ce que les hommes ont de special en ce droit naturel, c'est ceste equité et discretion de iustice dont il a esté parlé, dont l'homme scait naturellement iuger et se condamner soy mesme quand il ne l'ensuit. C'est ce que les anciens ont appellé souveraine loy et eternelle prudence, qui commande les choses droites procedant de l'esprit divin. De ceste partie l'à de droit naturel qui compete à l'homme seul entre tous les animaux, est derivé le droit des gens, qui est selon Caius ce qu'une raison naturelle a constitué entre tous les hommes que le droit des gens est une constitution qui doit estre par le droit civil observee: car elle rapporte toutes ses loix à l'universelle société. Le droit des gens donc est un consentement des peuples . . . C'est une commune loy par laquelle nature commande à tous hommes se communiquer les utilitez necessaires à la vie et n'attenter rien qui viole l'humaine société.

Ainsi le droit naturel est la source de la quelle decoule le droit des gens, et du droit des gens depend le droit civil qui . . . consiste en ordonnance par certaine cité ou certain peuple . . . Parquoy la faute contre iceluy (droit des gens) n'est point excusable (každýť je zná: nul n'ignore). L'officier qui exécute un commandement iniuste fait mal: mais il ne luy doit estre imputé s'il ignore l'iniustice du commandeur: mais le maistre ni le serviteur ne sont excusez quand ils ordonnent executent contre cette lumiere de nature qui nous discerne ce qui est bien d'avec ce qui est mal. Car droit naturel vient de droit entendement qui est ce rayon divin dont l'homme a esté fait participant . . . Et quant au droit civil qui n'est pas chose universelle et se peut accomoder aux moeurs et circonstances par le prince. —

Str. 199: . . . contre le droit naturel qui ne se peut tollir. Il n'y a droit qui en cela ne se trouvast violé et mesme ce qui est le plus fort, le plus ancien, et le plus cheri de tous les biens, et sur quoy aucun ne peut, selon le droit divin et de nature, rien atenter, c'est la liberté, sur laquelle Dieu seul qui seul la donné, a seul puissance. Le peuple a iouy de cela devant qu'il y eust prince créé. Donc si l'on venait selon les reigles à disputer qui a plus de droit ou le prince de commander à la republique, ou le peuple d'user de sa liberté il se trouveroit que le peuple a plus de droit à oster la puissance du prince que le prince n'en a d'oster la liberté du peuple: suivant ce qui est dit, que plus fort et plus ancien droit doit estre prefere . . . C'est chose reciproque, comme le suiет est tenu par foy et hommage à son seigneur aussi avec pareille raison luy est tenu de le defendre d'oppression et si le seigneur ne garde sa foy à son suiет, et ne luy fait justice, il doit estre privé de sa seigneurie, et doit estre acquise à son souverain. Dieu et la multitude du peuple qui ont esleu et constitué les princes sont leurs souverains. Les princes ne se peuvent dire estre maitres des peuples ne superieurs en telle

qualité et non obstant ils font pis, car sans loy et sans forme iudiciale ils font mourir les hommes. — Str. 200: Si l'on a conspiré la destruction du peuple et que desia l'on ait fait les efforts d'exécuter si cruel dessein, le peuple avec bonne raison s'armera pour sa deffence. Que si le prince allegue avoir des droits sus le peuple, plus que le peuple n'a sus luy, ie l'advoue: mais c'est quant à un ou plusieurs particuliers, mais non sus la multitude du public.

Str. 200 (loy divine): la principale loy qui est la dernière pensée de Dieu; lequel commande ou defend tout par raison. Ou pour s'exprimer plus clairement c'est ceste loy divine qui n'est pas écrite aux livres, ni engravée en bronze, ains naturellement en nos ames... C'est elle qui est la souveraine source et origine de toutes bonnes ordonnances, laquelle Dieu a descrite en un sommaire de dix paroles. Ceste loy, roine et mere des autres... Str. 201: Quant à la puissance qui s'usurpe sur les peuples, qui ne répond à l'utilité publique, il n'y peut avoir droit de prescription... Ce qui est totalement faux d'autant que la force n'est iamais legitime, si ce n'est à repousser une violence iniuste. — Sr. i str. 201. — Str. 202 (zákony) estant establiez le prince mesmes y obeisse. — Str. 202: Les loix sont deffectueuses (dira -ou) en ce que toutes les occurences et particularitez n'y peuvent pas estre descrites... et pourtant faut que le prince les dresse et en ordonne. Il est bien certain que tout ce qui peut escheoir n'est pas décrit par les loix et que ce qui y défaut est sous l'arbitrage du prince: mais ceste interpretation ou supplément ne se recueille pas en la simple volonté du prince, ains en ceste reigle generale d'equité naturelle, qui est apelée une relasche de vigueur des loix, par une interpretation plaine d'humanité. Str. 203: Voilà donc comment les loix bien establies sont dames de la cité et ne peuvent faire les princes que suivant icelles: bien peuvent ils, comme dit est, par une equité naturelle dispenser, faire remission et interpreter par les circonstances la sentence d'icelles, pourveu que le tout revienne au profit commun du peuple. Car le prince n'est seigneur que des choses dont les loix n'ont déterminé. Or ne le peuvent elles pas particulièrement en toutes choses, veu la variété des faits et les circonstances d'iceux, qui sont innumerables... Je compren sous le nom de loy, les ordonnances faitces et entretenues aux grands royaumes, qui sont equivalentes à icelles, à cause d'un consentement du public par temps immemorial, qui monstre qu'en icelles se trouve son utilité... Les princes donc suivront les anciennes loix et bonnes coutumes attendu qu'elles doyvent demeurer fermes et stables. Str. 204: (De l'exécution des loix en un estat public): par la voye de la puissance du magistrat sur les suiets. — Str. 208: Le peuple par la volonté de Dieu a donné la puissance au prince à conditions saintes et equitables. S'il en abuse on peut pratiquer la loy, qui dit que la chose donnée peut estre revoquée pour la coulpe de celui auquel elle est donnée, ou pour son ingratitude. J'enten tousiours parler de la puissance du public opposée à celle du prince qui n'est plus rien quand ceste là luy est opposée. Et de fait ce n'est que ceste là mesme de laquelle le magistrat est créé ministre ordinaire. — Sr. i str. 210 atd. — Str. 211 (a. d.): Ils disent qu'il n'appartient qu'aux personnes qui

ont particuliere revelation de Dieu et commandement special de toucher à la vie du prince. Or est il que ces revelations n'ont plus de lieu... Car entre tous les princes et leurs peuples il y a convenances reciproques et mesmes presupposées, encore qu'elles ne soyent écrites... — Str. 212: Notons donc... que les princes sont appelez Dieux, pour ce que la parole de Dieu et les saintes loix leur sont soumises et adressee: et que Saint Pierre ne les appelle plus que hommes quand ils commandent impiété et iniustice, les opposant à Dieu, quand il dit que il faut plustost obeir à Dieu qu'aux hommes. D'autre part il ne se trouve point que l'Evangile augmente la puissance des roys à la diminution de celle des estats...

Str. 213: Et pourtant ie ne say sur quoy se fondent ceux qui attachent tellement la maiesté et puissance à l'homme qu'ils ne permettent qu'il en soit despouillé... et plus encores de ceux qui par une conscience sans reigle veulent oster tous droits politiques — aux chrestiens: comme si pour l'estre ils estoient plus tenus aux rois, les rois moins à eux qu'à ceux d'autre religion: et recommandent si fort la patience qu'ils laschent entierement la bride à la ferocité des tyrans. La sentence du peuple oppressé est comme la voix de Dieu. —

<sup>45)</sup> Str. 306: Elle brasse contre tous les gens de bien de ce royaume. Na str. 345: srovnávána s Brunehildou.

<sup>46)</sup> Str. 216: Nous doncques gentilshommes et autres de la Religion attestons devant Dieu que nous ne les (totiž zbranè) avons prinses que par une necessité extreme pour conserver nostre Religion dont ou nous a privez iniustement, et nos vies massacrez par tant de tueurs... Declarons aussi nostre intention n'est de faire la guerre sinon aux massacreurs etc... Et quant aux Catholiques qui voudront paisiblement vivre en leurs maisons, nous ne les tenons pour ennemis, mais pour amis et compatriotes... ne desirans rien plus, sinon que par une legitime convocation d'estats de ce royaume où les loix sont renversees et tout mis en confusion, soit estably un bon ordre et les choses remises en leur ancienne grandeur...

<sup>47)</sup> Str. 230: Or i'appelle la patrie, une police et communauté d'hommes associez par droit, soit en monarchie, soit en aristocratie, ou democratie, fondée et établie sur certaines loix, usages et coutumes receues et approuvées de tous à l'utilité publique. Que si en telle police le droit et autorité de commander est en la main d'un seul les Grecs l'appellent monarchie, et celui qui y preside monarque, qui est en nostre langue seul et souverain prince. Nous voyons donc en ce subiect deux choses qui sont comme la matiere et la forme, ascavoir la personne qui est la cause de quoy comme Charles... et puis l'Estat, qui est le droit de commander l'autorité et maiesté, la cause qui fait que la personne n'est plus commune, mais sainte et sacrée: à laquelle pour estre bon et fidele citoyen de la monarchie et communauté, il faut rendre service et obeissance, et d'autant plus reverement, que nous pouvons là contempler un vif image de ce tres grand, eternel et souverain monarque de l'univers. Et quiconque y desobeit, doit estre tenu et puny comme seditieux et rebelle, non pas à un homme seulement mais

à l'estat, c.' à d. à l'autorité, maiesté et puissance, et conséquemment à Dieu, d'autant que telle dignité vient et depend de luy. Toutesfois s'il advient que la personne abuse de l'autorité... en cruauté et tyrannie contre l'estat... tant s'en faut qu'il faille en cela obeir à la personne que plus tost le bon et fidelle subiect de la couronne doit employer tout ce qu'il a de puissance et de moyens pour la conservation de l'estat. Str. 231: Je veux dire que pour bien asseurer et conserver la monarchie, il est necessaire de s'opposer et reietter la tyrannie. Str. 232:... Aussi croy-ie qu'il n'y a personne... de iugement si pervers, qui ne confesse que ce soit chose licite de s'armer pour s'opposer et resister à la furie et forcennerie d'un tyran felon et intolerable... Ceux qui sont si corrompus d'entendement... d'oser dire qu'un roy ait puissance de faire tout ce qu'il luy plaist... Str. 233: Si la personne (krále) est pour l'estat, et que l'estat soit soutenu et conservé par les loix, (que) celuy qui s'arme pour la loix, s'arme à vray dire pour la conservation de l'estat, et consequemment de la personne en qualité de roy. —

Str. 235: Car si la republique ne veut qu'un particulier se perde, d'autant qu'il y va de l'interest public: combien moins devons nous endurer qu'un roy face celle faute que de se ruiner soy-mesme, et principalement en nostre royaume, auquel un roy ne se peut dire propriétaire, ains administrateur seulement de son bien. Sr. str. 236. — Str. 240:... Je concluds de ce chapitre deux poincts, premierement que c'est le profit du roy, et l'establisement de son estat, que de maintenir, ses promesses et que le peuple aussi peut entrer en alliance avec le roy, sans rien diminuer de l'autorité de l'estat souverain... C'est affaire lors tant aux princes et principaux officiers de la couronne qu'aux estats de la cité ou communauté en la monarchie de s'opposer à telle felonie...

<sup>48)</sup> Str. 293: Declarent les dites Eglises, que iamais ne leur est entré au coeur de s'aider de l'ambition et mauvaise intention d'aucun prince du sang pour susciter... trouble en ce royaume... moins encore pour soy soustraire, licentier ou delivrer indignement de l'obeissance et tres humble suietion qu'ils doivent, comme vrais et naturels suiets de ceste couronne, à leur vray et naturel roy, leur prince et souverain seigneur etc...

<sup>49)</sup> Str. 304:... nous n'avons prins et ne tenons les armes en main par sedition ni rebellion quelconque, ni pour aucune sinistre affection que nous ayons envers sa maiesté et son estat ou la patrie, pour lesquelles au contraire nous sommes prests d'employer corps et biens: ains seulement ayans esté contrains à ce faire pour maintenir nos vies et biens que Dieu nous a donnez, et la liberté de nos consciences selon les edits sur ce faits... Str. 304 (dále): nous declarons... nostre intention et desir n'estre autre que de pourchasser une libre et legitime assemblee des Estats du royaume à la façon de nos ancestres, en laquelle sous l'autorité du roy, il soit legitimement conu et décidé... des torts... à nous faits... secondement: de la liberté et exercice de nostre Religion... tiercement des moyens qui se trouveront necessaires... pour remettre ce pauvre... royaume

en sa vraye dignité... pour vivre en paix sous la suiettion de sa maiesté. —

<sup>50)</sup> Str. 18:... que iamais prince ne se trouva bien de faire la guerre à ses subiects, ni de les traicter en rigueur et cruauté. Str. 24: un peuple ne meurt jamais, les particuliers meurent bien. Str. 29: Or ce n'est pas seulement par ceste raison qu'un prince se doit garder de s'attaquer contre son peuple, mais aussi pour eviter la malvueillance d'iceluy, et le mal qui s'en peut ensuyvre. —

<sup>51)</sup> (Dampville praví:) Desirans que chacun congnoisse que le seul debvoyr et fidelité que nous avons au service de sa majesté, et au bien et repos de ses subiects et de son royaume nous à induitz de prendre les armes contre les oppresseurs... d'iceluy.

<sup>52)</sup> Sr. str. 3 a 7. Str. 11: La cause (disent ils) de la religion ne veut point estre maintenue par armes. Le respon premierement: il y a une autre cause, à sçavoir la conservation ou restablisement des privileges, franchises et libertez du pays, lesquelles le roy et les princes ont iurees, et mesmement le roy a autorisé iusques au moindre de ses suiets, de luy refuser obeissance en cas qu'il rompe une seule des franchises, jusqu'à ce qu' il y ait pleinement satisfait. A dále: Il s'ensuit donc que c'est à ceux d'y travailler qui en ont fait serment à Dieu, au prince et au pays, et que le prince defaillant, leur serment envers Dieu et le pays demeure. V. též str. 13. —

<sup>53)</sup> V. Sommaire du contenu de ce livre: Conseil du chevalier Poncet, donné en presence de la royne mere et du conte de Retz, pour reduire la France en mesme estat que la Turquie... Lunettes de Christal de Roche, par lesquelles on void clairement le chemin tenu pour subiuguer la France à mesme obeissance que la Turquie. —

<sup>54)</sup> Tak v létech 1576, 1577 a později. Srov. v Bibl. nat.: Lb. 34, čísla: 136, 137, 139, 140, 155, 183 a jiná.

<sup>55)</sup> Str. 1:... nous scavons, graces a Dieu, en quelle reverence nous devons avoir les (str. 2) souverains magistratz ordonnez de luy, et detestons la phrenesie d'aucuns, qui les ont voulu bannir d'entre les hommes. Mais aussi on ne peult trouver mauvais qu'on descouvre les vices de ceux qui renversent toutes loix divines et humaines et qui abusant de leur autorité, estiment que tout ce qui leur est possible, leur soit loisible... Str. 4: mais surtout le gouvernement de cestuy li est plus dangereux, qui n'est pas seulement mauvais, ains aussi est conduit par le conseil et advis d'autres qui sont encores pires. Str. 7: ceste turbulente et factieuse maison de Guise. Str. 18: ... du devoir que le prince doit à ses subiectz, qui ne consiste pas seulement en ce qui le peut conserver en autorité, mais bien aussi en ce qui peut conserver les siens en paix et repos, pour lesquels il a esté establ. de Dieu en ce degré. Str. 33:... des traictz de cest athee Machiavel... Et de fait, on peut bien appeller ce livre-là, l'évangile de la roine-merei Sr. str. 80 a dále, str. 145, 147 a d. Str. 157 (a d.): (Dieu) se sert bien souvent des tyrans, comme d'instrumens... Mais si faut il que nous prenionr nostre consolation de plus haut, afin que voyant qu'il a voulu ainsi disposes

de nous, selon son bon plaisir, nous y apportions un esprit doux et paisible, eu esgard, qu'il est nostre pere et qu'il ne nous afflige pas comme un tyrand, ains tend a nous bien faire, quoy que souvent nous ne le cognoissions pas... Str. 158: Parce que Dieu nous afflige souvent pour nous attirer a repentance et non pour nous destruire... Str. 150: Aussi Dieu chastie celuy qu'il aime... Str. 160: Scachons aussi qu'il faut que l'Eglise soit tousiours sous la croix, ains qu'elle se plaine avoir esté des sa ieunesse. Mais cependant voicy trois consolations principalles que nous y prenons: L'une que non obstant la rage de Satan et des tyrans elle est demeuree invincible. L'autre que les tyrans et persecuteurs n'eschappent iamais son iugement, ains qu'il iette les verges au feu apres qu'il s'en est servi pour un temps. Et la troisieme qu'il faut que nous soyons ains faicts conformes a l'image de Christ et que nous souffrions avec luy pour regner aussi avec luy. —

<sup>56)</sup> Uvádíme tu datum vydání spisu, neboť teprve tehdy lze předpokládati, že dílo se rozšířilo a bylo nápodobeno. Možno jest však — jako i u jiných prací (na př. svrchu citovaný spis La Boétiiův), že složeno bylo již dříve.

<sup>57)</sup> Mezi autory Vindicíí uvádějí se: F. Hotman, Th. de Bèze, Languet (Srv. *Treumann*, o. c. str. 12), a konečně Du Plessis-Mornay. Ze starších autorů *Bayle* označuje autorem H. Langueta. (Srv. též dodatek k Amsterodámskému vydání Vindicíí z r. 1660 a *Bayle*: Avis important aux réfugiés, p. 205, Amsterodám 1690.) V novější literatuře prohlašuje se autorem nejčastěji Du Plessis. Mornay. Tak již *Lossen* (Sitzungsberichte der bayer. Akademie der Wissenschaften 1887, II.). Podobně z francouzských autorů: *Weill*, o. c. str. 109 a d., *Méaly*, o. c. str. 222—29.

<sup>58)</sup> (Citováno dle vydání Amsterodámského, z r. 1660:) Str. 1 (předmluva): ... quem (totiž Macchiavelliho) in gubernanda Republica ducem illi... Str. 9: ... quodnam principis in populum sit munus, et quod populi in principem ius et officium et haec munera inter se distincta esse, mutua tamen et reciproca. Porro utriusque certos esse terminos a Deo et natura gentiumque moribus constitutos qui transibit eos (str. 10) eum graviter in Deum ac leges jusque gentium peccare. Srov. též str. 10 a 11.

Str. 2 (textu): Qui immensam potentiam ne ab ipso quidem Deo pendente sibi audacter arrogent, a d. Str. 3: Terminos vere movent ii principes, qui illa iurisdictione non contenti, quam ipsis tribuit Deus, eam, quam sibi supremam in omnes retinuit, vi invadere conantur. Str. 5: Ii principes vere regnant, qui cum Deo regnant, cum omnes omnino per ipsum regnent. Str. 6: Interest ergo principum scire, quatenus imperare debeant. Subditorum, quatenus parere... Str. 7: cuius sacram praecipue scripturam iudicem facimus. Primum docent sacrae litterae, Deum suapte auctoritate regnare, Reges quasi precario: Deum per se, Reges per Deum: Deum iurisdictione sua uti, reges delegata tantum etc. Str. 8: (Bůh) dominus; (lidé): colloni, villici, ministri, vasalli...

Str. 10: (Populus:) Dei Populus et haereditas. Rex vero administrator ejus haereditatis et dux populi Dei... Str. 11: Cum itaque reges, Dei vicarii

tantum sint, in Dei solio ipso autore constituti, populusque sit Dei populus: nec vero vicariis, nisi eorum, quorum personam gerunt, causa honos deferatur. Str. 12: sequitur procul dubio, regibus propter Deum, non adversus Deum, Deo servientibus, non adversantibus, Dei jura tuentibus, non invadentibus, obtemperandum.

Sr. i str. 12—13. Str. 14: Reges itaque regis regum vasalli sunt. Str. 15: ... rex pariter ex legis divinae praescripto sese imperaturum jurat... Haec ex foedere inter Deum et regem fieri solito perspicua erunt. Duplex autem foedus in regum inauguratione legimus: primum, inter Deum et regem et populum, ut esset populus, Dei populus. Secundum vero, inter regem et populum, ut bene imperanti (str. 16) bene obtemperaretur... Str. 17: seseque solemniter sacramento Deo colendo imprimis obligasse. — Str. 24 (co řečeno o králích židovských), to: de regibus tamen Christianis idem prorsus dicendum est. Evangelium successit legi, reges Christiani Judaicorum loco sunt. Str. 25—26: Procul dubio et si ii (králové pohanští) extrinsecus non ungentur a Deo, sunt tamen ejus vasalli, et ab eo uno potentiam suam acceperunt seu sorte, seu alia quavis forma eligantur. Si suffragio: Deus regit corda hominum, et dirigit, quo ipse vult. Si vel sorte: sors conjicitur in sinum, inquit Salomon, et iudicium ejus a Domino. Is perpetuo unus est, qui pro suo arbitrio reges tollit, et statuit, firmat et evertit... Etsi enim Deus legem suam non ita diserte his atque illis commendavit, est tamen quod agnoscant, se, quod regnant, Deo supremo regi debere. Str. 27: ... meminisse sane debent, usum, non abusum concedi... Str. 28: Quae (oba druhy tributů) quidem adeo diversa et distincta sunt, ut neutrum alteri officiat... cuique ius suum constat. — Str. 29: (vasallus) qui regalia iura invadit, feudum committit. Str. 32... Cum itaque videamus eodem fere modo reges a Deo regno investiri, quo vasallos a Domino superiore... Hoc vero posito, quaestio nostra facile finietur: Si enim Deus est Domini superioris loco, Rex vasalli: quis non Domino potius, quam vasallo obediendum pronunciet? Si Deus hoc praecepit, Rex contra: quis Regi adversus Deum obsequium denegantem rebellem iudicet? Str. 33: Ergo non modo non tenemur obedire Regi contra legem Dei quid imperanti, verum etiam, si obediamus, rebelles sumus... Str. 34 (příklad): Si quem innocentem Princeps occidi iubeat, si quem spoliari si cui vim inferri, nemo cui vel tantillum conscientiae supersit, parere velit etc.

Str. 38: Quotiescunque enim apostoli Christianos monent, ut regibus et magistratibus pareant, quasi de industria faciant, Deo parendum imprimis et ante omnia praemonent... Str. 39: Princeps minister Dei est, propter bonum nostrum, ad faciendam iustitiam... Domino potius quam ministro obtemperandum constat. —

Str. 40: ... Nempe ut non tenentur dominis servi obedire, si quid adversus regis mandata imperent: ita nec subditi regibus, si quid adversus legem Dei. Str. 45: ... universum populum obligatum esse legi Dei curandae, Ecclesiaeque tuendae... quae stipulatio ad singulos pertinere non potest, sed ad universos tantum.

Str. 50: Rex et populus universus... sunt rei promittendi, ambo ex una eademve causa et quidem ex voluntate conjunctim obligati. Stipulatur sacerdos... spondet rex, spondet Israel (universitas enim hominum unius personae vicem sustinet) et quidem conjunctim, non divisim, incontinenti, non ex intervallo... in solidum obligantur... Tenetur rex per se, Israel item per se, curare, cavere, ne quid detrimenti Ecclesia capiat. Str. 51: Uter vero negligat, Deus ab alterutro integram rem petere potest, et eo quidem magis a populo, quam a rege, quo plures et difficiliter labuntur, et magis solvendo sunt, quam unus. Str. 56: Nempe officium suum deferente rege est quod suo fungatur Israel: nec tumultuarie aut temere, sed publica auctoritate, concilio habito, causa ordine cognita. Str. 62: Pius certe populus non modo coerceret principem legem Dei impie abrogantem, verum etiam in primis cavebit, ne quidquam ejus culpa negligentiae sensim introducatur quod... purum Dei cultum corrumpere possit. Itaque licet Israeli, si rex legem Dei Ecclesiamve evertat, resistere, nec id modo: verum, nil fecerit, ejusdem criminis tenebitur et eandem poenam luet. Resistet vero verbo, si verbo oppugnabitur; vi, si vi; arte, inquam, et marte. —

Str. 63: ... Quis vero in ea turba ordo esse queat? quae consilii, quae rerum gerendarum species? Cum de universo populo loquimur, intelligimus eos, qui a populo auctoritatem acceperunt, magistratus, nempe, rege inferiores, a populo delectos, aut alia ratione constitutos, quasi imperii consortes et regum ephoros, qui universum populi coetum representant. Intelligimus etiam comitia, quae nil aliud sunt, quam regni cujusque epitome, ad quae publica omnia negotia referuntur. K tomu sr. i str. 64: ... Ejus generis sunt in omni regno bene constituto officarii regni, principes, pares, patricii, optimates et coeteri ab ordinibus delegati, e quibus constat aut concilium extra ordinem, parlamentum, diaeta, caeterique conventus... Str. 65: in quibus ne quid aut Respublica aut Ecclesia detrimenti capiat, providendum est. Illi vero ut singuli rege inferiores sunt, ita universi superiores... et enim recte Basiliensis et Constantiensis Synodi, Synodum Oecumenicam pontifice superiorem esse statuerunt... eum denique, qui ab aliquo coetu auctoritatem accepit, eo coetu inferiorem esse, etsi singulis superiorem, ita dubium esse non potest, quin Israel, qui regem petivit et constituit, ... Saule superior fuit. Str. 66: Quicquid universo populo concedi aut committi diximus, officariis regni...

Str. 68: Ut enim tutor cavere debet, ne pupilli bona depereant, ac, ni faciat, actione tutelae tenetur; ita et hi populi salutem tueri, qui se totum ipsorum curae tradidit... In summa: ut licet universo populo depugnare, ita et principibus regni, qui universum repraesentant. Str. 69: ... singuli seu privati... qui universitatis partes non censentur... (nýbrž): aliqua provincia, urbs, quae regni partem faciat et de aliquo magistratu, qui ejus provinciae, urbisve curam gerat. Str. 73: Diximus Regem jurasse in legem Dei, Ecclesiaeque conservationem. Universum item Israellem tamquam unum aliquem, idem stipulante Deo promississe. Iam vero dicimus singulas etiam urbes, singularumque urbium quae regni partem faciebant, magistratus,

idem sigillatim quatenus sua interesset, diserte spondisse, quod et urbes et societates omnes Christianas tacite fecisse consequitur. Str. 74: Unde evidenter apparet singulos magistratus urbium a quibus mittebantur nomine spondisse se curaturos... ut Deus... colatur. Str. 75: Itaque non rex modo, sed regnum, nec regnum modo universum, sed regni partes omnes Deo sigillatim fidem et obsequium promittunt... (V dalším uvádí k tomu příklad z ústavy říše německé.) Str. 78: Advertant hic municipes, civesve et municipiorum civitatumque populi Dei praefecti duplex se foedus iniisse, duplex ius iurandum praestitisse. Primum et antiquissimum Deo, uti populus sit populus Dei, secundum et proximum regi, uti populus obsequatur regi, tamquam duci populi Dei.

Str. 79: Eodem pacto summum scelus... arbitremur, si Deum... jubente principe vasallo, inquam et ministro Dei, aut expellamus, aut in manus hostium... prodamus. Populus vero, est populus Dei, qui Deo primum, dein regi tenetur. Sunt etenim universa in regis imperio, non in patrimonio. Deus vero unus est omnium vere proprietarius Dominus... Str. 81. (Jinak protestanté jsou věrní a poslušní svého krále.): Primum imperata facere non recusant, modo ea imperentur, quae jure possunt, aut saltem Deo injuriam non faciunt. Tributa, vectigalia, munera oneraque consueta non detrectant, modo id tributi, quod Deo debent, non intervertatur. Caesari Caesarem agenti parent... Caesari fines suos excedenti injustum putant. Str. 87: ... aliud omnino esse a malo pontifice, aliud ab Ecclesia, aliud a rege impio, aliud a regno secedere... Statuendum ergo tandem universum populum principem impia jubentem, aut pia ventem autoribus iis, qui populi auctoritatem penes se habent, aut pluribus coercere posse et debere. Deinde universos, aut saltem (Str. 88) potiores in singulis regionibus urbibusve autoribus praecipuis magistratibus, tamquam a Deo primum, deinde a principe constitutis, impia sacra a suis moenibus arcere jure posse... Str. 88 (an privati repugnare armis possint?): Primum ex foedere inter Deum et universum populum ut sit populus Dei, singuli non tenentur, Ut enim quod universitati debetur, singulis non debetur... Deinde non tenentur ex officio. Tenetur enim quisque Deo inservire in eo munere, ad quod vocatus est. Privati vero non habent potestatem, non funguntur magistratu, non habent imperium, non ullum jus gladii. Str. 89: Itaque, ut gladium privatis non tradidit Deus; ita nec usum gladii ab iis reposcit. Str. 90: Quid ergo facient, si rex ipsos ad impia sacra adigere velit? Str. 91: Sin optimates et magistratus furioso regi applaudunt, aut saltem non resistunt, praesto est consilium Christi: in aliam civitatem se recipiant. Sin alio fugere non datur, vitae potius, quam Deo renuncient. Str. 92: Ergo nemini privato licebit armis resistere? Quid ergo de Mose statuemus, qui Israellem, invito Pharaone rege, abduxit?... An non erant (Mojžíš a ostatní) illi omnes privati? Certe, si ipsos per se spectes; quia ordinarie constituti non erant, privatos dicere queas. At ex quo extra ordinem vocatos scimus, ipso quasi Deo, suo illos gladio evidenter accingente, non modo privatos (str. 93) non censebimus, verum quibusvis

ordinariis potiores... str. 94: An arma juste pro religione capiantur? Od-pověď (na str. 95): Ecclesiam non propagari armis quidem, sed adversus hostes, qui propagationem ejus impedire (str. 96) conantur, propugnari. — Str. 97: An enim... ulla major tyrannis est, quam quae in animam exercetur? Str. 99: Ergo: Ecclesia et si armis non propagatur, armis tamen iuste propugnari potest. — Str. 103: Tyranni regibus, injusti principes justis e diametro opponuntur. Str. 104:... Ostendimus antea Deum reges instituere, regna regibus dare, reges eligere. Dicimus iam, populum reges constituere, regna tradere, electionem suo suffragio comprobare. Quod quidem ita fieri voluit Deus, ut quantamcumque auctoritatem et potestatem haberent, populo, secundum ipsum, acceptam ferrent. Itaque omnem suam curam, cogitationem, industriam in utilitatem populi conferrent. Nec vero se, ob aliquam naturae praestantiam coeteris hominibus... praesesse arbitrarentur. Verum eadem omnino cum caeteris (str. 105) forte natos, suffragiis et tamquam humeris populi, ex humo in eum gradum sublatos meminissent... Hic vides electionem regis tribui Deo, constitutionem populo.

Str. 107: Tum vero demum, populo universo acclamante, Saul rex nominatus dicitur. Str. 108: Quo semper recondentur reges, se a Deo quidem, sed per populum et propter populum regnare. Str. 110: Concludere licet, regnum Israelis, si stirpem spectas, haereditarium certe fuisse; at sane si personas, omnino electivum. Str. 111: Ita vero ethnicos etiam reges a populo constitutos legimus etc. Str. 112: reges omnes a populo primum constitutos fuisse, certissime constat... Mansit tamen perpetuo in omnibus regnis bene constitutis ea consuetudo, ut de mortuis non prius succederent liberi, quam a populo, quasi de novo constituerentur, (Str. 113): nec tamquam sui heredes patribus agnoscerentur, sed tum demum reges censerentur, cum ab iis, qui populi majestatem repraesentarent, regni investituram quasi per sceptrum et diadema acceperunt... Reges etenim Franciae, Hispaniae, Angliae et caeteri, ab ordinibus regni, paribus, patriciis, magnatibus, qui universitatem populi repraesentant, inaugurari solent, et quasi in regni possessionem mitti... Str. 115:... in summa: omnes omnino reges ab initio electi fuerunt. Et qui hodie per successionem regnum adire videntur, prius a populo constituantur necesse est. Denique etsi populus ob egregia quaedam merita ex aliqua stirpe (str. 116) reges sibi deligere in quibusdam regionibus solet: stirpem ipsam, non surculum deligit; nec ita deligit, quin si degeneret, alium eligere non possint. Qui vero ex ea stirpe etiam proximi sunt, non tam reges nascuntur quam fiunt; non tam reges, quam regum candidati habentur, ... populum universum rege potioem esse... (jako králové ustanovují své orgány): sic etiam populus regem, tamquam ministrum reipublicae constituit. Str. 118:... acquirit ipse (t. král) regno, non sibi; populo inquam, qui regnum constituit... Str. 119: tamquam precarium (království v rukou krále). Str. 120: Cum itaque rex per populum et propter populum existat, nec absque populo consistere possit, cui mirum videatur, si populum rege potioem esse concludemus? Porro, quod de uni-

verso populo dicimus, de iis etiam, ... dictum volumus, qui populum universum in omni regno urbane legitime repraesentant, qui quidem vulgo regni, non regis officarii censentur. Regni officarii contra (na rozdíl od officarii regis) a populo, in concilio nempe publico, auctoritatem (str. 121) capiunt (a závisí tudíž) a supremo dominio populi, a quo ipse rex, non secus ac illi, pendere debet. Sr. i dále. Str. 129: Apud Polonos vero, qui disputet, uter potior sit, rex, an universus regni populus per optimates repraesentatus... Sr. i str. 130 a 131. Str. 131: Isti vero omnes, (totiž úřady) primum regno, id est, universo populo, deinde regi, tamquam ejus curatorum fidem dant. Str. 132:... Hi vero vicissim jurant, se non regem, sed regum diadema tuituros... Str. 135 (o generál. stavech):... ejus vero conventus ea fuit perpetuo auctoritas, ut non modo, quae ibi statuta forent, sacra sanctaque haberentur, seu pax facienda, seu bellum gerendum, sive regni procuratio cuiquam deferenda, sive vectigal imperandum esset: verum etiam reges luxus, desidia, tyrannidisve causa in coenobia detruderentur, eoque authore, universae adeo stirpes regni successionem privarentur, non secus ac primum, populo authore, ad regnum vocatae fuerant... Ex quo sane liquet, successionem toleratam quidem ad vitandum (str. 136) ambitum... at sane ubi graviora damna consequerentur, ubi regnum tyrannis, ubi regis solium tyrannus invaderet: populi legitimum conventum et tyranni regisve ignavi expellendi, adve agnatos deducendi et boni regis in ejus locum adsciscendi auctoritatem sibi perpetuo retinuisse... Est enim penes Justitiam aragonicam, quam convocant, summa regni auctoritas. Itaque non verentur magnates, qui populum repraesentant, regem his verbis... compellere: Tantum valemus nos, quantum vos... Str. 137 (v Anglii) penes parlamentum, quotannis fere habere solitum, summa rerum est... Cujus (sc. parlamenti) usque adeo sacrosancta est auctoritas, ut, quae semel sanxerit, regi abrogare sit nefas. Str. 141: Nihilominus tamen adversus populum neque praescriptio, neque praevericatio ista quidquam facit. Str. 142: Vulgatum est, nullam fisco praescriptionem nocere; multo vero minus populo universo, qui rege potior est... an non scitum est illud libertati nulla, ne diutissima quidem servitute, violentia praescribi posse? etsi moriuntur reges, populus interim, ut neque ulla alia universitas, numquam moritur. Str. 143: Ergo, quod in aliquo regno optimates aliquamdiu oppressi fuerint, populo praejudicare non potest. Str. 146: Primum sane palam est, homines natura liberos, servitutis impatientes... non nisi magnae cujusdam utilitatis causa imperium alienum ultro elegerint, et suae quasi naturae legi, ut alienam ferrent, renunciassent. Str. 148:... Imperii finis unicus populi utilitas. Regia vero dignitas non est proprie honos, sed onus; non immunitas, sed munus; non vacatio, sed vocatio; non licentia, sed publica servitus.

Str. 149: Itaque reges olim creati sunt, ut domi jus dicerent, foris vero exercitum ducerent.

Str. 155: Regibus vero id praecipue muneris commendatum, ut legum custodes, ministri et conservatores essent. Interdum etiam, quia lex in

omnem eventum prospicere non potuerat, quaedam ex eadem aequitate naturali suppleret. Ne vero legi vim facerent, optimates, de quibus antea, subinde regibus a populo adjuncti fuerunt. Str. 156: Itaque est, quod reges legi ipsi pareant. Nec vero eo se minus imperare sentiant, quod legi obsequantur. (O zákonu pravi:) Cum enim lex quodnam quasi organum sit, divinitus datum, quo societates humanae regantur optime et ad beatum finem dirigantur... Quis vero ambigat, quin legi, quam regi parere, id est homini (str. 157) utilius et honestius sit?... Rex legis organum, et quasi corpus. Str. 158: Qui regi parere mavult, quam legi, belluae, quam Dei imperium malle videtur... Str. 161: Certe justum est, quicquid Deus vult, eo tantum, quia vult. At quidquid rex vult, justum prius esse debet, quam ipse velit. Neque enim justum est, quia rex sanxit: sed justus est rex, qui quae per se justa sunt, sancta esse jubet.

Str. 162: Quin potius in omnibus regnis bene constitutis, regem a populo leges, quas tueatur, quasque intueatur, accipere. Srv. i násl. stránky. Str. 164 (reaguje na zásadu: princeps legibus solutus). Str. 166: Principes legitimi leges a populo accipiunt. (Au princeps novas leges ferre possit veteresque abrogare?) Sane, quia regis est, animadvertere non modo, ne quid contra inve fraudem legum fiat, verum etiam, nequid in ipsis desit, aut redundet, ne vetustate obsolescant, ne oblivione sepeliantur: si quid abrogandum, subrogandum, derogandum putabit, populum, populivae optimates... admonebit legemque rogabit. At sane non prius iubebit, quam ab iisdem rite expensa comprobataque fuerit.

Str. 168:... In Francico (sc. regno), ubi tamen amplissima vulgo censetur regum autoritas, ferebantur olim leges in trium ordinum conventu...

Str. 169: Quis non legi, quam regi parere malit? Quis regi legem violanti obsequatur? Quis violatae auxilium ferre recuset? Str. 170 (An principem vitae necisque potestatem in subditos habeat?) Dicimus vero, principem tamquam legis ministrum et executorem, in eos tantum, quos lex iusserit, gladium stringere posse... utilitatis publicae causa. Str. 172: In nocentes ergo tantum, quos legis vox damnarit, gladium stringere possunt... Cur non vero forte, quia vitae causa favorabilior est, quos lex damnavit, absolvere saltem rex poterit? Nihilo sane magis. Str. 173:... licebit regi... adhibita in consilium ratione, legem interpretari... ne však: inconsultis sapientibus. Str. 174—5: ... Itaque ut regi, tamquam custodi legis, verba interpretari interdum licet, ita et senatui in omnibus regnis bene constitutis, injunctum est, et ex officio convenit, tum interpretationem regis examinare, tum etiam ejusdem severitati clementiaeve modum adhibere. Str. 177: Subditi sunt regis fratres, non servi. 178—9: Quot enim quis servos, tot et hostes habet, quod omnes fere tyranni, a subditis caesi, experti sunt.

Str. 181: ... An non adversus hanc rabiem legis auxilium implorare, et eum gladium, quem legi custodiendae, tuendisque bonis acceptum, in bonorum necem, legisque contemptum stringit, tamquam tyranno extor-

quere licebit? — (An omnia sint regis?) K tomu sr. str. 182—3 a str. 184: Hodie vero nullum regnum est, in quo non liceat singulis, etiam vilissimis, adversus regem apud iudices ius suum persequi.

Str. 185: ... (An rex sit regni proprietarius?) An vero patrimonii regii publici, inquam, domini proprietarius dominus est? Notandum hoc primum, aliud esse fisci, aliud principis patrimonium.

Str. 189—190: Itaque hoc juris ut natura insitum, ita et usu apud omnes fere gentes comprobatum videmus, ut rempublicam regi suo arbitratu minuere non liceat; isque, qui contra faxit, non regem, sed tyrannum agere censeatur. Sr. str. 191. Str. 193—4. Str. 194: ... quia praesumitur non eam ipsam uxorem ducere, quatenus Philippus, sed quatenus rex... Ne vero pecuniae in alium usum extorqueantur, jurat imperator se nulla, nisi conventus publici autoritate vectigalia impositurum, tributave indicturum etc. — Str. 196—7: Sequitur sane, cum, qui in dispendium populi, populum onerat, qui e publico damno lucrum captat... regem non esse: contra, verum regem, aut publicorum negotiorum curatorem, ita et publicarum opum administratorem, non autem proprietarium dominum esse, qui quidem domanium regium non magis, quam regnum ipsum alienare aut dissipare possit. Str. 198: Quod autem rex in omnibus legitimis imperiis patrimonii regii proprietarius dominus non sit, facile est ostensu. Srv. str. 200, 201 a d. Str. 205, 206 (popirá se i, že by král byl „regni usufructuarius“). Str. 212: In summa: statuamus tandem oportet, reges patrimonii regii non proprietarios, non fructuarios, sed administratores tantum esse: cumque ita sit: multo sane minus, aut rerum privatarum cujusque, aut rerum publicarum, quae ad singula municipia pertinent, proprietatem, usufructumve sibi tribuere posse. Str. 219: Populus enim regem faciebat, non rex populum. Itaque non dubium est, quin populus stipularetur, rex promitteret. Stipulatoris vero partes in jure potiores censentur. Stipulabitur ille a rege, an non juste et secundum leges regnaturus esset? hic, facturum spondebat. Populus verum se juste imperanti fideliter obsecuturum respondebat. Itaque promittebat rex pure, populus sub conditione: quae si non impleretur, populus ipso jure omni obligatione solutus censeatur. Sr. i str. 220, 221 a 222. Str. 224. (ve Francii): Rex... quando inauguratur, rogant primum... pares ecclesiastici populum qui adest universum, eumne regem esse cupiat jubeatque? Str. 229: In summa: inter regem et subditos contractum mutuo obligatorium esse, nemo negare possit; nempe ut bene imperanti bene obediatur, qui (t. smlouva ona) quidem jure jurando ab illo primum, deinde ab his confirmari solet. Str. 230: ... quis perjurum populum vocet, qui regi conditionem... negligenti legemque... violanti obsequium denegat? Str. 232: Itaque inter regem et populum mutua obligatio est, quae sive civilis, sive naturalis tantum sit, sive tacita, sive verbis concepta, nullo pacto tolli, nullo jure violari, nulla vi rescindi potest. Cujus quidem tanta vis est, ut princeps, qui eam contumaciter violet, tyrannus; populus, qui ultro rumpat, seditiosus vere dici possit. — Str. 233: Eum itaque tyrannum, ut pote regi plane

contrarium esse, sequitur, qui aut vi, malisque artibus imperium invasit, aut ultro sponteque delatum regnum contra jus et fas regit, contraque leges et pacta, quibus sese sacrosancte devinxit, pervicaciter administrat... Ille vulgo dicitur tyrannus absque titulo, hic tyrannus exercitio. Srv. i str. 238—39 a dále. Str. 248—50: Primum docet nos jus naturale vitam et libertatem nostram, qua sine vita vix vitalis est, adversus omnem vim et injuriam conservare et tueri... Itaque repugnare, necne licet eat, qui ambigit, cum natura ipsa pugnare videtur. Accedit jus gentium, quo distincta sunt dominia, fixi limites, constituti fines, quos quisque adversus quoslibet defendere tenetur. Str. 250: Accedit vero potissimum jus civile, quo societates hominum, quaeque certis legibus constitutae sunt, ut illae uno, hae alio modo gubernentur; aliae ab uno, vel paucis, aliae ab universis regantur etc. . . . Hoc jus si quis vi dolove rumpere tentet, quia societatem, cui debet omnia, violat... ei omnes resistere tenemur, adeo ut, si negligamus, proditores patriae... simus. Str. 252 (zakročení proti tyranu absque titulo): . . . non intervenit jus jurandum non pactum ullum, non ulla obligatio neque publica, neque privata. Itaque vel privato cuilibet tyrannidem hujusmodi, si intrudatur, depellere licet. Str. 253: Seditioem autem non facit, sed tollit, qui eversorem patriae publicaeque disciplinae coercet. — Str. 255 (rehabilitate tyrana absque titulo): . . . tum sane, quia titulum, quem antea nullum habebat, adeptus est, nec ex facto tantum, sed jure possidere videtur.

Str. 260—1 (v kterých případech jedná se o tyrana in exercitio): . . . si quibusdam in rebus princeps modum non servat... si rationi interdum non obtemperet... si segnius utilitatem publicam curet... (v zmíněných případech nelze ještě mluvit o tyranii). Avšak: At certe si rempublicam... evertat, si jura proterve pervertat, si nullam fidei datae, nullam conventionum, nullam justitiae, nullam pietatis curam habeat, si suorum ipse sit hostis... tum sane tyrannus... id est Dei hominumque hostis judicari poterit. Str. 262: hic contra, quo diutius toleratur, eo intolerabilior evadit... než přece: omnia prius, quam ferrum adhibere; omnia prius, quam arma experiri, sapientem decet. Str. 263: Si quid ergo per vim fraudemve adversus rem publicam geri videant, qui populum repraesentant principem admoneant primum: nec vero expectent, dum malum ingravescat et vires acquirat... Tum sane tyrannidis reus peractus est et quaecumque adversus tyrannum seu jure, seu justa vi licent, adversus eum adhiberi possunt. Str. 264: . . . Sequitur ergo, tyrannum in populum, tamquam feudi dominum, feloniam committere, regni impericque sacram majestatem laedere, rebellem esse: ac propterea in easdem leges incidere et longe (str. 265) graviores poenas mereri... Non incident propterea regni officarii in crimen seditiois. Str. 267: Neque enim hoc casu singuli, sed universi, non... subditi, sed domini ab actore suo rationem rei gestae repetere videntur. Est inter principem et populum ubique locorum mutua et reciproca obligatio. Promittit ille, se justum principem futurum: hic, si talis fuerit, se obsecurum. Obligatur ergo populus principi sub conditione: princeps populo pure. Itaque si minus adimpletur conditio, solutus est populus,

irritus contractus, obligatio ipso jure nulla. Str. 268: Perfidus ergo rex, si injuste imperet: perfidus populus, si juste imperanti non obtemperet... Ergo licet regni officariis aut omnibus, aut saltem pluribus, tyrannum coercere... Str. 270: . . . ita et optimates ex principis facto tenebuntur. Str. 271: Respublica enim iis non secus, quam illi concredita est. Non igitur, si fidem frangat, suo se propterea sacramento absolutos putabunt.

Str. 281: Jurat rex, se salutem regni curaturum, idem optimates etiam singuli per se. Str. 281—2: Num ergo, si rex, aut optimates plerique neglecta fide, rem publicam aut perdant aut periclitantem deserant, debebunt propterea caeteri rem publicam deserere aut saltem minus defendere tenebuntur, quasi suo jure jurando soluti sint? Quin potius tum maxime fidem suam praestare debent, cum caeteri negligunt... Num etenim si plures eandem rem promiserunt, unius perjurio alterius obligatio perimitur? Str. 283: Itaque qui regno imperiove universo opem operamque suam promiserint, quales comes stabuli, mareschalli, patricii et caeteri, aut qui alicui speciatim regioni urbive, quae regni partem faciat, quales duces, marchiones... universae reipublicae, eive rei publicae parti, quam ipsis secundum regem populus commiserit, tyrannide oppressae succurrere tenentur. Et illi quidem universum regnum a tyrannide vindicare debent, si possunt; hi, tamquam tutores per regiones dati, eam regni partem, cujus tutelam susceperunt. Illi, inquam, tyrannum coercere hi a suis finibus arcere tenentur.

Str. 286: Tenetur optimatum quilibet si principis coliegarumque scelere vel desidia respublica pereat, laboranti succurrere, regnum denique in solidum, ejusve saltem eam partem, quae sibi commissa fuerit, a tyrannide vindicare. —

Str. 287: (Vyloučení ze zakročení proti tyranu „privati“): Minime vero. Singulis seu privatis respublica commissa non est; imo ipsi optimum et magistratum curae, non secus ac pupilli, commissi sunt. Singulis neque a Deo, neque a populo gladius concessus est. Itaque si gladium injussi stringant, seditiosi sunt, quamvis causa iusta videatur. Singuli denique principem non constituunt, sed universi. Str. 289: Si manifestae tyrannidi faveant optimates ipsi, aut saltem non repugnent, recordentur (sc. privati) propter peccata populi Deo permittente regnare hypocritas. Str. 293—4: (resumé celé třetí „quaestio“).

Str. 296 (čtvrtá „quaestio“: An jure possunt aut debent vicini principes auxilium ferre aliorum principum subditis, religionis purae causa afflictis, aut manifesta tyrannide oppressis?). Srv. str. 299 a d.

Str. 301: Haec Ecclesia ut unica est, ita etiam singulis principibus christianis in universum et in solidum commendata atque commissa est.

Str. 313: Impie Christiani illi nomine (užívají) omnes, qui sacris Ecclesiae epulis communicare volunt, calicem amaritudinis fratribus ne degustant quidem, qui salutem in Ecclesia quaerunt, salutem et incolumitatem Ecclesiae et membrorum suorum non curant. Denique unum Patrem Deum, unam familiam Ecclesiam agnoscunt, unum se in Christo corpus esse profitentur: neque tamen aut Christo in membris affecto opem ferunt



aut inopi opes suas impertiuntur. Srv. str. 315: In summa: qui quēn neci eripere potest, non eripit; aequē tenetur, ac qui occidit. —

Str. 316: (An vero de iis, qui tyrannide oppressis remve publicam adversus tyrannidem defendentibus, non opem ferunt, idem (totiž nespráv-nost jich jednáni) statuere licebit? . . . Proximum autem debemus, ut nos ipsos, amare . . . Str. 317: Verum, est quod ab Ethnicis ipsis discamus, quid a nobis humana societas hac in re, quidque communis omnium natura requirat. Quia, ait Cicero (de offic. lib. I., 3) una omnium hominum natura est, hoc vel natura ipsa praescribit, ut homo homini quicumque sit, ob eam ipsam . . . causam, quod homo sit, consultum velit. Sin minus, omnis hu-mana consociatio (str. 318) dissolvatur, necesse est. —

Str. 323: Ita vero id praestes, ut non tuae utilitati, sed humanae societati omnino consulas . . . Breviter, si princeps fixos pietatis et justitiae limites violenter transibit, poterit vicinus pie justeque extra limites suos prosilire, non ut invadat aliena, sed ut suis illum contentum esse ju-beat: quia impius et injustus erit, si negligat.

<sup>59)</sup> *Treumann*, o. c. str. 13.

<sup>60)</sup> *Weill*, o. c. str. 119.

